

Pour le mieux vivre des ménages

وفاسلاف
Wafasalaf
ديمامعك



RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2021



Sommaire

Entretien avec le Président du Directoire 04

Présentation de Wafasalaf

Wafasalaf en bref 08
Partenaire des projets des ménages depuis plus de 30 ans 12
Une appartenance aux synergies multiples 14
Un modèle de création de valeur pour toutes les parties prenantes 16



Rapport d'activité

Contexte économique & sectoriel 2021 25
2021, une année clés dans le développement de Wafasalaf 26
Reprise de l'activité & amélioration de la performance 28



Rapport ESG

Une raison d'être qui vient soutenir un engagement 34
Wafasalaf engagée à faire grandir ses équipes 36
La protection de l'environnement, une valeur 41
Wafasalaf engagée auprès des communautés 42
Une gouvernance solide en faveur du contrôle et de la transparence 44



Rapports & comptes

Rapport de Gestion 66
Notes aux comptes consolidés 76
Comptes consolidés 86
Comptes sociaux 107
Rapports des Commissaires aux Comptes 129



Acteur spécialisé en crédit à la consommation, Wafasalaf contribue au soutien de l'activité économique, en favorisant le développement de la consommation des ménages, par la mise à disposition à la clientèle la plus élargie et de manière responsable, des solutions de financement adaptées et innovantes, anticipant l'évolution des habitudes de consommation.

Répondre aux besoins essentiels de nos clients...

Entretien avec le Président du Directoire



“

Notre dispositif digital et notre plateforme de SAV 4.0 ont été des facteurs indéniables pour faire face aux effets de la crise sanitaire et assurer une reprise adéquate de nos activités.”

Badr ALIOUA

Président du Directoire

Comment Wafasalaf a évolué dans le contexte Post-COVID de l'année 2021 ?

Après avoir traversé une crise inédite en 2020, avec des répercussions sur le plan économique et social, le Maroc, à l'image des différents pays à travers le monde, a enregistré une reprise de son activité économique en 2021. Cependant, le prolongement des effets de la crise sanitaire et la persistance des incertitudes concernant l'évolution de la pandémie ont nécessité plus de prudence et de vigilance, avec la reconduction des mesures de confinement, réduisant ainsi l'élan de la reprise de l'économie nationale.

Dans ce contexte, Wafasalaf a fait preuve de prudence durant l'année 2021, en assurant une reprise graduelle de ses activités et en veillant au maintien des mesures de prévention pour la protection de ses salariés, de ses clients et de ses partenaires. Nous avons également fait preuve de responsabilité à l'égard de nos clients, en les accompagnant pour faire face aux difficultés et aux aléas des effets de la crise sanitaire, en ligne avec notre proposition de valeur, DIMA MAAK.

Sur le plan commercial et opérationnel, Wafasalaf a piloté sa performance afin de générer une croissance profitable. Durant cette année, nous avons mis en place de nouvelles règles d'acceptation et nous avons revu nos grilles d'évaluation, afin de réduire le profil de risque de notre portefeuille d'engagements. Nous avons donc réussi à assurer une croissance de notre PNB consolidé (+4%), tout en réduisant notre coût du risque consolidé (212 MDH vs. 885 MDH en 2020).

Quels sont les facteurs de succès qui confèrent à Wafasalaf sa capacité à relever les défis dans un contexte économique défavorable ?

Depuis plusieurs années, Wafasalaf s'est engagée dans une transformation profonde de son métier de société de crédit à la consommation, qui l'amène aujourd'hui à disposer d'un modèle économique résilient et diversifié. Grâce à sa double expertise, qui comprend le financement des particuliers pour la réalisation de leurs projets de vie et la gestion des engagements des groupes bancaires, Wafasalaf dispose d'un modèle d'affaires diversifié qui lui permet d'atténuer l'impact d'une conjoncture défavorable sur sa performance.

Par ailleurs, et grâce à la digitalisation de ses métiers et de ses process, en interne et auprès de ses partenaires, Wafasalaf a développé une connaissance fine des clients et de leurs besoins. Ceci permet d'offrir une expérience client fluide, de consolider leur capital confiance et de bien évaluer leur profil de risque, ce qui se traduit par une meilleure maîtrise des coûts opérationnels et de la sinistralité de manière globale. Dans le contexte inédit de crise sanitaire, notre dispositif digital et notre plateforme de SAV 4.0 ont été des facteurs indéniables pour faire face aux effets de la crise sanitaire et assurer une reprise adéquate de nos activités.

Quelles sont vos priorités stratégiques à moyen terme ?

Notre feuille de route à moyen terme s'articule autour des axes de développement définis dans le cadre du PMT 2022. Nous ambitionnons d'améliorer le parcours client lors des décisions d'achat de véhicules ou d'équipements en produits électroménagers, en capitalisant sur le digital et la data client. L'activité de gestion pour compte est également appelée à contribuer à la croissance de Wafasalaf durant les prochaines années, à travers le développement de nouvelles offres et de nouveaux champs d'expertise dans la gestion des engagements.

En termes de performance des activités, nous comptons mettre en place un programme d'excellence opérationnelle grâce à l'automatisation des process internes et l'optimisation des délais de traitement des opérations.

Afin de pérenniser notre dynamique d'innovation et de consolider notre culture d'entreprise, nous devons assurer le développement de nos compétences en tant qu'acteur de la stratégie de transformation de Wafasalaf.

Quelles sont vos perspectives pour 2022 ?

L'année 2022 a démarré dans un contexte économique national difficile, marqué par un épisode de sécheresse couplé à une hausse des prix des matières premières. Ce contexte passager, pourrait avoir un effet à court terme sur le pouvoir d'achat des ménages. Afin d'accompagner, nos clients, nous poursuivrons nos efforts à travers des offres adaptées à leur besoins.

01

Présentation de Wafasalaf



- Wafasalaf en bref
- Partenaire des projets des ménages depuis plus de 30 ans
- Une appartenance aux synergies multiples
- Un modèle de création de valeur pour toutes les parties prenantes
- Une stratégie de développement réfléchie
- Une organisation pour un développement durable & responsable
- Une équipe dirigeante au service du développement



Wafasalaf en bref

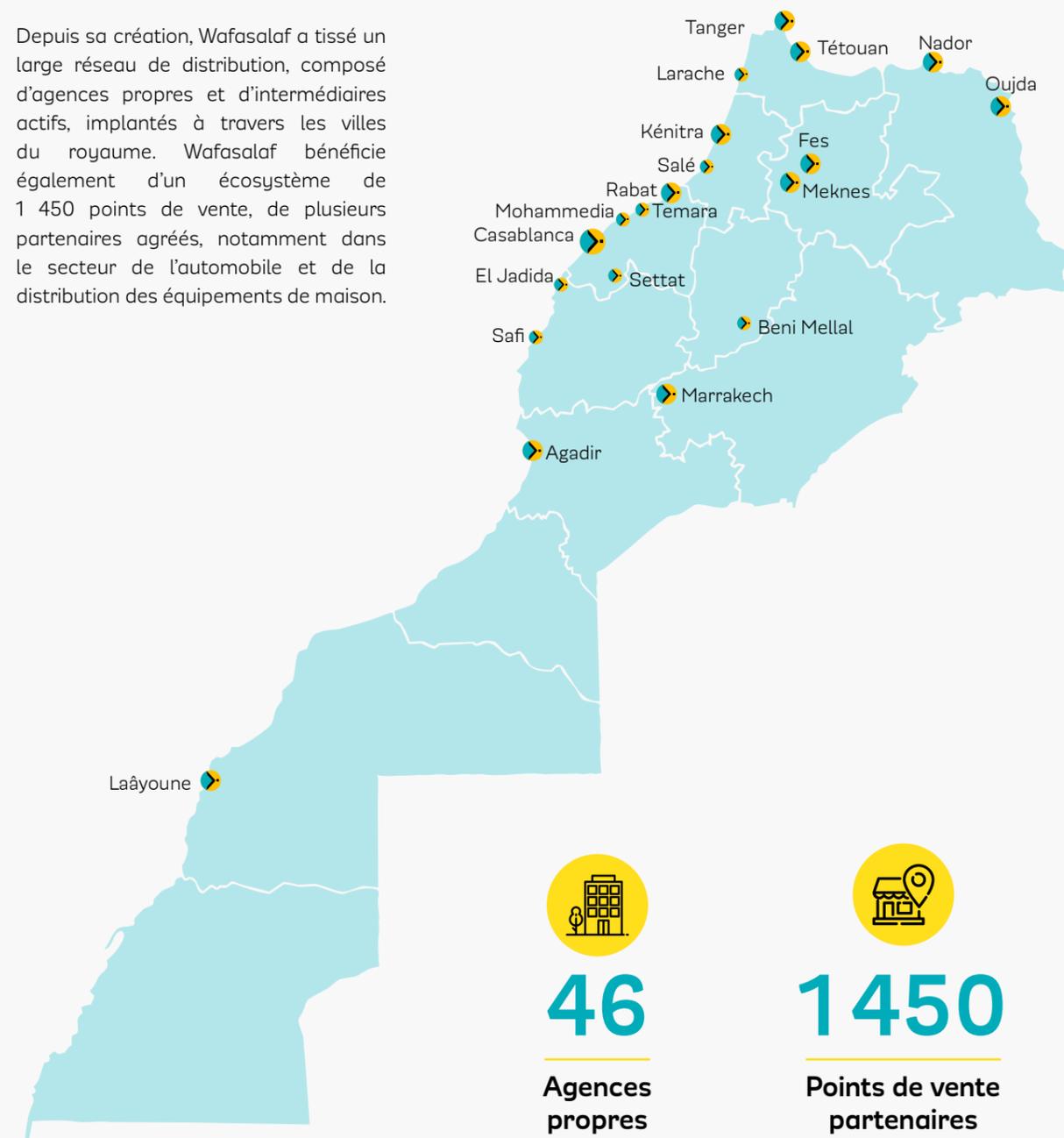
“
Aujourd’hui, Wafasalaf propose une large gamme de solutions de financement adaptée à sa clientèle composée essentiellement de particuliers.”

Wafasalaf, pionnière du financement des particuliers au Maroc

Créée en 1986 par Wafabank et Sofinco, filiale du groupe français Crédit Agricole S.A. spécialisée dans le crédit à la consommation, Wafasalaf fusionne en 2004 avec Crédor, société de crédit appartenant jusqu’à cette date au Holding Holinco. La fusion a permis à Wafasalaf d’atteindre une taille critique, lui conférant une place prépondérante sur le marché du financement. Appuyée par son groupe Attijariwafa bank, Wafasalaf s’est progressivement imposée comme leader du marché du financement marocain. Elle fut d’ailleurs la pionnière dans l’introduction de nouveaux produits comme le crédit personnel en 1989 ou encore le crédit revolving en 1991. Aujourd’hui, Wafasalaf propose une large gamme de solutions de financement adaptée à sa clientèle, composée essentiellement de particuliers.

Un large maillage territoriale

Depuis sa création, Wafasalaf a tissé un large réseau de distribution, composé d’agences propres et d’intermédiaires actifs, implantés à travers les villes du royaume. Wafasalaf bénéficie également d’un écosystème de 1 450 points de vente, de plusieurs partenaires agréés, notamment dans le secteur de l’automobile et de la distribution des équipements de maison.



Chiffres clés



Résultat net*

334
MDH



Production nette

6 046
MDH



Encours brut de
crédit

15 227
MDH



Points de vente

1 450



Produit net bancaire*

1 158
MDH



Fonds propres*

2 200
MDH



Collabor'acteurs

902



Réseaux

46
Agences

*Chiffres consolidés IFRS

Partenaire des projets des ménages depuis plus de 30 ans

1986

Création par Wafabank et Sofinco.

1989

Première société de financement à offrir des crédits pour l'acquisition de véhicules automobiles ou d'équipements des ménages.

1992

Lancement de la 1^{ère} carte revolving au Maroc.

1995

Partenariat historique en 1995 avec Fiat Auto Maroc pour le financement de la voiture économique.

1996

Précurseur en 1996, dans l'optimisation des délais de traitement en les réduisant à 1 heure.

2000

Mise en place de la plateforme de télégestion pour le traitement des demandes et réclamations des clients.

2008

Déploiement du premier site interactif « crédit en ligne ».

2009

Nouvelle signature « Dima Maak » pour confirmer son engagement auprès de ses clients et partenaires.

2010

Wafasalaf franchit une nouvelle étape dans le développement de son activité en créant sa première filiale «Thémis Courtage».

2014

- Wafasalaf obtient le Label RSE de la CGEM
- 1^{er} organisme financier sur la place à annoncer des engagements envers ses clients et partenaires fondés sur la réactivité, la transparence et le conseil.

2015

Partenariat avec Ford et mise en place exclusive de la marque Ford Salaf.

2002

Mise en place de l'outil vendeur, une solution extranet d'optimisation des délais de traitement du circuit long.

2003

1^{er} partenariat avec Wafabank dans le cadre de la GPC (Gestion Pour Compte).

2004

Wafasalaf devient une filiale du Groupe Attijariwafa bank et prend la même année le contrôle de Crédor, positionnant Wafasalaf comme le premier opérateur de crédit au Maroc.

2005

Accords de partenariats stratégiques avec Marjane, Sopriam, Renault, et Auto Hall.

2007

Lancement du Programme OPUS pour la mise à niveau de son système d'information.

2016

Partenariat avec Casa Transport pour la promotion de la mobilité urbaine durable

Lancement de l'Observatoire Wafasalaf pour le suivi des tendances de consommation

- Label Or « Entreprise sans tabac »
- Prix de la « Mixité et démarche participative » à l'occasion des « 12^{èmes} Rencontres Internationales de la Diversité ».

2017

Wafasalaf poursuit sa transformation numérique et lance le chatbot Wafy sur Messenger avec des interactions en darija et en français.

2018

Renouvellement du label « Entreprise sans tabac »

Wafasalaf élargit la gamme de ses partenaires en signant un accord avec Auto Nejma Maroc, l'un des principaux distributeurs automobiles du royaume et leader du segment premium, avec la marque Mercedes-Benz.

2019

Signature d'une convention de partenariat avec FCA Maroc sous le label FCA Capital (convention tripartite entre WS, FCA Maroc et FCA Dealer services).

2020

Projet Mawarid Mobile destiné aux collaborateurs pour l'accès à distance à leurs données 24h/24 et 7j/7.

2021

Mise en place de politiques crédit adaptées au contexte Covid

Dynamique soutenue de l'activité digitale par le renforcement de la structure de vente à distance et l'optimisation des parcours clients

Une appartenance aux synergies multiples

Wafasalaf traduit l'esprit de partenariat historique entre deux références du secteur bancaire et financier, le Groupe Attijariwafa bank et le Groupe Crédit Agricole S.A (à travers sa filiale Crédit Agricole Consumer Finance). Cette appartenance confère à Wafasalaf un positionnement incontournable, en matière d'expertise dans le financement, de solidité financière et de synergies.



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank

Attijariwafa bank est un des Groupes bancaires et financiers majeurs en Afrique avec 5 548 agences. Basé au Maroc, où il dispose du réseau le plus dense du pays, Attijariwafa bank est également implanté dans 25 pays.



وفاسلاف
Wafasalaf
ديمامعاك



10,6 MILLIONS
DE CLIENTS



20 583
COLLABORATEURS



49,5 MD EURO
TOTAL ACTIF



25
PAYS DE PRÉSENCE



15 MILLIONS
DE CLIENTS



9 549
COLLABORATEURS



92,5 MD EURO
TOTAL ACTIF



19
PAYS DE PRÉSENCE



Crédit Agricole Consumer Finance, historiquement implanté en France sous la marque commerciale Sofinco, distribue aujourd'hui dans plusieurs pays (Italie, Allemagne, Portugal, Espagne, Maroc et Chine) une gamme étendue de crédits aux particuliers et de services associés sur l'ensemble des canaux de distribution : vente directe, financement sur le lieu de vente (automobile et équipement de la maison) et partenariats bancaires.

De par son adossement à deux groupes bancaires et financiers leaders respectifs de leurs secteurs, Wafasalaf a développé une expertise unique à travers les nombreuses synergies réalisées avec les filiales d'Attijariwafa bank et Crédit Agricole.



Un modèle de création de valeur pour toutes les parties prenantes

Fort d'un savoir-faire de plus de 30 ans dans le financement des ménages et d'une solide appartenance à deux groupes d'envergure mondiale, Wafasalaf a développé un modèle économique qui couvre l'ensemble de ses parties prenantes avec un impact durable et une création de valeur partagée.

NOS LEVIERS



MISSION

Accompagner les ménages dans la concrétisation de leurs projets

APPARTENANCE

Deux groupes bancaires & financiers de référence (Attijariwafa bank 51% et CA CAF 49%)

GOVERNANCE

SA avec un directoire et un Conseil de surveillance

RÉSEAU

46 agences
1 450 points de vente partenaires

CAPITAL FINANCIER

2 245 MDH de fonds Propres

CAPITAL HUMAIN

902 collaborateurs

NOS ENGAGEMENTS



COLLABORATEURS

- Assurer à tous ses Collabor'Acteurs un cadre de travail agréable et sécurisé et veiller à leur épanouissement en améliorant leurs aptitudes et employabilité par la formation et le développement des compétences.
- Promouvoir l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.



SOCIÉTÉ

- Soutenir l'enseignement en partenariat avec les acteurs associatifs et renforcer notre politique de recrutement et d'intégration des jeunes diplômés.
- Encourager les Collabor'Acteurs à intégrer les programmes de bénévolat en consacrant des heures de leur temps de travail.



CLIENTS

- Fidéliser nos clients et renforcer leur confiance à travers : la réactivité, la transparence et le conseil.



PARTENAIRES

- Privilégier les partenariats avec les fournisseurs socialement responsables et apporter le conseil et l'assistance nécessaires pour des liens contractuels durables et dans le respect des règles concurrentielles.



NOS MÉTIERS

Vente de crédits à la consommation La gestion pour le compte de tiers partenaires

1,5 millions de clients

6 046 MDH production portée 5 621 MDH production gérée

Notre filiale

Themis courtage pour l'intermédiation et la gestion de la totalité des produits d'assurance nécessaires à l'activité de Wafasalaf

NOS PILIERS STRATÉGIQUES

Clients



Produits



Circuit de distribution



NOS AXES DE DÉVELOPPEMENT (PMT 2022)

Accélérer le rythme de croissance des activités portées et gérées

Faire du digital un levier d'amélioration de la valeur et de l'expérience client

Développer les compétences du capital humain et pérenniser un process d'innovation productif

Diversifier les activités et conquérir de nouvelles cibles, régions, produits

NOTRE AMBITION



ENGAGEMENT



ESPRIT D'ÉQUIPE



INNOVATION



PROXIMITÉ



FUN VALUE

NOTRE IMPACT & NOTRE CRÉATION DE VALEUR



AUPRÈS DE NOS CLIENTS

Réduction du délais de traitement des réclamations et du SAV 4.0

Accompagnement des clients en difficulté



POUR NOS COLLABOR'ACTEURS

90% indice d'engagement

2 230 heures de formation

165 promotions ou changements de fonction

54% de salariés ayant suivi une formation

52% de parité femme/homme

La plateforme Maw@rid dédiée aux besoins administratifs et la formation à distance.



POUR NOS PARTENAIRES

Plateforme digitale pour la SAV et le scoring



POUR NOTRE ÉCOSYSTÈME

40% des fournisseurs de type TPME

36% Part des fournisseurs signataires de la charte achats responsables.



POUR LA COMMUNAUTÉ

2 142 heures de bénévolat salariés

Partenaire de mentorat avec Injaz Al Maghrib Label Or « Entreprise sans tabac »



POUR L'ENVIRONNEMENT

Réduction de 15% des émissions carbone

Politique de gestion responsable des déchets

Programme "Wafasalafien ECO'Attitude"

Diffusion du MAG RSE

Siège social équipé en panneaux solaires

Financement verts : Salaf ECOLO & Salaf Chofo



POUR NOS ACTIONNAIRES

200 MDH de dividende et un ROE de 24,5%

Une stratégie de développement réfléchie

Wafasalaf poursuit son développement stratégique autour de 3 axes qui renforcent davantage son leadership et son positionnement auprès de ses clients et de ses partenaires. Face à l'essor grandissant du digital et les changements croissants des habitudes des clients, Wafasalaf s'est engagée dans une véritable dynamique d'innovation, qui s'est traduite par le lancement de plusieurs solutions et produits novateurs

sur le marché du financement des ménages. Wafasalaf s'est également distinguée en tant que partenaire de premier choix de plusieurs institutions pour le suivi et la gestion de leur activité crédit et financement. En 2020, Wafasalaf s'est dotée d'un Plan Moyen Terme 2022 (PMT) qui a fortement contribué à l'amélioration de sa politique de ventes, le renforcement de sa gestion des risques et l'enrichissement du parcours clients.

Une organisation pour un développement durable & responsable

Pour mener à bien son plan de développement et assurer un pilotage efficace de ses activités, Wafasalaf s'est dotée d'une organisation qui intègre plusieurs instances spécialisées pour une prise de décision collégiale. A travers ses différents comités, Wafasalaf

couvre l'ensemble des aspects liés à son métier et tient compte également des enjeux essentiels à son développement, tels que la RSE, le Capital Humain, la relation client et la transformation digitale.

PMT 2022



Client

- Maximisation de la valeur client et mise en place d'une tarification différenciée, grâce à une **gestion digitale de la relation client**
- Mise en œuvre de **plateformes digitales** et des canaux médiatiques sur internet pour la gestion de l'**après-vente** et pour le développement de la **mobilité client**
- Amélioration de la **qualité de service** et de l'**expérience client** sur toute la chaîne de valeur
- Reengineering** du traitement du risque, par de nouveaux process de **recouvrement** et de la mise à niveau du scoring



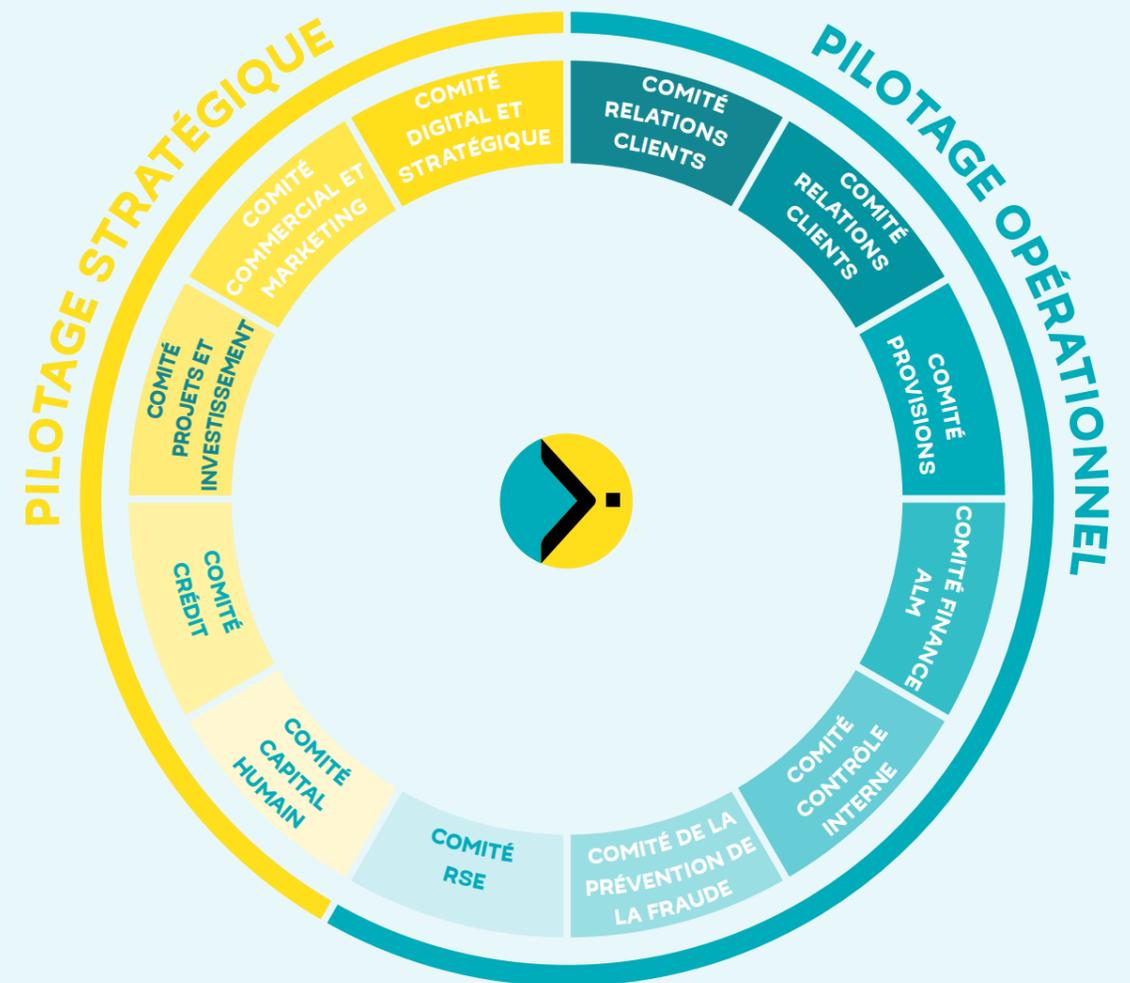
Canaux de distribution

- Développement d'un modèle **multicanal** par le renforcement du canal internet
- Renforcement des réseaux de **prescription** de l'équipement des ménages et de l'automobile



Produits

- Consolidation de la **gamme de produits**
- Développement des **produits packagés** incluant les produits **d'assurance**
- Développement des **activités Business Project Outsourcing (PBO)** auprès des partenaires bancaires



Une équipe dirigeante au service du développement

Afin d'assurer l'exécution réussie de ses orientations stratégiques, Wafasalaf s'est doté d'une équipe dirigeante organisée en 3 niveaux de responsabilité : le Directoire qui est en charge de la gestion courante des activités de Wafasalaf, assisté par le Comité Exécutif qui veille sur la mise en œuvre des orientations stratégiques et examine la performance opérationnelle ainsi que le Comité des Directeurs qui est en charge de la gestion opérationnelle des différents métiers de Wafasalaf.

LE DIRECTOIRE



Badr ALIOUA
Président du Directoire



Touria ABDOU
Pôle Recouvrement



Khalid AITBENYAHYA
Pôle Support



Driss FEDOUL
Pôle Commerce, Marketing et
Communication externe



Jean-Paul PINCHON
Pôle Crédit

LE COMITÉ EXÉCUTIF



Meriem ABASSI
Stratégie et Gouvernance



Khalid BOUKANTAR
Contrôle, Risques
et Conformité



Khalid CHERKAOUI
Partenariats Gestion Pour
Compte et International



Amine EL KASSY
Réseau commercial



Faiza ABIED
Secrétaire Général



Nadia MGOUNI IDRISSE
Bien Etre et RSE



Omar MOUSSI
Transformation



Lamia RAFAI
Capital Humain



Anas Sqalli
Marketing et Communication
externe

LE COMITÉ DES DIRECTEURS



Chadia ABABOU
Thémis Courtage



Sabir SOPHIA
Audit et Inspection



Adil OUKIB
Gestion du Risque Crédit



Nabil BOUKILI
Traitement du Risque



Choukri EL BOUJAMA
Partenariats commerciaux



Youssef EL MALKI
Systèmes d'information



Amine IBNOULOAFI
Recouvrement Sédentaire



Farouk MIAL
Finance

Nos pensées vont à notre collègue et ami feu Abdellatif Bellouelja

02



Rapport d'activité

- Contexte économique & sectoriel 2021
- 2021, une année clé dans le développement de Wafasalaf
- Reprise de l'activité & amélioration de la performance

وفا سالف
Wafasalaf



Contexte économique & sectoriel 2021

2021, reprise économique et rebond de l'activité de crédits et des ventes d'automobile

En 2021, l'économie nationale a enregistré un rebond de la croissance économique, qui s'est établi à 7,2% après une année de crise et un ralentissement économique de 6,3% en 2020. Durant cette année, l'économie nationale a profité des conditions climatiques favorables pour le secteur primaire et du redressement de l'industrie et des services marchands. Dans ce contexte de reprise, les sociétés de crédit

à la consommation ont réalisé une production de 20,6 Md MAD, en hausse de 40% avec une forte contribution du financement automobile, dont la production a progressé de 44,5%. A ce titre, les ventes de véhicules au titre de l'année se sont établies à 175 360 unités, en hausse de 31,5% par rapport à l'année précédente.

L'année 2021 en chiffres



Croissance économique

7,2%

vs. -6,3% en 2020



Production de crédits à la consommation

20,6
Md MAD

+40% vs. 2020



Ventes de véhicules

175 360
unités

+31,5% vs. 2020

2021, une année clé dans le développement de Wafasalaf

Renforcement du capital confiance de Wafasalaf auprès des clients

En 2021, Wafasalaf a été classée 1^{ère} société de financement selon l'Indice de Recommandation Client, grâce à l'engagement de qualité du service rendu tout au long de la chaîne de valeur de son activité. Cette reconnaissance est également le résultat du maintien d'une politique qualité exigeante, qui positionne la Relation Client au centre des enjeux de Wafasalaf et de son organisation. En effet, Wafasalaf est dotée d'un dispositif d'évaluation permanent et continu pour assurer l'alignement des services rendus avec sa proposition de valeur et sa signature « DIMA MAAK », notamment à travers des enquêtes mystères et le « Net Promote Score à chaud ».



Accélération de la transformation digitale de Wasalaf et montée en puissance de la plateforme « Salaf Click »

En 2020, Wafasalaf a été pionnière de la digitalisation des process d'octroi de Crédit avec le lancement de la plateforme « **Salaf Click** », première solution de financement 100% en ligne. Cette plateforme a été conçue dans une approche orientée client avec comme objectif d'offrir une expérience client fluide. Durant l'année 2021, « **Salaf Click** » a fortement contribué à la production de Wafasalaf, grâce notamment aux efforts soutenus de Web Marketing. Par ailleurs, la transformation digitale de Wafasalaf s'est accélérée avec la mise à niveau des plateformes de SAV, notamment au profit des partenaires.



Lancement de nouvelles offres adaptées aux besoins des clients

Grâce à la connaissance accrue des besoins de ses clients, Wafasalaf a mis à la disposition des professions libérales une solution de financement qui répond à leurs attentes, le pack **LIBER'ITI**. Cette solution offre un financement modulable, en plus d'un accompagnement personnalisé pour permettre à cette clientèle particulière de concrétiser ses projets, personnels mais également professionnels. Le pack **LIBER'ITI** est assorti d'un service de proximité qui permet d'obtenir le financement sans déplacement.



Développement de notre écosystème de partenaires & accompagnement de notre réseau

Véritable levier pour sa stratégie de développement, les partenaires de Wafasalaf bénéficient d'un accompagnement continu, à travers la tenue régulière des comités de suivi, la formation et l'animation de leur force de vente et la mise en place de plateformes de suivi des dossiers de prêts. Banques, concessionnaires et réseaux de transfert de fonds s'appuient sur l'expertise de Wafasalaf dans la gestion du financement pour les particuliers. Durant cette année, l'écosystème de partenaires de Wafasalaf s'est renforcé par la signature de plusieurs partenariats avec les concessionnaires des marques de véhicules (Toyota, Kia et Hyundai). En parallèle à ces efforts auprès des concessionnaires, Wafasalaf a renforcé son réseau de prescripteurs dans le secteur de l'équipement des ménages et de l'automobile.



Amélioration du scoring et de la démarche de gestion des risques

Afin de faire face à la montée des risques d'impayés, Wafasalaf a procédé, en 2021, à l'ajustement du cadre d'acceptation des demandes de financement et a déployé de nouvelles grilles de scores. La montée des impayés dans le contexte de crise a également nécessité la mise en place de nouveaux process de recouvrement. Sur le plan de la conformité, l'année a été marquée par la mise en place d'une nouvelle version pour la gestion automatisée du contrôle permanent et du risque opérationnel. Wafasalaf a également procédé à la revue de la gestion des limites sur les principaux risques au niveau de sa politique de risk management en introduisant un suivi mensuel des limites définies.

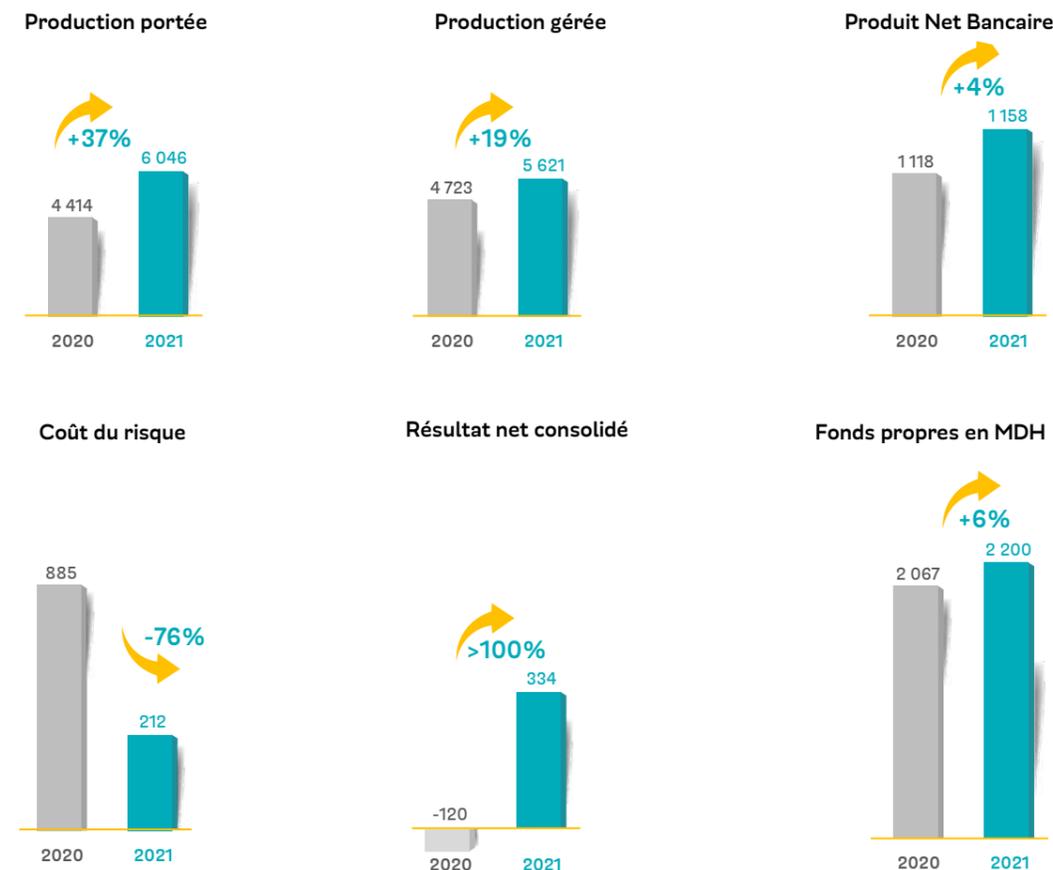
Reprise de l'activité & amélioration de la performance

Après une année 2020 profondément marquée par les effets de la crise sanitaire sur ses indicateurs d'activité, Wafasalaf a réussi à redresser sa performance en réalisant une production en hausse de **37%** pour les engagements portés et de **19%** pour les activités gérées, à des niveaux supérieurs à 2019. Cette performance confirme la pertinence du positionnement de Wafasalaf et la solidité de son modèle économique.

A fin décembre 2021, WAFASALAF a réalisé un Produit Net Bancaire consolidé de **1 158 MDH** en hausse de **4%** par rapport à fin décembre 2020, essentiellement du fait de la hausse de la marge d'intérêt (**+2%**) et l'augmentation des produits des autres activités (**+9%**) et la progression de la marge sur les commissions.



Indicateurs consolidés IFRS en MDH

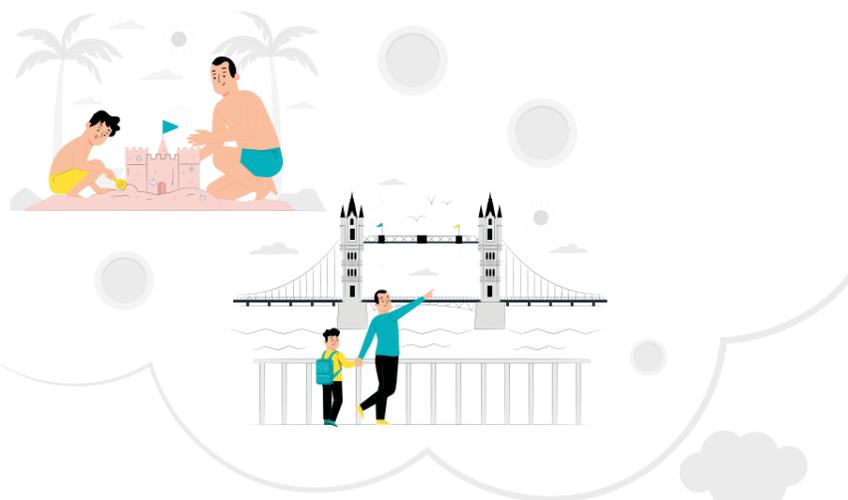


Le Coût du risque consolidé a diminué de **76%** à fin décembre 2021 par rapport à fin décembre 2020 pour s'établir à **212 MDH**, reflétant les efforts de maîtrise et d'anticipation des risques. Le Résultat net consolidé à fin décembre 2021 s'élève à **334 MDH**, en forte hausse par rapport à 2020.

En parallèle à sa performance commerciale et opérationnelle, Wafasalaf continue à renforcer sa solidité financière avec des fonds propres et assimilés de **2 200 MDH**, en hausse de 6% par rapport à fin décembre 2020.

Rapport ESG

03



- Une raison d'être qui vient soutenir un engagement
- Wafasalaf engagée à faire grandir ses équipes
- La protection de l'environnement, une valeur forte de la culture Wafasalaf
- Wafasalaf engagée auprès des communautés
- Une gouvernance solide en faveur du contrôle et de la transparence



Méthodologie et périmètre du rapport ESG

Les informations contenues dans le présent chapitre du Rapport Financier Annuel (RFA) de Wafasalaf regroupent les informations et indicateurs extra-financiers, en réponse aux exigences de la circulaire de l'AMMC n°03/19 du 20 février 2019 relative aux opérations et informations financières.

Inspiré des lignes directrices de la norme ISO 26 000 relative à la responsabilité sociétale des entreprises, de la charte de la CGEM et des Objectifs du Développement Durable des Nations Unies, ce rapport rend compte des performances extra-financières sur les volets sociaux, sociétaux, environnementaux et de gouvernance.

Une raison d'être qui vient soutenir un engagement

Leader historique dans le secteur du crédit à la consommation, Wafasalaf a réussi au cours de ses 35 ans d'existence à faire évoluer ses offres de financement pour répondre au plus près aux besoins sans cesse en évolution des ménages marocains. Acteur engagé pour un développement socio-économique, Wafasalaf a défini sa raison d'être comme « **contributeur actif engagé dans la dynamisation de l'économie nationale, l'accompagnement des ménages et le soutien du développement durable** ».

Wafasalaf est précurseur dans son secteur d'activité. Son engagement social et sa dynamique de progrès lui ont permis d'être le 1^{er} organisme financier à décrocher dès 2014 le label RSE de la CGEM. Cette distinction, qui a été renouvelée en 2019, est venue couronner les efforts entrepris par l'entreprise vis-à-vis de ses différentes parties prenantes, au premier rang desquelles les collaborateurs, les partenaires, la société civile et les clients.



DIMA MAAK, une démarche RSE formalisée

L'activité de Wafasalaf est résolument orientée vers une croissance durable et inclusive, ce qui a conduit l'entreprise dès 2007 à formaliser son engagement en matière de dynamique RSE. Cet engagement s'est enrichi avec l'intégration successive des standards et des meilleures pratiques de ses actionnaires, le groupe Attijariwafa bank et le groupe Crédit Agricole. Il s'est également consolidé par la mise en conformité avec les nouvelles directives des autorités financières sur le plan des pratiques ESG et de Green Finance, ou par la résonance des diverses actions menées auprès des collabor'acteurs et partenaires de Wafasalaf.

Lancée en 2009, la signature d'engagement **DIMA MAAK** est issue d'une démarche collective basée sur trois référentiels conformes aux valeurs et ambitions des actionnaires de référence, et concrétisée par de multiples gestes quotidiens et actions inclusives. Elle est constituée de 4 axes déclinés en 12 engagements matérialisés par 14 KPI, qui permettent de mesurer année après année la performance et les progrès en matière sociale et environnementale.



Afin de mesurer sa performance en matière de RSE, Wafasalaf s'appuie sur un outil de pilotage et de mesure des progrès en la matière déployé par le Groupe CACF. Cet outil baptisé « FReD » permet de piloter les enjeux RSE, de favoriser l'implication des dirigeants et de l'ensemble des collabor'acteurs. Il permet de mettre en place un certain nombre d'actions selon 3 axes pour Renforcer la confiance (FIDES), Développer les hommes et l'écosystème local (RESPECT) et Préserver l'environnement (DEMETER), en lien avec les ambitions stratégiques.

A compter de mars 2021, et conformément à la directive réglementaire n°5/W/2021 de Bank Al-Maghrib relative aux risques financiers liés au changement climatique et à l'environnement destinée aux établissements de crédit et organismes assimilés, les risques climatiques et environnementaux sont dorénavant intégrés dans la gestion des risques financiers.

Wafasalaf engagée à faire grandir ses équipes

Wafasalaf place ses collaborateurs au cœur de ses préoccupations. En menant une politique de capital humain axée sur le bien-être au travail, l'entreprise s'assure de mettre en place les conditions de travail nécessaires, tout en favorisant l'équité, l'égalité des chances, la diversité et le développement des compétences des collaborateurs.

Cette politique porte ses fruits puisqu'aujourd'hui Wafasalaf figure parmi les entreprises marocaines exemplaires, où les femmes représentent plus de la moitié du total de l'effectif. Cette représentation est équilibrée, puisque les organes de direction comme le middle management et les fonctions supports bénéficient également de cette politique où 32% des

postes de cadres dirigeants sont occupés par des femmes. Cette démarche de parité-diversité a valu à Wafasalaf d'être distinguée par le Label RSE de la CGEM en 2014 puis en 2019.

Dans la continuité de la promotion de la mixité et de la diversité, Wafasalaf a adopté le 8 mars 2021 la nouvelle charte du groupe Attijariwafa bank engageant les divers collaborateurs à plus d'équité professionnelle et au renforcement des capacités à répondre aux enjeux de la diversité. Une large campagne de sensibilisation et de promotion a ainsi été menée durant le mois de novembre avec le Groupe CA CF, pour promouvoir les multiples visages de la diversité (mixité, handicap, culture, métier...).



Parité

Hommes **49,2%**
Femmes **50,8%**



Encadrement

50,5%
de femmes parmi les cadres



Cadres dirigeants

32%
de femmes



Handicap*

1,9%
de salariés en situation de handicap dans l'effectif total



Sécurité de l'emploi

902 CDI, 50 CDD
132 intérimaires, avec un taux de transformation vers un CDI de 74%



Formation

2 230 heures de formation
(90 stagiaires ont bénéficié de formations) soit **2,13 j** et un taux de **55 %** des salariés ont suivi au moins une formation dans l'année.

Répartition de l'effectif global par genre

	2019	2020	2021
Femmes	487	503	552
Hommes	454	487	534
Total effectif	941	990	1 086

Répartition de l'effectif permanent par catégorie déclinée par genre (contrat CDI)

	2019	2020	2021
Femmes cadres	179	183	198
Femmes non cadres	308	254	265
Total femmes	487	437	463
Hommes cadres	181	184	194
Hommes non cadres	273	230	245
Total hommes	454	414	439
Total effectif	941	851	902

Afin d'appuyer sa politique de diversité, Wafasalaf a pris les dispositions nécessaires pour pouvoir accueillir des personnes à mobilité réduite. Des aménagements ont ainsi été réalisés au niveau du siège et des agences. Aujourd'hui, l'entreprise compte parmi ses collaborateurs, près de 2% de personnes

en situation de handicap. Wafasalaf encourage la pérennité de travail, c'est dans ce sens qu'une politique est mise en place pour convertir chaque année des contrats à durée déterminée en contrats CDI. Le taux de conversion des contrats CDD en CDI avoisine les 74%.

Répartition de l'effectif par type de contrat

	2019	2020	2021
CDD	108	39	50
CDI	796	851	902
Intérimaires	34	94	132
ANAPEC	3	6	2
Total effectif	941	990	1 086

Répartition par ancienneté

	2019	2020	2021
De 0 à 2 ans	217	222	164
Entre 2 et 5 ans	113	154	241
Entre 5 et 12 ans	247	226	216
Entre 12 et 20 ans	132	148	162
plus de 20	87	101	119
Total effectif	796	851	902

Âge moyen des collaborateurs

	2019	2020	2021
Moins de 25 ans	77	83	56
De 25 à 35 ans	345	396	430
De 36 à 50 ans	342	354	321
Plus de 50 ans	32	38	95

Évolution de l'emploi

	2019	2020	2021
Nombre de recrutements	306	135	169
Nombre de démissions	48	17	37
Nombre de licenciements	0	0	2



Un cadre de travail agréable pour une meilleure performance des équipes

Le contexte de la crise sanitaire a conduit Wafasalaf comme bon nombre d'entreprises à repenser son mode de fonctionnement, pour assurer la continuité de ses activités, tout en préservant la santé et la sécurité de ses collaborateurs. Wafasalaf a maintenu et renforcé les mesures sanitaires pour le bien-être de ses collaborateurs, clients et partenaires, en favorisant le télétravail pour 91% de ses collaborateurs, en adaptant l'organisation du travail en agence et les services de restauration collective. En 2021, Wafasalaf a décidé de maintenir le télétravail pour certaines équipes dont l'activité n'exige pas une présence physique sur site, ce qui a conduit à un taux de présence physique au siège de 65% des collaborateurs. Dans une optique

d'amélioration de l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, Wafasalaf a adopté en 2021 la mise en place de la flexibilité du travail avec la possibilité de recourir au télétravail à raison de 2 à 3 jours par semaine pour les collaborateurs qui le souhaitent. Le contexte a également permis à l'entreprise d'accélérer son programme de digitalisation, notamment avec le lancement de Mawarid Talents, un dispositif de formation en ligne destiné à l'ensemble de ses collaborateurs.

Wafasalaf a également initié des programmes de bien-être incluant des activités physiques et artistiques, afin de soutenir les collaborateurs fragilisés par ce contexte exceptionnel. Des événements comme les Family Days pour les enfants des collaborateurs, ou encore 8 pièces de BrocArt, ont été organisés pour conserver le lien social entre les collaborateurs et favoriser leur épanouissement.

Afin de soutenir l'ensemble des actions en faveur du bien-être des collaborateurs, Wafasalaf a agrandi dès 2019 le périmètre de la Direction Bien-Etre, créée en 2017, par l'ajout des missions RSE et Idéation

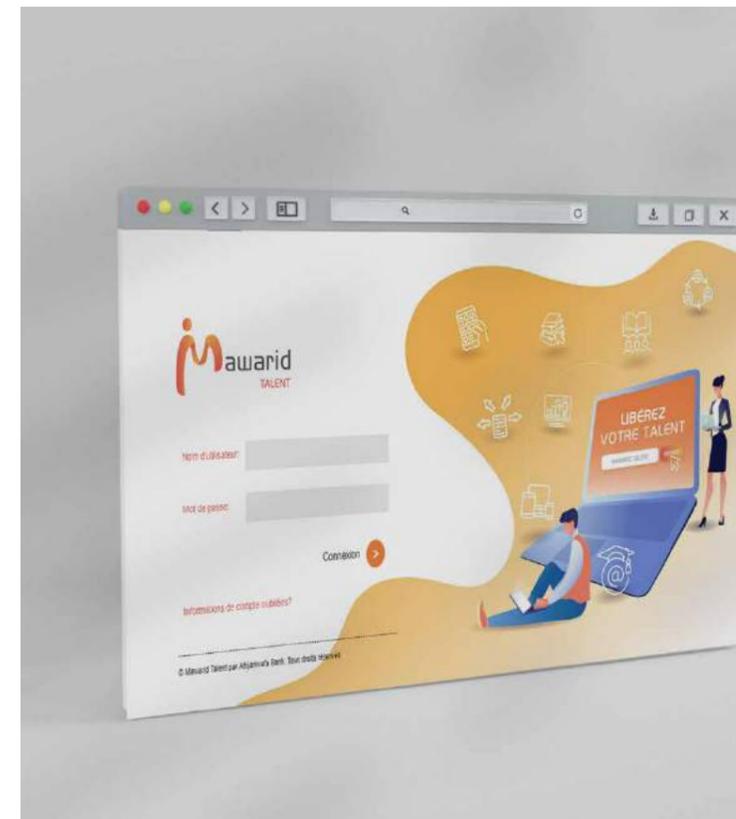


A l'écoute des attentes de ses collaborateurs, Wafasalaf lance régulièrement des enquêtes et baromètres sociaux. Au cours de l'année 2021, l'entreprise a lancé le sondage "votre avis compte, nous vous écoutons!" dans le cadre d'une enquête globale réalisée par son actionnaire de référence CACF. Cette enquête a révélé un réel engouement des collaborateurs dont le taux de participation a atteint 87%.



Etincelle, l'innovation collaborative au service de la création

Avec le lancement du programme **Etincelle**, Wafasalaf a souhaité associer ses collaborateurs à une dynamique créative, à travers la mise en place, dès février 2021, de matinées d'acculturation et d'une plateforme d'idéation. Avec plus de 10% de collaborateurs inscrits, la plateforme a enregistré plusieurs idées nouvelles de projets relatifs aux métiers de Wafasalaf. L'attrait pour cette démarche participative et l'intérêt des collaborateurs pour l'innovation auront participé au succès du programme.



Mawarid Talents, la solution e-learning de Wafasalaf

Initiée en 2020 pour continuer à accompagner les collaborateurs dans leur montée en compétences malgré la situation sanitaire, la solution de e-learning Mawarid Talents a été enrichie et permet aujourd'hui aux collaborateurs de bénéficier d'une nouvelle expérience d'apprentissage et de formation continue. Grâce à la digitalisation et l'automatisation du processus de formation, l'offre d'e-learning est dorénavant plus diversifiée et propose des parcours de formations sur-mesure aux divers collaborateurs de l'entreprise.

En 2021, 1 313 collaborateurs ont bénéficié de formations via la plateforme Mawarid Talents, soit un total de 3 539 heures de formation.

Un climat social serein à travers un dialogue social constructif

Wafasalaf bénéficie d'un climat social positif qui repose sur un dialogue régulier et constructif avec les partenaires sociaux.

Dialogue social

	2019	2020	2021
Nombre de jours de grève	0	0	0
Nombre de représentants du personnel	09 titulaires / 09 suppléants	09 titulaires / 09 suppléants	09 titulaires / 09 suppléants
Nombre de litiges sociaux	0	0	0

Santé & Sécurité au travail

	2019	2020	2021
Nombre d'accidents de travail	11	7	10
Taux de fréquence des accidents	8,1	6,6	6,5
Taux de gravité des accidents	0,17	0,19	0,17



Une culture de l'éthique dans le travail à travers un code de bonne conduite

Conscient des enjeux d'éthique dans le monde du travail et notamment de leur importance dans son secteur d'activité, Wafasalaf adopte un dispositif qui vise à lutter contre la fraude à travers une démarche responsable dans l'exercice de ses activités au quotidien.

L'année 2021 a été marquée par l'actualisation du Code de bonne conduite du groupe AttijariWafa bank, soulignant l'importance de la lutte et la prévention contre la corruption et rappelant le principe de tolérance 0 en la matière.

Une large campagne de communication a été menée au cours de l'année pour sensibiliser l'ensemble du personnel à ces enjeux.

Wafasalaf fait en sorte de partager ses valeurs de responsabilité sociale et environnementale avec ses partenaires, fournisseurs et sous-traitants qui doivent s'engager à respecter un ensemble de règles de conformité liées notamment à la durée du temps de travail, la régularité sociale, la lutte contre le travail des enfants et la non-discrimination.

La protection de l'environnement une valeur forte de la culture Wafasalaf

Consommation d'électricité

-11%

Bilan carbone

-15% de CO₂

Bien que l'activité de Wafasalaf soit essentiellement une activité liée aux services, l'entreprise demeure très sensible aux enjeux environnementaux.

Au delà du lancement commercial d'offres vertes conçues pour favoriser un bénéfice environnemental tels que Salaf ECOLO et Salaf CHOFO, plusieurs initiatives ont été mises en place par l'entreprise pour réduire son empreinte carbone, mais également pour adopter des gestes écoresponsables au quotidien.

Une première série de mesures a été adoptée en 2018 pour réduire la consommation d'électricité grâce à l'installation d'ampoules LED à basse consommation au niveau de l'ensemble des agences et du siège, ainsi que l'installation de panneaux solaires au niveau du siège pour la production d'eau chaude sanitaire.

La digitalisation des process a pour sa part également permis la réduction de la consommation de papier, notamment à travers l'utilisation du portail Mawarid pour la gestion des aspects administratifs RH et l'optimisation de la circulation des documents sous format papier.

Inspiré des bonnes pratiques de ses deux actionnaires de référence, Wafasalaf a lancé en 2020 l'engagement Wafasalafien Eco Attitude, un programme qui a engendré de nombreuses initiatives EcoGestes et a suscité une belle émulation entre les divers collaborateurs en faveur d'actions de sensibilisation, de mesure et de réduction de l'empreinte carbone directe et indirecte, ainsi que la gestion durable des déchets.

Wafasalaf a lancé dès 2020 la mesure et le pilotage de son empreinte carbone. Celle-ci est réalisée par un cabinet spécialisé qui prend en compte l'ensemble des consommations énergétiques de l'entreprise.

Un dispositif de gestion durable des déchets a également été mis en place. Ce dispositif donne la possibilité de procéder à un tri sélectif des déchets produits au niveau du siège et de l'annexe, dans le cadre d'une convention avec les prestataires de la restauration et de la gestion des locaux et du nettoyage. Ceci permet de revaloriser les déchets recyclables, notamment en papier et carton auprès des filières spécialisées.

Afin d'accompagner l'ensemble de ces initiatives et dans le but d'ancrer la culture RSE dans la culture de l'entreprise, Wafasalaf a mené une large campagne de communication interne auprès des collaborateurs, comprenant notamment la diffusion de capsules didactiques de sensibilisation, le lancement de MAG RSE, un journal interne consacré à la sensibilisation et à la promotion de la responsabilité sociale des entreprises auprès des collaborateurs, pour en faire un des éléments phares de la culture de l'entreprise.

Dans la continuité des activités de sensibilisation, Wafasalaf a lancé plusieurs RSE'Kfé, des mini événements consacrés au partage entre collaborateurs d'informations et de bonnes pratiques liées à la démarche RSE mise en place par l'entreprise.

Wafasalaf engagée auprès des communautés



Mentorat de compétences en partenariat avec Injaz Al Maghrib

Malgré la prolongation des mesures sanitaires en vigueur et le maintien du télétravail durant l'année 2021, les collaborateurs de Wafasalaf ont conservé un rythme soutenu tout au long de l'année dans le cadre des actions de mentorat "Injaz Al Maghrib" enregistrant un total de 582 nouveaux bénéficiaires qui viennent rejoindre la cohorte des 6000 jeunes accompagnés depuis 2007.



Wafasalaf soutient plusieurs associations dans leurs efforts en faveur de l'accès à l'éducation, à l'art, à la culture et à l'entrepreneuriat, parmi lesquelles la Fondation Mohammed V, Injaz Al-Maghrib et l'Orchestre Philharmonique du Maroc.

Financement responsable

172 435 Affaires en production portée de prêts conformes aux règles ;

Offres vertes :
1420 véhicules hybrides financés

Solidarité Fonctionnaires Santé

Reversement des prélèvements à hauteur de 1000dh au profit des clients fonctionnaires dans le secteur de la santé publique

IRC stratégique 1

Wafasalaf n°1 en 2021 avec un score de +46

Délais de paiement fournisseurs

43 jours vs engagement contractuel de 60 jours

Soutien aux TPE-PME :
Achats orientés 10% TPE et 30% PME

Contribution citoyenne

470 KDH pour soutenir des associations dans leurs efforts d'aide aux citoyens, pour développer l'accès à l'éducation, à l'art, à la culture et à l'esprit d'entrepreneuriat.

Mécénat & Bénévolat

76 heures et 582 jeunes encadrés



Accompagnement responsable auprès de ses clients et partenaires

Acteur majeur du crédit à la consommation, Wafasalaf a poursuivi activement sa politique de soutien à ses clients affectés financièrement par la pandémie, tout en promouvant une offre toujours plus responsable et accessible (Promotion de Salaf Click solution 100% digitale lancée en 2020, Offres vertes, Soutien aux TPE et PME, Respect des engagements et délais fournisseurs...).

Comptant parmi ses clients de nombreux fonctionnaires du secteur de la santé, durement éprouvés par les vagues successives de Covid-19, Wafasalaf a entrepris, en guise de reconnaissance et de soutien, une action inédite de reversement des mensualités prélevées les mois de janvier 2021 à hauteur de 1000 Dh directement reversée au client/bénéficiaire.

Au cours de l'année, les équipes de Wafasalaf ont mis l'accent sur les achats responsables en accompagnant les équipes Achats à formaliser des démarches concrètes en phase avec la charte d'achats responsables. Celle-ci engage les fournisseurs, à respecter certains critères sociaux tels que ceux liés à la durée du temps de travail, la régularité sociale, la lutte contre le travail des enfants et la non-discrimination.

Une gouvernance solide en faveur du contrôle et de la transparence



Structure de gouvernance

Wafasalaf est une Société Anonyme à Directoire et à Conseil de surveillance. Cette structure duale permet de distinguer les fonctions de direction et de gestion, des fonctions de contrôle et de supervision. La forme duale offre un cadre approprié pour une application optimale des principes et règles de gouvernance d'entreprise.

Le Conseil de surveillance définit les orientations stratégiques de la société et veille à leur mise en œuvre. Il procède également aux contrôles et vérifications nécessaires qu'il juge opportuns et se saisit de toute question relative à la bonne marche de la société.

Le Conseil de surveillance s'appuie sur 3 comités spécialisés pour l'assister dans sa mission de supervision sur des sujets spécifiques.

Le Directoire a pour rôle de déployer des orientations stratégiques, d'assurer la bonne marche des activités et le développement de l'entreprise.

Conformément à l'article 21 de ses statuts, le Président du Directoire assume également la direction générale de la société.

La gestion au quotidien de Wafasalaf est assurée par un comité exécutif composé de quatorze membres. Ce comité, qui se réunit périodiquement, coordonne et suit l'exécution des plans d'actions découlant des orientations stratégiques arrêtées par le Conseil de surveillance. Il est composé du Président du Directoire et de 13 Directeurs de pôles.

Indépendance des membres du Conseil de surveillance

La nomination des administrateurs indépendants au Conseil de surveillance de Wafasalaf se fait dans le respect des dispositions de l'article 41 bis de la loi n°17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée. Aujourd'hui, avec 2 membres indépendants, l'entreprise s'inscrit en totale conformité avec la loi. Conformément aux dispositions de la loi et des bonnes pratiques en matière de gouvernance, le Comité d'Audit et des Risques et le Comité de Gouvernance, des Nominations et des Rémunérations sont présidés par des membres indépendants.

Composition des organes de surveillance

Le Conseil de Surveillance est composé de 11 membres, dont 2 membres indépendants. Il reflète, à travers le profil de ses membres, une diversité et une complémentarité d'expériences, de nationalités et de cultures, qui permettent de couvrir l'étendue des sujets auxquels le Conseil de surveillance est confronté.

Sa composition prend en compte les intérêts de l'ensemble des actionnaires.

Parité

Le Conseil de Surveillance veille à assurer une représentativité des femmes parmi ses membres avec un taux de représentativité de 18%.

Le Directoire est quant à lui composé de 20% de femmes.

Taux de présence effective aux séances du Conseil

Au cours de l'exercice 2021, le Conseil de surveillance a tenu 4 réunions avec une présence de 95% des administrateurs.

Rémunération des membres du Conseil de surveillance

Les membres indépendants du Conseil de surveillance ont perçu en 2021 des jetons de présence d'un montant de 500 000 dhs au titre de l'exercice 2020.

Prêts accordés aux membres du Conseil de surveillance

Aucun prêt n'a été accordé aux membres du Conseil de surveillance.

GOUVERNANCE

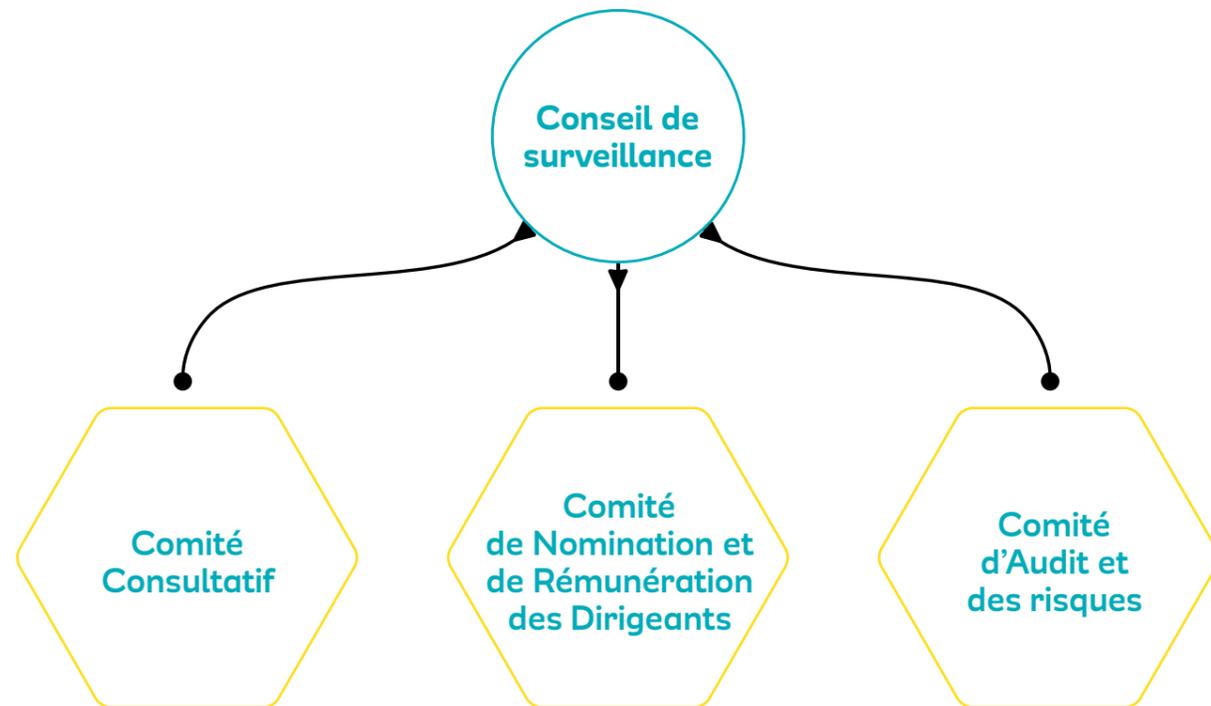
	Noms et prénoms	H/F	Date de début ou de renouvellement du mandat	Date d'échéance du mandat	Biographie	Appartenance à des Comités	Fonction au sein des Comités
Président du Conseil de surveillance	M. Ismail DOUIRI	H	AGO 28 mai 2020	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024	M. Ismail DOUIRI est diplômé de l'École Polytechnique de Paris, de l'École Nationale Supérieure des Télécommunications et titulaire d'un MBA de Harvard University en Business Administration. M. Ismail DOUIRI débute sa carrière à Westinghouse Electric Corporation en 1992 en tant qu'ingénieur développeur. En 1994, il rejoint CFG Group en tant que directeur de la recherche et directeur des systèmes d'information avant d'intégrer Morgan Stanley en 1999, en tant qu'Associate au sein du groupe Télécommunications de la division Investment Banking. En 2000, M. Ismail DOUIRI fonde la société DIAL Technologies S.A spécialisée dans les offres de services de données aux utilisateurs du téléphone mobile, au Maroc et dans la région MENA. Au même moment, M. Ismail DOUIRI intègre l'équipe de Mc Kinsey & CO en tant qu'Associate au sein de la cellule du bureau de Genève chargée de l'Afrique du Nord. M. Ismail DOUIRI a rejoint Attijariwafa bank en 2004 pour prendre en charge la Stratégie & Développement du Groupe. Depuis septembre 2008, M. DOUIRI assure la fonction de Directeur Général d'Attijariwafa bank - Pôle « Finance, Technologie et Opérations ». Dans le cadre de la nouvelle organisation mise en place en mars 2020, M. DOUIRI est Directeur Général Délégué, chargé de la banque de détail à l'international et des filiales de financement spécialisées.	Comité de Gouvernance, des Nominations et des Rémunérations	Membre
Membres non-exécutifs	Attijariwafa bank représentée par M. Mouawia ESSEKELLI	H	AGO 28 mai 2020	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024	M. Mouawia ESSEKELLI est diplômé de l'École Centrale Paris en 1992. Il a commencé sa carrière au Crédit du Maroc où il a occupé le poste de directeur d'Agence et de Chef Cambiste de la salle des Marchés. Il a par la suite intégré IBM Maroc en tant que responsable commercial du secteur « Banking & Finance ». Il a ensuite occupé le poste de Responsable Vente des Services et Solutions. En novembre 2005, Mouawia ESSEKELLI a intégré Attijariwafa Bank en tant que responsable Business Unit « Banque des Marocains sans Frontière ». De septembre 2008 à septembre 2014, il a occupé le poste d'Administrateur Directeur Général de Attijariwafa bank Europe. D'octobre 2014 à février 2020, M. Mouawia ESSEKELLI a occupé le poste de Directeur Général Adjoint, en charge de la Banque Transactionnelle Groupe de Attijariwafa bank. Actuellement, il est Directeur Général Adjoint, en charge des Filiales de Financement Spécialisées (FFS).	Comité consultatif	Membre
	M. Mohamed EL KETTANI	H	AGO 30 mai 2019	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024	M. Mohamed EL KETTANI est diplômé ingénieur de l'ENSTA-Paris, Mohamed EL KETTANI entame sa carrière bancaire en 1984 en intégrant la Banque Commerciale du Maroc « BCM ». Il a exercé différentes responsabilités dans les différents métiers de la banque avant de diriger en 2004 le programme de fusion et de rapprochement entre BCM et Wafabank donnant naissance au Groupe Attijariwafa bank. En 2007, Mohamed EL KETTANI est nommé Président Directeur Général du Groupe Attijariwafa bank. Il est également Vice-Président délégué du Groupement Professionnel des Banques du Maroc et Administrateur de plusieurs sociétés. Sous sa présidence, le Groupe Attijariwafa bank a réalisé le déploiement du plan de développement stratégique quinquennal « Attijariwafa 2012 » qui a permis au Groupe de conforter son leadership sur le marché marocain et lui donner un positionnement de référence à l'échelon Africain. Décoré Officier de l'Ordre du Trône, par S.M Le Roi Mohammed VI, Commandeur de l'ordre national du mérite de la République du Sénégal, et des insignes d'Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur de la République Française.		
	M. Omar BOUNJOU	H	AGO 30 mai 2019	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024	M. Omar BOUNJOU est ingénieur des Ponts et Chaussées (ENPC Paris), diplômé de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (Paris) et Docteur en Économie de l'Université Paris I Panthéon Sorbonne. M. Omar BOUNJOU rejoint le Groupe Wafabank en 1988 au sein duquel il exerce plusieurs fonctions de hautes responsabilités. Nommé Directeur Général de Wafasalaf de 1988 à 1993 puis Directeur Général de Wafa Immobilier de 1993 à 1997, Omar BOUNJOU occupe, de 1997 à 2004 plusieurs postes de direction avant d'être nommé, depuis 2004, au poste de Directeur Général du Groupe Attijariwafa bank. Aujourd'hui, il est également membre de plusieurs Conseils d'Administration du Groupe et membre du Conseil d'Administration de l'EFMA (European Financial Management Association - Paris).	Comité de Gouvernance, des Nominations et des Rémunérations	Membre
	M. Rachid KETTANI	H	AGO du 31 mai 2021	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024	M. Rachid Kettani est diplômé de l'École Centrale de Paris en 2004. Il a commencé sa carrière à Attijariwafa bank en 2005 au sein de l'entité Stratégie et Développement et a été nommé responsable Stratégie et Développement en 2008. En 2012, il a été nommé Directeur Exécutif - Finances Groupe, poste qu'il occupe aujourd'hui. Il supervise les fonctions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - Comptabilité, Fiscalité et Consolidation ; - Pilotage de la performance ; - Planification financière ; - Capital management ; - Gestion Actifs Passifs et gestion du refinancement du groupe ; - Communication financière et relations investisseurs ; - Cost management et rationalisation des charges et des structures. 	Comité d'Audit et des risques	Membre
	CACF représentée par M. Sébastien CHAMBARD	H	AGO 31 mai 2021	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024	M. Sébastien CHAMBARD est diplômé d'un DESS Marketing stratégique de l'IFG et d'une maîtrise en sciences économiques de l'université de Dijon. M. Sébastien CHAMBARD a intégré la Caisse Nationale de Crédit Agricole en 1999. Il a commencé sa carrière en occupant différents fonctions Marketing (conception de produit banque du quotidien et de financement, animation du réseau Entreprises des Caisses régionales...) sur les marchés des professionnels, agriculteurs et entreprises avant de rejoindre la Direction Financière de Crédit Agricole SA. En janvier 2016, il rejoint CACF en tant que responsable du pilotage financier. Depuis septembre 2020, il est responsable du développement des partenariats bancaires internationaux.	Comité consultatif Comité de Gouvernance, des Nominations et des Rémunérations	Président Membre

GOUVERNANCE

	Noms et prénoms	H/F	Date de début ou de renouvellement du mandat	Date d'échéance du mandat	Biographie	Appartenance à des Comités	Fonction au sein des Comités
Membres non-exécutifs	M. Gilbert RANOUX	H	AGO 28 mai 2020	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024	M. Gilbert RANOUX est diplômé de l'ESMA (ENS de Mécanique et d'Aérotechnique) et titulaire d'un MBA en Finance de l'INSEAD. Il a débuté sa carrière au sein de la société aérospatiale française qui a donné naissance à Airbus, puis a occupé des fonctions de consultant et de direction dans d'autres entreprises. Il rejoint le Groupe Crédit Agricole Consumer Finance en 2002 en tant que Directeur des partenariats sur le périmètre français (Sofinco puis BU France). Il contribue au développement des partenariats institutionnels et de distribution et à la fusion entre Finaref et Sofinco. En 2012, il devient Directeur Général de GAC Sofinco en Chine, 3 ans après sa création et responsable de son développement industriel. Il est depuis 2018 Directeur de CREDIBOM au Portugal.	Comité d'Audit et des risques	Membre
	Mme. Cécile GUIMARD	F	AGO 28 mai 2020	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024	Mme Cécile GUIMARD est diplômée du programme Grande École de NEOMA Reims. Mme GUIMARD intègre en 2011 l'Inspection Générale du Groupe Crédit Agricole, où elle réalise des missions variées à la fois en France et à l'International et sur plusieurs Métiers du Groupe. Depuis 2019, elle exerce la fonction de Responsable Pays à Crédit Agricole Consumer Finance pour les entités SoYou, en Espagne, et Wafasalaf. Elle assure également le secrétariat général de l'entité SOFINCO depuis 2020.	Comité consultatif Comité d'Audit et des risques	Secrétaire Membre
	M. Stéphane PRIAMI	M	AGO 31 mai 2021	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024	M. Stéphane PRIAMI commence sa carrière dans le réseau commercial avant de rejoindre les services centraux de la Caisse nationale du Crédit Agricole en 1989. Il occupe les postes de directions au sein des Caisses régionales à partir de 1999 (Aquitaine, Savoie) et est nommé Directeur Général Adjoint chargé du développement en Savoie. En 2009, M. PRIAMI entre chez LCL où il prendra la tête de la nouvelle Direction Technologies et Immobilier. En mai 2013, il devient Directeur Général France de Crédit Agricole. En novembre 2018, Stéphane Priami est nommé Directeur de la Conformité Groupe, membre du Comité exécutif de Crédit Agricole SA. Le 1er janvier 2020, il est nommé Directeur Général Adjoint de Crédit Agricole SA en charge du pôle Services Financiers Spécialisés et Directeur Général de Crédit Agricole Consumer Finance. Stéphane Priami est diplômé de l'institut Technique de Banque dont il a été ensuite Maître de conférence.		
Membres indépendants	M. Mohammed EL HAJJOUJI	M	AGM du 28 juin 2019	AGO de 2025 statuant sur l'exercice 2024	M. Mohamed EL HAJJOUJI est diplômé d'études supérieures en économie de l'Université de Caen (France), promotion 1979. Après un premier passage dans l'activité conseil chez KPMG (1979-1984), il travaille dix ans à Royal Air Maroc (1985-1995), où il occupe le poste de Directeur chargé du financement de la trésorerie et de la gestion des risques financiers. Après son départ de la RAM, il crée le cabinet AKCE Finance, 1er Cabinet spécialisé dans le Conseil Opérationnel en financement, trésorerie et risques de marché. En 2006, il est nommé Vice-Président et Directeur Exécutif en Charge du Pôle Finance et Supports du Groupe OCP. Monsieur Mohamed EL HAJJOUJI est actuellement Administrateur Directeur Général du Groupe ORBIS HOLDING. Il est aussi Administrateur Indépendant de la Société Marocaine De Gestion Des Fonds De Garantie Des Dépôts Bancaires, il est Président du Comité d'investissement, Membre de son Comité d'audit et membre du Comité des Résolutions de la SGFG. Il est aussi Membre du Conseil d'Administration et Président du Comité des Risques d'Attijari Bank Tunisie.	Comité de Gouvernance, des Nominations et des Rémunérations	Président
	Mme. Sophie LAZAREVITCH	F	AGO 28 mai 2020	AGO de 2026 statuant sur l'exercice 2025	Mme Sophie LAZAREVITCH est diplômée de HEC en 1982. Elle a occupé plusieurs postes de responsabilité au sein du groupe BPCE entre les années 2000 et 2019, entre autres, un poste de chargée de mission auprès du Directeur Financier du Groupe, un poste de Directeur Général de Natixis HCP et HCP North America et un poste de Responsable du Département Filiales et Participations et Comité d'Investissement. Elle est administratrice indépendante de CIFD et de Aubay.	Comité d'Audit et des risques	Président

Comités spécialisés

Le Conseil de surveillance s'appuie sur 3 comités spécialisés pour l'assister dans sa mission de supervision sur des sujets spécifiques.



Comité consultatif

Ce comité a pour mission de passer en revue l'ensemble de l'activité ainsi que les principaux projets. Il a également la charge d'examiner les études stratégiques et de présenter ses conclusions au Conseil de surveillance. Il se réunit tous les 4 mois.

Composition du Comité consultatif

M. Sébastien CHAMBARD	Président du Comité
M. Jérôme HOMBOURGER	Membre
Mme Bouchra HAMDouch	Membre
M. Mouawia ESSEKELLI	Membre
Mme Cécile GUIMARD	Secrétaire

Comité de gouvernance, des nominations et des rémunérations

Ce comité a pour mission d'assister les membres du Conseil de surveillance dans le processus de nomination et de renouvellement de ses membres, de ceux de l'organe de direction, ainsi que dans sa politique globale de rémunération. Il se réunit chaque semestre.

Composition du Comité de Nomination et de Rémunération des Dirigeants

M. Mohammed EL HAJJOUJI	Président du Comité
M. Ismail DOUIRI	Membre
M. Omar BOUNJOU	Membre
M. Sébastien CHAMBARD	Membre
Mme Meryem ABASSI	Secrétaire

Comité d'audit et des risques

Le Comité d'audit exerce différentes missions afin de permettre au Conseil de surveillance de s'assurer de la qualité du contrôle interne et de la fiabilité de l'information fournie aux actionnaires et aux marchés financiers. Il assure notamment le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle de l'information comptable et financière.

Ce comité qui se réunit chaque trimestre est présidé par un administrateur indépendant.

Composition du Comité d'audit

Mme Sophie LAZAREVITCH	Président du Comité – administrateur indépendant
M. Mouawia ESSEKELLI	Membre
Mme. Cécile GUIMARD	Membre
M. Rachid KETTANI	Membre
M. Gilbert RANOUX	Membre
M. Khalid BOUKANTAR	Secrétaire

Directoire

Le Directoire a pour rôle de déployer des orientations stratégiques, veiller à la bonne marche opérationnelle des activités et d'assurer le développement de la société, il compte 5 membres.

Composition du Directoire

Membres	Fonction	Date de dernière nomination	Date d'expiration du mandat
M. Badr ALIOUA	Président du Directoire	oct.-18	AGO statuant sur l'exercice 2021
M. Khalid AIT BENYAHYA	Directeur Pôle Support	mai-18	AGO statuant sur l'exercice 2021
M. Driss FEDOUL	Directeur Pôle Commercial et Marketing	mai-18	AGO statuant sur l'exercice 2021
M. Jean-Paul PINCHON	Directeur Pôle Crédit	sept.-19	AGO statuant sur l'exercice 2021
Mme. Touria ABDOU IKHIAR	Directeur Pôle Recouvrement	mai-21	AGO statuant sur l'exercice 2021

Le président du Directoire M. Badr ALIOUA est aussi président du CA de Thémis Courtage.

M. Khalid AITBENYAHYA et M. Driss FEDOUL sont aussi administrateurs de Thémis Courtage.

Rémunération et autres avantages octroyés aux membres du Directoire

Les membres du Directoire ont perçu en 2020 une rémunération brute de 8 812 527,55 dirhams.

Prêts accordés aux membres du Directoire

En dhs	2019	2020
Prêts accordés aux membres du Directoire	2 014 956	2 958 771

Liste des principaux dirigeants

La liste des principaux dirigeants de Wafasalaf, au 31 décembre 2021, se présente comme suit :

Membres	Fonction	Biographie	Date d'entrée en fonction
M. Badr ALIOUA	Président du Directoire	Monsieur Badr ALIOUA est ingénieur diplômé de l'École Polytechnique et de l'École Nationale des Ponts et Chaussées à Paris. Après une première expérience en Conseil en Stratégie à Paris, il intègre en 2004 la salle des marchés du Groupe Attijariwafa bank. Dès 2008, il occupe le poste de Directeur Général de Wafa Gestion, filiale dédiée à la gestion d'actif du Groupe Attijariwafa bank. Puis, en 2015, il est nommé Directeur Exécutif en charge de la Banque Privée et devient membre du Comité de Direction et de Coordination du Groupe. Le 1 ^{er} novembre 2018, M. Badr ALIOUA est nommé Président du Directoire de Wafasalaf.	2018
M. Driss FEDOUL	Directeur Commerce et Marketing (Membre du Directoire)	M. Driss FEDOUL est titulaire d'un diplôme de l'Institut Supérieur de Commerce et d'Administration des Entreprises (ISCAE) en 1998. Après un passage de 2 ans à la Société Générale en tant que Responsable régional de la clientèle des entreprises, M. Driss FEDOUL a intégré Wafasalaf en 2001 en tant que Directeur d'Agence. Ensuite, il a occupé plusieurs fonctions au sein du Pôle Commercial dont la dernière en tant que Responsable des Partenariats Institutionnels. Depuis juin 2010, M. Driss FEDOUL occupe le poste de Directeur du Pôle Crédit. En juin 2010, M. FEDOUL a été nommé Directeur du Pôle Crédit. En 2014, il a été nommé membre du Directoire. Depuis Février 2017, M. Driss FEDOUL occupe le poste de Directeur Commerce et Marketing	2017
M. Jean Paul PINCHON	Directeur, Pôle Crédit et Juridique (Membre du Directoire)	M. Jean-Paul Pinchon est diplômé d'un Master en Droit des Affaires et Fiscalité de l'Université Paris II Assas Panthéon Sorbonne. Il a commencé sa carrière dans la Banque en 1990 comme Directeur d'Agence à Nice. En 1993, il intègre la Direction Régionale Méditerranée comme Attaché Régional de Gestion en charge de l'Audit, et des Engagements. En 1996 il est nommé au siège de Sofinco comme Responsable National des Ventes du marché Automobile. En 1998 il rejoint l'International comme responsable du Développement (Membre du Conseil d'Administration de Filiales) puis CEO de Credigen en Hongrie. En 2007, il devient Directeur Général Adjoint de Crédit Agricole Serbie en charge du Réseau, Marketing et du Traitement du Risque, puis Vice-Président de CA Polska en charge du Consumer Finance et DGA de CA Roumanie. Depuis octobre 2019 il est Directeur du Pôle Crédit de Wafasalaf et Membre du Directoire.	2016

Membres	Fonction	Biographie	Date d'entrée en fonction
M. Khalid CHERKAOUI	Directeur Partenariat Gestion pour Compte	M. Khalid CHERKAOUI est titulaire d'un Master en Ingénierie des systèmes d'information de l'Université Mohamed V de Rabat, et d'un DESS en Management Système d'Information du CNAM Paris. Il a démarré son activité professionnelle en 1999 à la Banque Populaire, en tant que Chef de Projet Organisation. En 2001, il intègre Cetelem France filiale de BNP Paribas en tant que Chef de projet Informatique. Après plusieurs fonctions de responsabilité au sein de Cetelem, il rentre au Maroc pour rejoindre le Groupe M2M à la tête de la Direction Support et Maintenance. En 2007 M. CHERKAOUI a rejoint Wafasalaf où il a occupé plusieurs fonctions au sein de la DSI puis à la tête de la Direction Organisation et Assistance à Maitrise d'Ouvrage, avant de rejoindre le Pôle Commerce en tant que Directeur Support et Traitement. M. CHERKAOUI est actuellement Directeur Exécutif en charge de la Direction Partenariat Institutionnel et Développement à l'International.	2020
M. Khalid BOUKANTAR	Directeur Contrôle, Risques et Conformité	M. Khalid BOUKANTAR est titulaire d'une Maîtrise en Commerce et Affaires de l'Université de Clermont-Ferrand II en 1988 et d'un diplôme de troisième cycle en commerce de l'ISCAE en 1995. M. KHALID BOUKANTAR a intégré en 1989 la banque SMDC (actuellement Banque Populaire) en tant que Créditeur « Grands Comptes ». En 1991, il rejoint Wafasalaf en tant que Responsable de Production. Ensuite, il exerce plusieurs fonctions au sein de la Direction Commerciale et Marketing de Wafasalaf avant d'être nommé Directeur des Réseaux Agences et Plateformes en janvier 2007. En 2009, M. BOUKANTAR est nommé Directeur Adjoint du Pôle Commercial et Marketing, en charge des « Marchés et Partenariats », au sein du Pôle Commercial et Marketing. Depuis 2013, il occupe le poste de Directeur Contrôle, Risques et Conformité.	2013
M. Khalid AIT BENYAHYA	Directeur Support et Stratégie (Membre du Directoire)	M. AIT BENYAHYA est titulaire d'un diplôme d'Ingénieur Informaticien de l'Institut National de Statistiques et d'Économie Appliquée à Rabat (INSEA) ainsi que d'un Executive MBA de l'ISCAE. Après un bref passage à la CTM, il a intégré la société Crédor en 1994 en tant que Responsable du Développement Informatique. Ensuite, il a occupé plusieurs fonctions dont la dernière en tant que Directeur de l'Exploitation en charge du Risque et des Systèmes d'Information. M. AIT BENYAHYA intègre ensuite Wafasalaf en janvier 2006, pour assurer la responsabilité de la Direction de la Stratégie. En mai 2008, M. Khalid AIT BENYAHYA est nommé Directeur du Programme OPUS. En mars 2012, il occupe la fonction de Directeur Planification et Stratégie. En 2014, M. Khalid AIT BENYAHYA a occupé la fonction de Directeur du Pôle Marketing et Stratégie et a été nommé membre du Directoire. Depuis janvier 2017 il occupe le poste de directeur du pôle support et stratégie.	2017

Membres	Fonction	Biographie	Date d'entrée en fonction
Mme Touria ABDOU IKHIAR	Directeur Recouvrement	Mme Touria ABDOU IKHIAR est titulaire d'une Licence en Sciences économiques de l'Université Hassan II (1988) et d'un master du Cycle supérieur de gestion de l'ISCAE (2006). Coach professionnel certifié en accompagnement des entreprises et des structures (2013), elle a démarré son activité professionnelle en 1989 dans le secteur de l'automobile, elle a rejoint Wafasalaf en 1991 et a occupé plusieurs fonctions, entre autres, directeur du réseau, du marketing, de la stratégie et directeur exécutif en charge du Pôle Commerce. Mme ABDOU IKHIAR dirige aujourd'hui le Pôle recouvrement & Flux depuis novembre 2019. En décembre 2020, elle a été nommée membre du Directoire.	2019
Mme Nadia IDRISSE	Directeur Bien Être, RSE & Idéation	Mme Nadia IDRISSE est titulaire d'un Diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques de la faculté de Lettres d'Avignon. Mme IDRISSE a occupé le poste d'Assistante Commerciale Circuit Long à Sofinco de mars 1990 à juillet 1991, avant d'intégrer Wafasalaf en août 1991. Depuis, elle a occupé plusieurs fonctions au sein de Wafasalaf. Mme IDRISSE a été respectivement Responsable Recouvrement (Département Gestion & paiement & Phoning), Responsable Contentieux, Responsable Département Conventions Collectives, Responsable Département Service Clientèle, Responsable Animation du Réseau Circuit Court et de l'entité Supports & Animation avant d'être nommée Directeur Marché Clientèle des Particuliers. Depuis Octobre 2009, Mme Nadia IDRISSE occupe la fonction de Chargée de Mission auprès du Directeur du Pôle Commercial en tant que chef de Projet métier de Développement des nouveaux Outils d'Aide à la Vente (OAV) de Wafasalaf. En août 2012, elle a été nommée Directeur Capital Humain. Depuis 2017, Nadia IDRISSE, occupe le poste de Directrice Bien Être et RSE & idéation.	2017
M. Omar MOUSSI	Transformation B4BEST	M. Omar MOUSSI est titulaire d'un DESS en informatique et d'un DEA d'analyse numérique de l'Université de Rennes. Il a occupé plusieurs postes de responsabilité entre 1993 et 1998 dont Responsable Informatique à la société Sinmatex. Ensuite, il a intégré le Groupe Wafabank à travers la filiale Wafa Systèmes Consulting en qualité d'Ingénieur Chef de Projet. En 2000, il rejoint Wafasalaf en qualité de Responsable Organisation avant d'occuper en 2004 le poste de Directeur des Opérations. En 2006, M. Omar MOUSSI est nommé Directeur des Systèmes d'Informations. Depuis avril 2012, il occupe la fonction de Directeur Pôle Organisation, Systèmes d'Informations, et Flux. Depuis février 2017, M. Omar MOUSSI occupe le poste de Directeur de la Transformation B4Best.	2017

Membres	Fonction	Biographie	Date d'entrée en fonction
Mme Lamia RAFAI	Directeur Capital Humain	Mme Lamia RAFAI est titulaire d'un Master Professionnel en Économie et Management. Mme RAFAI a intégré Wafasalaf en 1991. Après avoir occupé plusieurs fonctions, elle rejoint la Direction du Risque en tant que Responsable de la Cellule Assainissement et en tant que Responsable du Département Phoning en 1996. En janvier 2007, elle est nommée Directeur du Risque Amiable au sein du Pôle Risque. Entre 2010 et 2012, elle occupe la fonction de Directeur de la Gestion pour Compte au sein du Pôle Opérations, Organisation et Partenariats. Depuis 2012, elle occupe le poste de Directeur du Pôle Partenariats Institutionnels. Entre 2017 et 2019 elle a occupé le poste de Directeur Communication. Puis en septembre 2019, Mme Lamia RAFAI a occupé le poste de Directeur Partenariats Gestion Pour Comptes. Depuis 2020, elle a été nommée Directeur Capital Humain.	2020
Mme Sophia SABIR	Directeur Audit et Inspection		2021
Mme Faiza ABIED	Secrétaire Générale	Mme Faiza ABIED est titulaire d'une Maîtrise en Finance à l'École Supérieure de Gestion « ESG » et d'un Master en Audit interne et Contrôle de Gestion, toujours à l'École supérieure de Gestion « ESG PARIS ». En Décembre 2002, elle a occupé le poste de Responsable Trésorerie à HOLDING MABYA-Groupe KARIM LAMRANI. En Décembre 2006, Mme Faiza a intégré Wafasalaf et a depuis occupé les postes d'Auditeur Chef de mission - Direction Audit Interne et Inspection. En 2014, elle a participé au projet de mise en place d'une solution de gestion des activités des audits « e@udit », initié par l'Audit Groupe Attijariwafa-bank, avec Wafasalaf comme filiale pilote. En 2015, elle a co-animé le séminaire de la communauté Audit Groupe Attijariwafa-bank. En 2016, elle a conduit une mission d'audit CACF « Gestion et qualité des opérations ». En 2019, elle a été nommée Directeur Audit et Inspection Wafasalaf. Depuis 2021 elle a été nommée Secrétaire Générale à WAFASALAF	2021
Mme Meryem ABASSI	Directeur Stratégie et Gouvernance	Mme Meryem ABASSI est diplômée de l'École Supérieure de Commerce de Nantes et lauréate d'un MBA en Stratégie et Finance de l'École des Ponts Business School. Avant d'intégrer le groupe Attijariwafa bank, Meryem a cumulé une expérience de 10 ans à l'international, dont 2 ans aux États-Unis et 5 ans en France au sein d'un cabinet de conseil en organisation et stratégie. En 2010, elle intègre le groupe Attijariwafa bank, d'abord au sein de la filiale spécialisée en gestion d'actifs Wafa Gestion, en tant qu'analyste financier Senior puis en 2014, intègre la filiale Attijari Titrisation en tant que Directeur Commercial et Structuration. Actuellement, Meryem ABASSI est directrice de la stratégie et gouvernance et membre du Comité Exécutif de Wafasalaf.	2019

Autres mandats des membres du Conseil de Surveillance

M. Ismail DOURI

Sociétés	Fonction
AWB Europe	Administrateur
AWB Egypt	Administrateur non executif
ABT	Administrateur, rep andalucarthage
CBAO	PCA & CAFIN
CDS	Administrateur
BIM	Administrateur
SIB	Administrateur
BIA Togo	Administrateur
SCB	Administrateur rep AWB
UGB	Administrateur
CDC	Administrateur
ABM	Président & AWB
Attijari bank Tchad (en création)	Administrateur
WAFASALAF	Président du CS
WAFACASH	Administrateur
Wafa IMMOBILIER	Président du CS rep AWB
WAFABAIL	Président du CS
BANK ASSAFA	Président Rep. AW
ATTIJARI FACTORING	PCA Rep. AWB
Wafa LLD	PCA Rep. AWB
DAR ASSAFAA	Président Rep. AW
Wafa FONCIERE	Président Directeur Général
Wafa Corporation	Administrateur
STE IMMOBILIERE PASTEUR	Administrateur
OMNIUM DE GESTION MAROCAIN	Administrateur
HIVERNAGE	Administrateur
BCM CORP	Administrateur
ATTIJARIA AL AAKARIA AL MAGHRIBIA	Administrateur
ATTIJARI RECOUVREMENT	Administrateur
ATTIJARI PAYMENT PROCESSING	Administrateur
ATTIJARI AFRICA HOLDING	Président Directeur Général
ATTIJARI OPERATIONS AFRICA	Président du CA
ATTIJARI IVOIRE	Président Directeur Général
ATTIJARI IT AFRICA	Administrateur
ATTIJARI CIB AFRICA	Administrateur
ATTIJARI AL YOUSOUFIA	Administrateur
ATTIJARI AFRICA	Administrateur
ANDALUCARTHAGE	Président CA
ZAKAT	Associé
MAIMOUNA	Associé
EL BOT	Associé
SOMGETI	Administrateur
BELAZI	Administrateur
MARAKECH EXPANSION	Administrateur
WAFATRUST	Administrateur
ATTIJARI WEST AFRICA	Président CA
AFRICA	
ATTIJARI WEST AFRICA	Administrateur
CAFIN	Administrateur Général
FILAF	Administrateur Général
SAF	Associé Gérant
ATTIJARI AFRIQUE PARTICIPATIONS	Président
ATTIJARI MAROCCO MAURITANIE	Président
Dial Technologies	Administrateur
Bourse des Valeurs de Casablanca	Administrateur
Care International Maroc ONG	Président

M. Mohamed EL KETTANI

Sociétés	Fonction
Attijari bank Tunisie	Administrateur
Andalucarthage	Représentant AWB - Administrateur
Attijari Africa Holding	Représentant AWB - Administrateur
Attijari Finance Corp	Président représentant AWB Maroc
ATTIJARI IVOIRE	Administrateur
ATTIJARI WEST AFRICA	Représentant AWB - Administrateur
Attijariwafa bank Egypt	Administrateur Non Executif
Attijariwafa bank Europe	Président du Conseil d'Administration
BANK ASSAFA	Membre Conseil de surveillance
BCM CORP	Président du Conseil d'Administration
CBAO	Administrateur Sénégal
EL OMARIA 2	Associé Gérant
EL OMARIA 3	Associé Gérant
EL OMARIA 4	Associé Gérant
EL OMARIA 5	Associé Gérant
KASOVI	Director
OMNIUM DE GESTION MAROCAIN	Président Directeur Général
SCB	Administrateur
SIB	Administrateur rep AWB
Wafa Corporation	Président du Conseil d'Administration
Wafa Gestion	Administrateur
Wafa IMMOBILIER	Membre du CS
WAFABAIL	Membre du CS
WAFACASH	Membre du CS
WAFASALAF	Membre du CS
Wafa assurance	Administrateur et représentant OGM
AL MADA	Représentant Attijariwafa bank
OPTORG	Membre du CS
Nouvelles Sidérurgies Industrielles	Administrateur représentant
Fondation ONA	Administrateur
Université Al Akhawayn	Administrateur
GPBM	Vice-Président Délégué
Fondation Actua	Président
Fondation Attijariwafa bank	Président
Fondation Mohamed V pour la Solidarité	Administrateur
Fondation Gestion Centre National Med V pour les Handicapés	Administrateur
Association Gestion Centre de TPE Solidaires	Président

M. Omar Bounjou

Sociétés	Fonction
European Financial Management Association - Paris	Membre du conseil d'administration
Wafaimmobilier	Membre du CS
Wafa assurance	Administrateur
Wafa IMA Assistance	Administrateur
Wafacash	Administrateur
Attijari Factoring	Administrateur
Bank Assafa	Administrateur
Dar Assafa	Membre du CS
Wafa courtage	Administrateur
Wafa LLD	Administrateur
Attijari bank Europe	Administrateur
Attijari bank Egypt	Administrateur
CBAO	Administrateur
CDS	Administrateur
SIB	Administrateur
SCB	Administrateur
UGB	Administrateur
CDC	Administrateur
ABM	Administrateur
BIA Togo	Administrateur
Attijari Africa Holiing	Administrateur
Attijari West Africa	Administrateur
Attijari Africa	Administrateur
Attijari CIB AFRICA	Administrateur
Attijari Payment Processing	Administrateur
Attijari Opérations Africa	Administrateur
Attijari Ivoire	Administrateur
Wafa gestion	Administrateur
Attijari Patrimoine Valeurs	Administrateur
Attijari Patrimoine Multigestion	Administrateur
Attijari Diversifie	Administrateur
Attijari Obligations	Administrateur
Attijari Patrimoine Diversifie	Administrateur
Attijari Patrimoine Taux	Administrateur
Attijari Selection	Administrateur
Attijari TRESORERIE	Administrateur
WG Diversifie	Administrateur
Fructivaleurs	Administrateur
Palmares Financieres	Administrateur
WG Croissance	Administrateur
Attijari Invest	Administrateur
Attijari Capital Développement	Administrateur
Wafabail	Membre du CS

RAPPORT ESG

M. Mohamed EL HAJJOUJI

Sociétés	Fonction
Orbis holding	Administrateur Directeur Général
Société Marocaine De Gestion des Fonds de Garantie des Dépôts Bancaires	Administrateur Indépendant
Attijari bank Tunis	Membre du conseil d'administration

Mme Sophie LAZAREVITCH

Sociétés	Fonction
CIFD	Administrateur Indépendant
Aubay	Administrateur Indépendant
Milleis	Administrateur indépendant

M. Mouawia ESSEKELLI

Sociétés	Fonction
Centre Monétique Interbancaire	Administrateur
Groupeement du Paiement Mobile Maroc	Administrateur
Portnet	Administrateur
Wafacash	Administrateur
Wafa LLD	Administrateur
Attijari factoring	Administrateur
Attijari International bank	Administrateur
Wafabail	Membre du CS
Bank Assafa	Membre du CS
Wafa immobilier	Administrateur
Wafacash West Africa	Administrateur
Attijari Paiement Processing	Administrateur
Union Gabonaise de Banque	Administrateur

M. Gilbert RANOUX

Sociétés	Fonction
FCA Capital	Administrateur
Crédibom	Administrateur

M. Sébastien CHAMBARD

Sociétés	Fonction
Néant	Néant

Mme Cécile GUIMARD

Sociétés	Fonction
Néant	Néant

M. Stéphane PRIAMI

Sociétés	Fonction
IFCAM	Administrateur
CA Leasing & Factoring	Administrateur
CA Payment Services	Administrateur
CA GIP	Administrateur
FCA bank S.p.A	Président du Conseil d'Administration
CA Grands Crus	Administrateur
CA Grands Crus Investissements	Administrateur

Comité Capital Humain

Le Comité Capital Humain se réunit trimestriellement afin de valider et piloter le plan de développement RH portant sur la formation et la gestion de carrière. Il décide également des évolutions des salaires, des promotions et des titularisations au sein de l'entreprise.

Comité Commercial Activité Portée

Le Comité Commercial Activité Portée a pour rôle de réaliser le suivi de l'activité commerciale portée notamment sur les plans : production, encours, risque marge, commissions et parts de marché. Il assure également le suivi du plan d'action commercial et le suivi de l'activité marketing et internet. Il se réunit tous les 2 mois.

Comité Commercial Activité Gérée

Le Comité Commercial Activité Gérée se réunit tous les 2 mois afin d'assurer le suivi de l'activité commerciale gérée sur les plans : production, encours, risque marge, commissions et parts de marché, ainsi que le suivi du plan d'action commercial et le suivi de l'activité marketing et internet.

Comité de la Prévention de la Fraude

Le Comité de la Prévention de la Fraude se réunit tous les 6 mois avec pour objectif de partager les informations sur les cas de fraude avérés et évités en interne et en externe, présenter les montants de pertes avérées et évitées, et d'identifier les sources, les défaillances et dysfonctionnements à l'origine de la fraude interne ou externe. Ce comité a aussi pour rôle de mettre en place le plan d'action correctif et de diffuser l'information au niveau des entités concernées notamment sur les dispositions préventives ou de vigilance à observer et présenter un plan de formation de lutte contre la fraude.

Comité RSE

Le Comité RSE assure le suivi du plan d'action RSE, arbitre entre les différentes orientations et démarches devant engager l'entreprise sur le volet RSE. Il se réunit tous les 6 mois.

Comité Contrôle Interne

Le Comité Contrôle Interne se réunit tous les 3 mois et veille à la fiabilité et à l'efficacité des contrôles permanents et périodiques. Il veille aussi au renforcement de la culture du contrôle interne à tous les niveaux. Il propose et valide les meilleurs moyens pour la valorisation continue des métiers de Contrôle Permanent et Périodique. Ce comité veille également à l'articulation cohérente des activités de contrôles permanents et périodiques, à rendre compte de l'état d'avancement des actions planifiées en matière de contrôles permanents et périodiques et des résultats y afférents et à débattre de tout problème, alerte ou réserve d'audit. Il propose aussi des recommandations pour l'optimisation des dispositifs de contrôles permanents et d'audit interne et prépare les travaux du comité d'Audit et des Risques.

Comité Digital et Stratégique

Le Comité Digital et Stratégique se réunit tous les 3 mois pour assurer le pilotage de l'exécution du plan stratégique de l'entreprise, la prise de décision au sujet des principaux projets à lancer et l'arbitrage sur l'allocation des investissements.

Comité Projets et Investissements

Le Comité Projets et Investissements se réunit tous les 3 mois pour prendre les décisions des investissements à engager, valider le plan annuel des achats (en phase avec le budget), ainsi que le choix des prestataires.

Comité Crédit

Le Comité Crédit qui se réunit tous les mois a pour rôle de maîtriser le coût du risque.

RAPPORT ESG

Comité Recouvrement

Le Comité Recouvrement se réunit tous les mois afin d'assurer le suivi de l'activité de recouvrement.

Comité Relations Clients

Le Comité Relations Clients a pour rôle d'analyser les indicateurs de service, de suivre les indicateurs IRC, le tableau de bord des réclamations et le plan d'action qualité. Ce comité se réunit tous les 3 mois.

Comité Sécurité

Le Comité Sécurité définit les objectifs et assure l'arbitrage entre les choix et priorités en termes de sécurité et de continuité d'activité. Il assure également le suivi des incidents/ alertes et problèmes liés à la sécurité et à la disponibilité des systèmes d'information, la planification et définit l'ordre des différents tests de sécurité et de continuité d'activité. Ce comité se réunit tous les 3 mois.

Comité Finance ALM

Le Comité Finance ALM a pour rôle l'analyse du marché des taux, l'analyse ALM et le plan de refinancement, la présentation des indicateurs et des perspectives sur l'activité et les marges et la présentation des principaux projets de refinancement au Conseil de surveillance pour validation. Il se réunit tous les 4 mois.

Comité Data Quality

Le Comité Data Quality assure le suivi de la fiabilité de la qualité des données. Il se réunit tous les 3 mois.

Éthique et déontologie régissant la conduite chez Wafasalaf

L'activité de Wafasalaf est régie par un Code d'éthique et de déontologie qui fixe les règles permettant d'assurer le respect des principes d'équité, de transparence et d'intégrité. Les membres du Conseil de surveillance ainsi que les membres du Directoire sont tous signataires de ce Code. Les collaborateurs adhèrent aux règles édictées par ce code à travers la signature d'un engagement au moment de la signature de leur contrat de travail.

Afin de prévenir les incidents potentiels liés à la corruption, un dispositif d'alerte interne destiné à recueillir des signalements relatifs à l'existence de comportements ou de situations contraires au code de bonne conduite est en cours de mise en place, conformément à la Directive de Bank Al-Maghrib relative à la prévention et gestion par les établissements de crédit des risques de corruption.

Relations avec les actionnaires

Conformément aux exigences réglementaires, Wafasalaf informe, régulièrement ses actionnaires par le biais de son site internet où sont répertoriées toutes les publications légales exigées pour toute société cotée en bourse.

Au cours de l'année 2021, Wafasalaf a publié ses informations financières selon le calendrier suivant :

Les communiqués listés ci-après sont disponibles sur le site internet de Wafasalaf :

www.wafasalaf.ma/fr/espace-institutionnel/publications

Liste des communiqués de presse publiés en 2021

Communiqué de presse relatif aux indicateurs du 4 ^{ème} trimestre 2020	25/02/2021
Résultats financiers 2020	12/03/2021
Avis de convocation à l'AGO du 31 mai 2021 et Communiqué de presse relatif au RFA 2020	30/04/2021
Communiqué de presse relatif aux indicateurs du 1 ^{er} trimestre 2021	31/05/2021
Communiqué de presse relatif aux indicateurs du 2 ^{ème} trimestre 2021	31/08/2021
Résultats financiers du 1 ^{er} semestre 2021	30/09/2021
Avis de convocation à l'AGO du 17 décembre 2021	17/11/2021
Communiqué de presse relatif aux indicateurs du 3 ^{ème} trimestre 2021	29/11/2021
Communiqué de presse post AGO du 17 décembre 2021	29/12/2021

Comptes annuels & rapports

- Rapport de Gestion
- Comptes Sociaux
- Notes aux Comptes Consolidés
- Comptes Consolidés
- Rapports des Commissaires aux Comptes



Rapport de Gestion



Sommaire

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT / ACTIVITÉ	p.68
ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN	p.69
ANALYSE DES RÉSULTATS SOCIAUX ET IFRS	p.70
PROJET D'AFFECTATION DES RÉSULTATS	p.73
ÉCHEANCIER DES DETTES FOURNISSEURS	p.73
FILIALE : THEMIS COURTAGE	p.74
ÉTAT DES FILIALES & PARTICIPATIONS	p.74
LITIGES & AFFAIRES CONTENTIEUSES	p.75
EXTRAIT DES COMPTES SOCIAUX & IFRS	p.76

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT/ACTIVITÉ

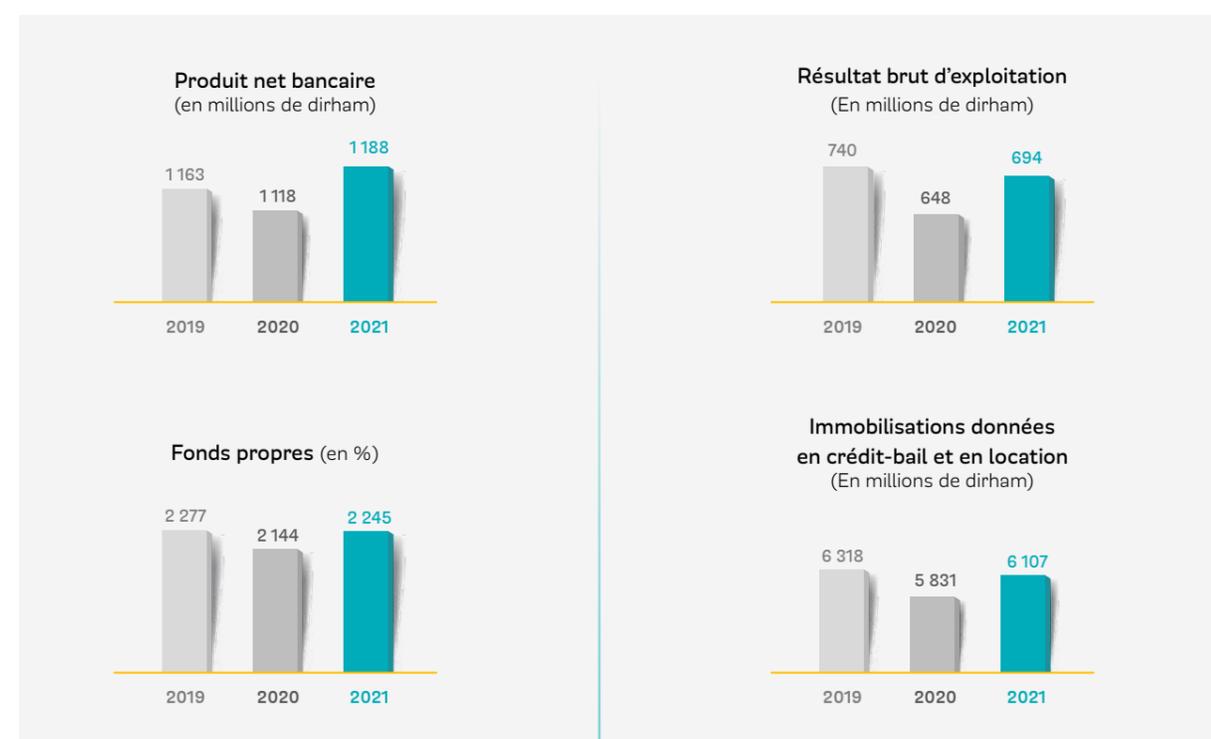
COMPTE DE RÉSULTAT AU 31/12/2021

(En millions de dirhams)	2019	2020	2021	Δ 21/20	TCAM
Produit net bancaire	1 163	1 118	1 188	6,2%	1,1%
Charges générales d'exploitation	446	490	519	5,9%	7,9%
Résultat brut d'exploitation	740	648	694	7,2%	-3,2%
Dotations aux provisions et pertes / créances irrécup	506	931	922	-1,0%	35,0%
Reprises de provisions et récup/créances amorties	304	211	610	189,5%	41,7%
Résultat net	337	-134	301	325,5%	194,5%

BILAN AU 31/12/2021

(En millions de dirhams)	2019	2020	2021	Δ 21/20	TCAM
Total du bilan	17 272	16 893	16 638	-1,5%	-1,9%
Créances sur la clientèle	9 734	9 812	9 388	-4,3%	-1,8%
Immobilisations LOA	6 318	5 831	6 107	4,7%	-1,7%
Dettes (à vue, à terme et Titres de créance émis)	10 142	10 215	9 863	-3,4%	-1,4%

PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS AU 31/12/2021



PRINCIPAUX POSTES DU BILAN

STRUCTURE DES EMPLOIS

Au titre de l'exercice 2021, le total bilan de Wafasalaf a totalisé 16 638 millions de dirhams, en léger retrait de -1,5% comparativement à l'année précédente.

Cette tendance s'explique principalement par :

- La baisse des créances sur la clientèle -4 %, en raison de la sortie d'Actif du portefeuille titrisé suite à l'opération de titrisation effectuée au cours de l'année 2021 à hauteur de 750 millions de dirhams avec un rechargement de 150 millions de dirhams.

Au niveau bilanciel, le total actif est représenté pour 56% par les créances sur la clientèle, et de 37% par les immobilisations données en crédit-bail et en location, Ces deux rubriques contribuent ensemble à 93% du total bilan.

STRUCTURE DES RESSOURCES

En contrepartie, le recul du passif est redevable à :

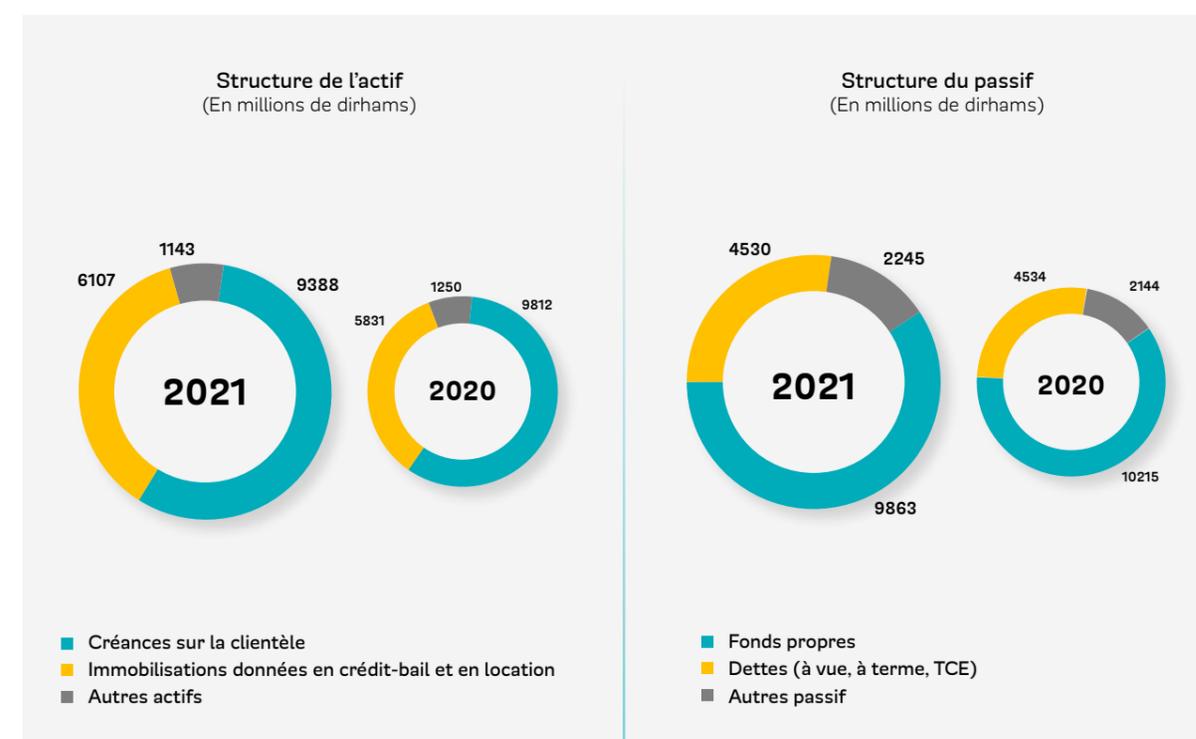
- La baisse des dettes à terme envers les établissements de crédit et assimilé de -24% soit -1110 millions de dirham, attribuable au remplacement des CMT par des BSF suite aux conditions favorables du marché.

Représentant 38% du total bilan, les titres de créances négociables sont passés de 5 490 millions de dirhams à 6 247 millions de dirhams en 2021, soit une progression de 14% comparée à l'exercice précédent, redevable à l'orientation de Wafasalaf vers les BSF en raison des conditions favorables des taux d'intérêts sur le marché.

Wafasalaf maintient toujours des niveaux de fonds propres élevés et de haute qualité.

Au 31 décembre 2021, les fonds propres et assimilés s'établissent à **2 245 millions de dirhams** en amélioration de **5%** par rapport à l'exercice précédent.

PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS AU 31/12/2021



RÉSULTATS SOCIAUX AU 31/12/2021

LES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

Les produits d'exploitation bancaires affichent une hausse de 7% et s'établissent à 2 946 millions de dirhams contre 2 757 million de dirhams en 2020, soit une amélioration de 189 millions de dirhams, suite notamment à la hausse des produits des immobilisations en crédit-bail et en location de 13% en s'établissant à 1 569 millions de dirhams, suivi de la progression des commissions sur prestations de service de 19%, soit 61 millions de dirhams.

Les produits des titres de propriété qui représentent les dividendes relatifs à notre filiale Thémis courtage, enregistrent une hausse de 6% en se chiffrant à 46 millions de dirhams à fin 2021.

CHARGES D'EXPLOITATIONS BANCAIRES

Les charges d'exploitations bancaires ont connu une évolution de 7%, en passant de 1 639 millions de dirhams à 1759 millions de dirhams, soit une hausse de 119 millions de dirhams entre 2020 et 2021.

Cette variation est générée par :

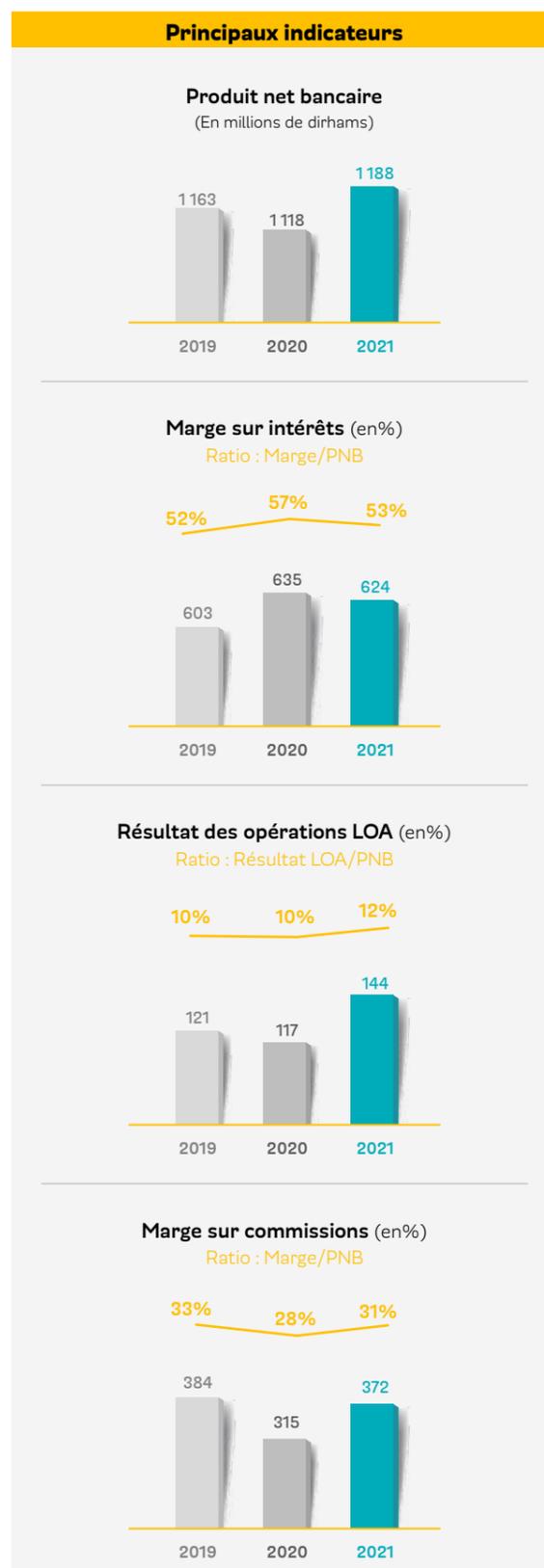
- > La hausse de 12% des charges des immobilisations LOA qui sont passées de 1 274 millions de dirhams à 1425 millions de dirhams en 2021.
- > La hausse des charges assimilées des titres de créance émis de 4%, soit 7 millions de dirhams par rapport à fin 2020.

PRODUIT NET BANCAIRE

Le produit net bancaire s'établit à 1 188 millions de dirhams contre 1 118 millions de dirhams en 2020 en progression de 6%, soit 69 millions de dirhams par rapport à fin 2020.

Cette évolution résulte de :

- > L'amélioration de 18 % de la marge des commissions prestations de service, soit 57 millions de dirhams.
- > Une hausse de 27 millions de dirhams du résultat des opérations de crédit-bail et de location



CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATIONS

Les charges générales d'exploitations s'inscrivent en hausse maîtrisée de 6% et s'établissent à 519 millions de dirhams contre 490 millions dirhams en 2020, soit une évolution de 29 millions de dirhams par rapport à l'année dernière, influencées par l'augmentation des charges externes de 37 millions de dirhams, soit une augmentation de 16%.

RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION

Le résultat Brut d'exploitation a totalisé à fin décembre 2021 un montant de 694 millions de dirhams contre 648 millions de dirhams par rapport à fin 2020, en amélioration de 7%, soit 47 millions de dirhams grâce à une bonne performance commerciale ainsi qu'une maîtrise des coûts.

COÛT DU RISQUE

Les dotations aux provisions constituées en 2021 s'élèvent à 922 millions de dirhams enregistrant une baisse de -1 % soit -9 millions de dirhams par rapport à 2020.

Les reprises enregistrent une amélioration de 190% pour s'établir à 610 millions de dirhams en 2021, soit 400 millions de dirhams par rapport à 2020.

Le coût du risque s'est inscrit en baisse de -3.5 pbs pour s'établir à 2.16% à fin 2021, illustrant la poursuite d'une politique de provisionnement prudente.

Cette baisse s'explique principalement par l'effet de la performance des encaissements et la reprise des provisions pour risque COVID-19 constituées en 2020.

RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE

Le résultat net social ressort à 301 millions de dirhams, en accroissement de 435 millions de dirhams par rapport à 2020.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS IFRS AU 31/12/2021

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés incluent les comptes de WAFASALAF et sa filiale THEMIS COURTAGE.

Le périmètre de consolidation de WAFASALAF se définit comme suit :

Dénomination sociale	31/12/2021		31/12/2020		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
THEMIS COURTAGE	100%	100%	100%	100%	Intégration globale

SYNTHÈSE DES IMPACTS FTA

L'application des normes IFRS a induit une légère augmentation du total du bilan de 165 millions de dirhams soit +1%.

Les capitaux propres ont connu une baisse de -10% soit -140 millions de dirhams, s'explique par les impacts FTA des différentes normes IFRS applicables lors de la transition de WAFASALAF en normes IAS/IFRS :

Résultats IFRS

PRODUIT NET BANCAIRE IFRS

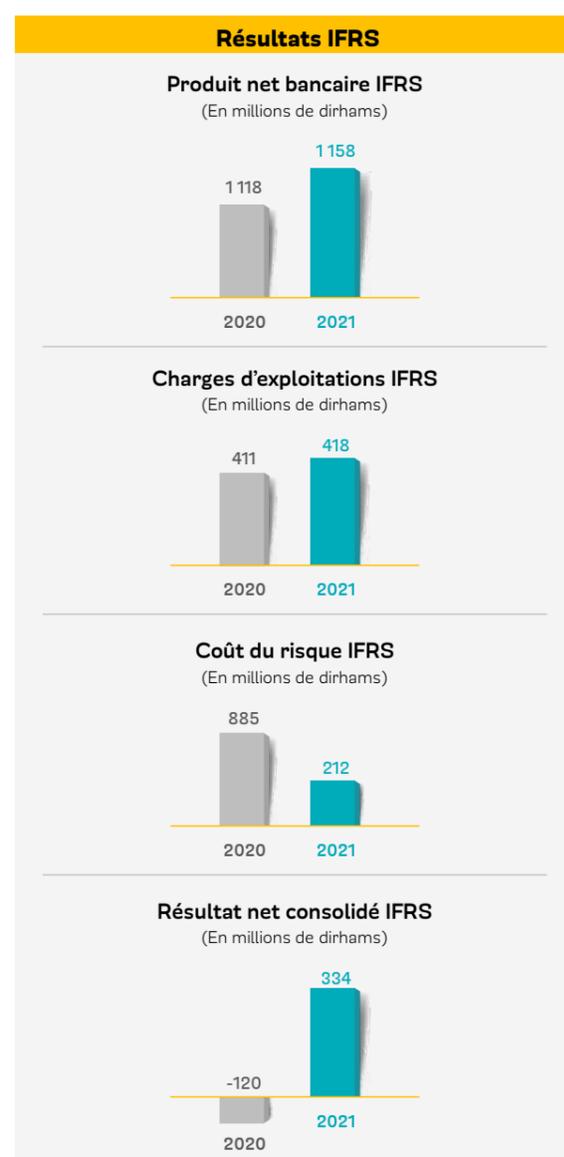
Le PNB consolidé IFRS à fin décembre 2021 affiche une hausse de 4% soit 40 millions de dirhams par rapport à fin décembre 2020, s'explique par :

- › L'amélioration de la marge d'intérêts à fin décembre 2021 de 2% soit un montant de 20 millions de dirhams comparé à fin décembre 2020.
- › La progression de la marge sur commissions de 4 millions de dirhams par rapport à fin décembre 2020.
- › L'augmentation de la marge sur les autres activités de 6% soit 16 millions de dirhams.

CHARGES D'EXPLOITATIONS IFRS

Les charges d'exploitation hors dotations d'amortissement enregistrent une évolution de 2% soit 8 millions de dirhams par rapport à fin décembre 2020.

Une forte amélioration du coefficient d'exploitation qui s'établit à 31% à fin décembre 2021 contre 32% en 2020, sous l'effet de la légère augmentation des charges d'exploitation et l'accroissement du PNB sur la période.



COÛT DU RISQUE IFRS

Le coût du risque s'établit à 212 millions de dirhams contre 885 millions de dirhams à fin 2020, en forte amélioration suite à la performance des encaissements et de la reprise de la provision covid-19.

RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ IFRS

Le résultat IFRS consolidé à fin décembre 2021 ressort en hausse de 378% par rapport à fin décembre 2020 pour s'établir à 334 millions de dirhams.

PROJET D'AFFECTATION DES RÉSULTATS

AFFECTATION DES RÉSULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE AU 31/12/2021

	Montant en DHS
Bénéfice net de l'exercice	301 291 362,57
Report à nouveau des exercices précédents	212 832 673,36
Bénéfice distribuable	514 124 035,93
Dividendes	300 004 900,65
Autres réserves	210 000 000,00
Solde à reporter à nouveau	4 119 135,28

ÉCHEANCIER DES DETTES FOURNISSEURS

DÉCOMPOSITION PAR ÉCHÉANCE DU SOLDE DES DETTES FOURNISSEURS AU 31/12/2021

	(A) Montant des dettes fournisseurs à la clôture A = B+C+D+E+F	(B) Montant des dettes non échues	Montant des dettes échues			
			(C) Dettes échues de moins 30 jours	(D) Dettes échues entre 31 et 60 jours	(E) Dettes échues entre 61 et 90 jours	(F) Dettes échues de plus de 90 jours
Date de clôture exercice 2020	350 103 268,51	197 451,18	199 178 385,12	130 093 101,48	14 063 783,21	6 570 547,52
Date de clôture exercice 2021	203 740 422,30	207 932,89	134 673 781,52	40 868 239,24	10 735 748,99	17 254 719,66

FILIALE : THEMIS COURTAGE

RENSEIGNEMENTS À CARACTÈRE GÉNÉRAL

Dénomination sociale	Themis Courtage
Date de création	Décembre 2009
Siège social	72 Angle rue Boulevard Abdelmoumen et rue RamAllah, Casablanca
Capital social	300 000 Dhs
% du capital et des droits de vote détenu par Wafasalaf	100%

ACTIVITÉ

Themis courtage, Société Anonyme à Conseil d'Administration détenue à 100% par Wafasalaf, prend en charge l'intermédiation et la gestion de la totalité des activités d'assurance de Wafasalaf.

Les produits distribués par le réseau Wafasalaf sous l'intermédiation de Themis Courtage sont :

- › Assurance Décès Emprunteur (couverture crédit en cas de décès ou d'invalidité totale de l'emprunteur) ;
- › Dommages Automobile Perte Totale (garanties vol, incendie, perte totale en cas d'accident et perte financière) ;
- › Assistance médicale et en cas de décès.

La rémunération de Themis Courtage est constituée par les commissions servies par la compagnie au titre de l'intermédiation.

ORGANES DE GOUVERNANCE

Le Conseil d'Administration de Themis courtage est constitué des membres suivants :

- **M. Badr ALIOUA** en qualité de Président du Conseil d'Administration ;
- **M. Khalid AITBENYAHYA** en qualité d'Administrateur ;
- **Mme Chadia ABABOU** en qualité d'Administrateur Directeur Général Responsable du cabinet de courtage.

CHIFFRES-CLÉS

Le tableau suivant présente les principaux agrégats financiers de Themis Courtage pour les exercices 2019, 2020 et 2021 :

En millier de dirhams	2019	2020	2021
Chiffre d'affaires	68 208	71 622	77 292
Résultat net	44 575	47 006	49 800
Total bilan	50 786	78 207	57 205
Montant des dividendes perçus par Wafasalaf au titre de l'exercice	44 000	44 000	46 423

Source : Themis Courtage

ETAT DES FILIALES & PARTICIPATIONS

LISTE DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES AU 31/12/2021

(En milliers de DH)

Dénomination	Adresse	Capital social	% du contrôle	% d'intérêts	Contribution au résultat consolidé	Méthode de consolidation
THEMIS COURTAGE	ANGLE BD ABDELMOUMEN ET RUE ARRACHATI, 1 ^{ER} ETAGE, BUREAU 30 - CASABLANCA	300	100%	100%	49 800	INTEGRATION GLOBALE selon les normes IFRS

LA LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE WAFASALAF MANDATORIÉS

Membre	Mohamed EL KETTANI	Ismail DOUIRI (Président du CS)	Omar BOUNJOU	Mouawia ESSEKELLI (Représentant AWB)	Rachid KETTANI	Stéphane PRIAMI	Gilbert RANOUX	Sébastien CHAMBARD (Représentant CA CF)	Cécile GUIMARD	Mohamed EL HAJJOUJI	Sophie LAZAREVITCH
Date de début du 1^{er} mandat	févr-04	juin-10	déc-00	mai-20	mai-21	mai-21	mai-20	mai-19	mai-20	juin-19	mai-20
Date du dernier renouvellement de mandat	AGO 2019 qui a statué sur l'exercice 2018	AGO 2019 qui a statué sur l'exercice 2018	AGO 2019 qui a statué sur l'exercice 2018	AGO 2019 qui a statué sur l'exercice 2018	AGO 2019 qui a statué sur l'exercice 2018	AGO 2019 qui a statué sur l'exercice 2018	AGO 2019 qui a statué sur l'exercice 2018	AGO 2019 qui a statué sur l'exercice 2018	AGO 2019 qui a statué sur l'exercice 2018	AGM du 28 Juin 2019	AGO 28 Mai 2020 qui a statué sur l'exercice 2019
Date d'échéance prévisionnelle du mandat	AGO 2025 qui statuera sur l'exercice 2024	AGO 2026 qui statuera sur l'exercice 2025									

EVENEMENTS IMPORTANTS

SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLÔTURE ET LA DATE DU RAPPORT DE GESTION

A ce jour, Wafasalaf n'a connu aucun événement, autre que ceux déjà pris en compte, survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date d'arrête des comptes et du rapport de gestion, qui nécessiterait un traitement comptable ou une mention dans l'annexe des comptes et dans le rapport de gestion.

Les événements importants survenus, le cas échéant, depuis la date d'arrêté des comptes et du rapport de gestion, feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale d'approbation des comptes.

LITIGES & AFFAIRES CONTENTIEUSES

Il n'existe à ce jour aucun litige ou affaire contentieuse susceptible d'avoir ou ayant eu dans le passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société Wafasalaf.

MODIFICATIONS INTERVENUES

DANS LA PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS ET DANS LES MÉTHODES

Aucune modification n'a été intervenue au niveau des règles de présentation des comptes annuels et dans les méthodes d'évaluation au 31/12/2021.

Notes aux comptes Consolidés

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

PRINCIPES DE PRÉPARATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

Conformité aux normes comptables

Les états financiers consolidés en normes IFRS de WAFASALAF ont été établis à compter du 31 décembre 2021 avec un bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2020 conformément aux prescriptions énoncées par la norme IFRS 1 « Première application des Normes Internationales d'Information financière » et par les autres normes du référentiel IFRS, en tenant compte de la version et des interprétations des normes telles qu'elles ont été adoptées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Base de présentation

En l'absence de modèle standard préconisé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au modèle des états de synthèse proposé au chapitre IV du Plan Comptable des Établissements de Crédit (PCEC).

Principes et méthodes de consolidation

Les comptes consolidés regroupent les états financiers de WAFASALAF et sa filiale. La filiale désigne la filiale Thémis Courtage pour laquelle WAFASALAF exerce, directement ou indirectement, le pouvoir de diriger les activités pertinentes afin de pouvoir tirer des avantages de ces activités (« contrôle »).

La nature du contrôle (contrôle exclusif, contrôle conjoint et influence notable) exercé par la société mère détermine son périmètre de consolidation. Les différentes méthodes de consolidation pouvant être adoptées par la société mère se présentent comme suit :

- › Une intégration globale lorsque la société mère exerce un contrôle exclusif sur sa filiale et lorsqu'elle est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles de cette filiale afin de bénéficier de ses activités ;
- › Une mise en équivalence dès lors que la société mère exerce une influence notable. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle d'une entité, sans en détenir le contrôle ;

Au 31 décembre 2021, le périmètre de consolidation du Groupe WAFASALAF inclut les entités ci-après :

	Dénomination sociale	31/12/2020		31/12/2021		Méthode de Consolidation
		Intérêts	Contrôle	Intérêts	Contrôle	
Entité mère	WAFASALAF	100%		100%	100%	Entité consolidante
Filiales	THEMIS COURTAGE	100%		100%	100%	Intégration globale

1 · Règles et méthodes d'évaluation

1.1 Immobilisations corporelles

La norme

Les immobilisations corporelles sont des actifs corporels qui sont détenus soit pour être utilisés dans la production ou la fourniture de biens ou de services ; soit pour être loués à des tiers, soit à des fins administratives.

Pour l'évaluation d'une immobilisation corporelle, deux modèles à choisir : modèle du coût ou modèle de la réévaluation.

- › modèle du coût : La valeur correspond au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur (éventuelles) ;
- › modèle de la réévaluation : La méthode de la réévaluation est une méthode qui est préconisée lorsque la juste valeur des immobilisations corporelles peut être déterminée de manière fiable. La juste valeur d'une immobilisation dans ce cas, correspond au montant réévalué diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur (éventuelles).

L'approche par composant : Le coût total d'une immobilisation doit être réparti entre ses différents éléments constitutifs ; chaque élément doit être comptabilisé séparément lorsque les composants ont des durées d'utilisation différentes ou procurent des avantages selon un rythme différent.

Immeubles et constructions d'exploitation

Intitulé composantes	% de décomposition	Durée d'amortissement par composante
Gros oeuvre / Charpente	45%	50
Étanchéité	18%	20
Agencement	10%	15
Installations techniques	12%	20
Menuiserie intérieure & extérieure	15%	15

La base amortissable d'un actif : Le montant amortissable d'une immobilisation corporelle doit être réparti de façon systématique sur sa durée d'utilité. La base amortissable d'un actif est déterminée après déduction de sa valeur résiduelle.

Options retenues par WAFASALAF

WAFASALAF a retenu la méthode du coût pour évaluer l'ensemble de ses immobilisations corporelles.

1.2 Immobilisations incorporelles

La norme

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire identifiable sans substance physique :

- > il est identifiable, séparable ;
- > l'actif est contrôlé par l'entité ;
- > l'actif génère des avantages économiques futurs.

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Après sa comptabilisation initiale, une immobilisation incorporelle peut être évaluée selon :

- > le modèle du coût ;
- > le modèle de la réévaluation (en cas de l'existence d'un marché actif).

Le montant amortissable d'une immobilisation incorporelle doit être réparti de façon systématique sur sa durée d'utilité. La base amortissable d'un actif est déterminée après déduction de sa valeur résiduelle.

Immobilisation incorporelle avec durée d'utilité indéterminée :

- > non amortie ;
- > soumise à un test de dépréciation annuelle sous IAS 36.

Immobilisation incorporelle avec durée d'utilité déterminée :

- > amortie sur sa durée d'utilité ;
- > soumise à un test de dépréciation sous IAS 36 si indice de perte de valeur.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

Options retenues par WAFASALAF

WAFASALAF a retenu la méthode du coût pour évaluer l'ensemble de ses immobilisations incorporelles.

1.3 IFRS 16 Contrats de location

La norme

La norme IFRS 16 - Contrats de location, publiée le 13 janvier 2016, remplace la norme IAS 17 et ses interprétations liées.

La date d'application de la norme IFRS 16 est effective pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Application anticipée autorisée pour s'aligner avec la date d'application de la norme IFRS 15.

Il y a lieu de distinguer entre :

- > un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif ;
- > un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

La distinction des contrats de location simple et des contrats de location financement est supprimée.

Désormais, la norme prévoit pour l'ensemble des contrats de location le même traitement comptable. Le bien loué est enregistré à l'actif comme un droit d'utilisation et en contrepartie au passif une dette de location qui représente l'engagement financier.

Selon IFRS 16, il y a un contrat de location lorsque le bailleur ne garde plus un droit de substitution substantiel d'une part et d'autre part, le preneur acquiert le droit de contrôler l'utilisation de l'actif pendant une période donnée en échange d'une contrepartie.



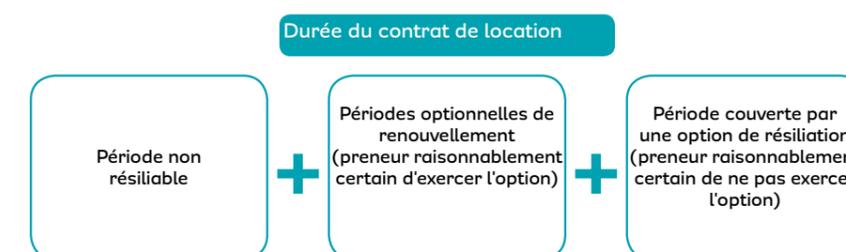
Options retenues par WAFASALAF

Modalités de transition : Le groupe WAFASALAF a choisi d'appliquer la méthode rétrospective modifiée, option approche rétrospective cumulée qui prévoit d'évaluer le droit d'utilisation et la dette locative à la somme des loyers restants à verser depuis le 1^{er} janvier 2020 jusqu'à la fin de la durée du contrat.

Exemptions : La norme IFRS 16 a prévu des exemptions pour les contrats de faible valeur et les contrats de courte durée comme suit :

- > durée de contrat inférieur ou égale à 12 mois, à condition que ledit contrat ne prévoit une option d'achat du bien loué à la fin du contrat de location ;
- > les locations d'actifs de faible valeur à l'état neuf (le chiffre cité est de 5 000 USD).

Durée : La durée du contrat de location est la période pendant laquelle le locataire a le droit d'utiliser l'actif. Elle se compose des éléments suivants :



Les durées de location retenues par catégorie de biens loués par WAFASALAF se présentent comme suit :

Catégorie actifs	Catégorie actifs
Siège & Agences	9
Mobilier de bureau	Durée contrat
Matériel de transport	Durée contrat

Loyers : Le passif de location est la valeur actualisée au taux implicite du contrat ou, à défaut, au taux d'endettement marginal du locataire, des éléments suivants



Suite à l'adoption par WAFASALAF de la méthode rétrospective modifiée, option approche rétrospective cumulée. Le droit d'utilisation au 1^{er} janvier 2020 a été évalué à la valeur de la dette locative.

Taux d'actualisation : Afin d'actualiser les paiements servant au calcul de la dette locative sous IFRS 16, la norme prévoit deux types de taux d'actualisation :

- › taux implicite du contrat ;
- › taux emprunt marginal d'endettement du preneur.

1.4 Actifs et passifs financiers - classement et évaluation :

La norme IFRS 9 Instruments financiers, publiée le 24 juillet 2014, remplace la norme IAS 39. Cette norme est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.

La norme inclut de nouvelles dispositions en matière de comptabilisation et d'évaluation des actifs et passifs financiers, de dépréciation et de modèle général de comptabilité de couverture.

Rappel du contexte :

La norme IFRS 9 introduit :

- › un nouveau modèle de classification et d'évaluation des instruments financiers ;
- › un nouveau modèle de dépréciation, prospectif, fondé sur les « pertes attendues » ;
- › une comptabilité de couverture simplifiée et alignée sur la gestion des risques des entités ;
- › la norme IFRS 9 ne prévoit pas de changement de classification des passifs financiers par comparaison à IAS 39.

Classification :

Selon la norme IFRS 9, il existe 3 catégories de classification pour les instruments financiers.

Il est à noter que l'analyse du modèle de gestion et les critères SPPI est primordiale dans le choix de la classification des instruments financiers.

- › Coût amorti.
- › Juste valeur par le biais du compte de résultat (JVR).
- › Juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global (JVOCI).

Instruments de dette :

La norme distingue trois modèles économiques selon l'objectif de détention des actifs financiers :

- › **HTC – Held to collect** : détention uniquement pour encaisser des flux de trésorerie contractuels ;
- › **HTC&S – Held to collect & sale** : détention pour encaisser des flux de trésorerie contractuels et vendre les actifs financiers ;
- › **autres / HFS – Held for sale** : détention dans le cadre d'aucun des deux modèles économiques précédents.

Instruments de capitaux propres :

Deux catégories sont prévues par la norme pour les investissements dans des instruments de capitaux propres :

- › actifs financiers à la juste valeur par résultat (JVR) ;
- › actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (JVOCINR).

Deux catégories sont prévues par la norme pour les investissements dans des instruments de capitaux propres.

Évaluation :

Actifs au coût amorti

Les actifs financiers évalués au coût amorti sont évalués à leur juste valeur comptabilisée initialement, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits :

- › diminué des remboursements en principal ;
- › majoré ou diminué des cumuls d'amortissement avec la méthode du taux d'intérêt effectif ;
- › diminué des dépréciations et des pertes d'irrecouvrabilité.

Actifs à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat sont évalués à leur juste valeur. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Cette catégorie ne fait pas objet de dépréciation.

Actifs à la juste valeur par capitaux propres

Les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont évalués à leur juste valeur. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres recyclables.

1.5 Actifs et passifs financiers - Dépréciation

La phase 2 de la norme IFRS 9 propose un nouveau modèle de dépréciation qui se base sur l'estimation des « Pertes attendues », en intégrant des données prospectives afin d'apprécier les probabilités de défaut.

Elle concerne les instruments financiers tels que les placements de trésorerie, les prêts et les engagements hors bilan donnés à la clientèle ainsi que les titres et les instruments financiers à la JV par capitaux propres recyclables (JV OCI).

La nouvelle norme adopte une approche à 3 stages (Buckets) : L'affectation des actifs aux buckets est basée sur l'existence d'une dégradation significative du risque de crédit depuis l'origination.

Bucket 1 : actifs financiers sans détérioration significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale.

Bucket 2 : actifs financiers présentant une détérioration significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale.

Bucket 3 : actifs financiers présentant une détérioration significative du risque de crédit et faisant face à des pertes encourues.

Mesure de perte de crédit attendue

Le nouveau modèle de dépréciation IFRS 9 se base sur le principe de l'ECL « Expected Credit Loss ». Il s'agit des pertes de crédit attendues sur les créances que l'entreprise s'attend à ne pas recouvrer, pondérées par la probabilité de survenance de ces pertes sur toute la durée de vie de l'instrument.

L'évaluation de l'ECL se base sur :

- › les circonstances en date d'arrêté (Point In Time) ;

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

- › le Forward Looking : prévisions macroéconomiques ;
- › les probabilités des scénarios réalisables.

Ces pertes de crédit attendues sont calculées de manière individualisée pour chaque exposition.

Le calcul de l'ECL se base sur 3 paramètres principaux :

- › **la Probabilité de Défaut (Probability of Default)** : représente la probabilité qu'un emprunteur soit en défaut pour honorer ses engagements sur les 12 prochains mois ou à maturité ;
- › **la LGD (Loss Given Default)** : représente la perte attendue en cas de défaut.

La LGD est calculée à partir des courbes de récupération des créances contentieuses et calibrée pour les créances non contentieuses par un historique de passage en contentieux tenant compte du taux de retour en sain.

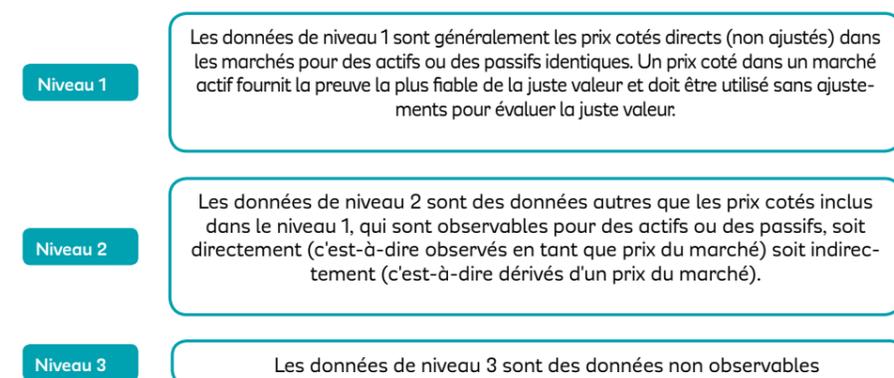
Il s'agit du pourcentage moyen de perte sur l'exposition au moment du défaut, quelle que soit la date de survenance du défaut courant la durée du contrat.

- › **L'EAAD (Exposure At Default)** : représente le montant de l'exposition en cas de défaut en prenant en considération les remboursements par anticipation soit sur les 12 prochains mois, soit à maturité résiduelle.

1.6 La juste valeur

La norme IFRS 13 définit la juste valeur comme un prix de sortie à la fois pour les actifs et les passifs : il s'agit du prix de vente d'un actif ou le prix payé pour transférer un passif dans le cadre d'une transaction ordonnée entre les acteurs du marché à la date d'évaluation.

IFRS 13 hiérarchise les données d'entrée des techniques d'évaluation utilisées pour évaluer la juste valeur en trois niveaux, sur la base de l'observabilité des intrants sur le marché :



1.7 Actifs et passifs éventuels

Actif éventuel

Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise.

Une entité ne doit pas comptabiliser un actif éventuel puisque cela peut conduire à la comptabilisation de produits qui peuvent n'être jamais réalisés.

Toutefois, lorsque la réalisation des produits est quasiment certaine, l'actif correspondant n'est pas un actif éventuel, et dans ce cas il est approprié de le comptabiliser.

Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés par le Groupe WAFASALAF mais font l'objet d'une communication de cette éventualité d'entrée d'avantages économiques, lorsque leur montant est significatif.

Passif éventuel

Un passif est une obligation actuelle de l'entreprise résultant d'événements passés et dont l'extinction devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

Un passif éventuel est soit :

- › une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;

ou

- › une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;

ou

- › le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante. Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés (sauf dans le cadre d'un regroupement d'entreprise conformément à la norme IFRS 3) mais font l'objet d'une communication en notes annexes lorsque leur montant est significatif.

1-8 Impôts exigibles et impôts différés

Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice futur imposable sera disponible, sur lequel ces différences pourront être imputées.

Un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables.

Les actifs et passifs d'impôts différés doivent être évalués aux taux d'impôts (et les réglementations fiscales) relatifs à l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif sera réglé.

Les actifs et passifs d'impôts différés doivent être évalués sur la base des taux d'impôts (et les réglementations fiscales) qui ont été adoptés à la clôture.

L'évaluation des actifs et passifs d'impôts différés doit refléter les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont l'entité s'attend, à la date de clôture, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et passifs.

La norme a interdit l'actualisation des impôts différés.

1-9 IFRIC 23

La norme

Le 7 juin 2017, l'IFRS IC (Interpretation Committee) a publié l'interprétation IFRIC 23 relative au traitement des positions fiscales incertaines en matière d'impôts sur le résultat, applicable de manière obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019.

L'interprétation prévoit deux méthodes de transitions :

- › méthode totalement rétrospective, qui prévoit le retraitement des états financiers comparatifs présentés ;
- › méthode partiellement rétrospective en comptabilisant l'effet cumulatif de la première application dans les capitaux propres du bilan d'ouverture.

Cette interprétation clarifie les modalités de comptabilisation et d'évaluation de l'impôt sur les bénéfices lorsqu'une incertitude existe sur le traitement fiscal à appliquer.

1-10 Avantages au personnel

La norme IAS 19 a pour but de prescrire le traitement comptable relatif à tous les avantages accordés au personnel

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

(Sauf ceux auxquels s'appliquent autres normes).

Les avantages du personnel comprennent :

- > **les avantages à court terme** : comme les salaires et cotisations sociales, les congés annuels payés et les congés de maladie payés, l'intéressement et les primes, et les avantages en nature (Logement, voiture...) dont bénéficient le personnel en activité ;
- > **les avantages postérieurs à l'emploi** : comme les indemnités de retraite, les indemnités de fin de carrière, l'assistance médicale postérieure à l'emploi et les autres prestations de retraite ;
- > **les avantages à long terme** : comme les primes d'ancienneté, les absences de longues durées rémunérées, les indemnités de fin de carrière, les autres primes et les rémunérations différées ;
- > **les indemnités de fin de contrat** : notamment les indemnités de licenciement et les indemnités des départs volontaires du personnel.

SYNTHÈSE DES IMPACTS FTA

L'application des normes IFRS a induit une légère augmentation du total du bilan de 165Mdhs soit +1%.

Les capitaux propres ont connu une baisse de -10% soit -140Mdhs, s'explique par les impacts FTA des différentes normes IFRS applicables lors de la transition de WAFASALAF en normes IAS/IFRS.

IFRS 9 Classification et évaluation	IFRS 9 Dépréciations	IAS 16 Immobilisations corporelles	IFRS 16 Contrats de location	Autres normes	IAS 12 - Impôts	Total impacts FTA
-167 124	-123 512	26 444	86 250	-34 694	71 839	-140 797

Comptes Consolidés

COMPTES CONSOLIDÉS

BILAN CONSOLIDÉ AU 31/12/2021

en milliers de DH

ACTIF	Notes	31/12/2021	31/12/2020	01/01/2020
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5.1.1	45 959	17 615	30 115
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1.2	151	29 553	151
Actifs financiers détenus à des fins de transaction				
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat				
Instruments dérivés de couverture				
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.1.3			
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables				
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables				
Titres au coût amorti	5.1.4	38 801	12 500	12 500
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5.1.5	416 536	508 006	330 501
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	5.1.6	15 074 693	14 976 945	15 831 396
Écart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux				
Placements des activités d'assurance				
Actifs d'impôt exigible				
Actifs d'impôt différé		260 786	258 991	113 535
Comptes de régularisation et autres actifs	5.1.7	577 776	593 232	910 369
Actifs non courants destinés à être cédés				
Participations dans des entreprises mises en équivalence				
Immeubles de placement		3 287	3 287	3 287
Immobilisations corporelles	5.1.8	201 370	221 560	230 091
Immobilisations incorporelles	5.1.9	218 790	194 459	189 118
Écarts d'acquisition	5.1.10			
TOTAL ACTIF		16 838 147	16 816 148	17 651 064

BILAN CONSOLIDÉ AU 31/12/2021

en milliers de DH

PASSIF	Notes	31/12/2021	31/12/2020	01/01/2020
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1			
Passifs financiers détenus à des fins de transaction				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Instruments dérivés de couverture				
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.2.2	3 615 104	4 725 129	5 530 653
Dettes envers la clientèle	5.2.3	3 069 252	3 340 157	3 851 873
Titres de créance émis	5.2.4	6 247 451	5 489 551	4 611 720
Écart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux				
Passifs d'impôt exigible		52 180	2 006	184 160
Passifs d'impôt différé		187 080	82 465	60 174
Comptes de régularisation et autres passifs	5.2.5	1 390 168	1 067 299	1 192 299
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés				
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance				
Provisions	5.2.6	77 343	42 295	31 879
Subventions et fonds assimilés				
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie		506 042	506 327	506 565
Capitaux propres				
Capitaux propres part du groupe				
Capital et réserves liées		113 180	113 180	113 180
Réserves consolidées		1 249 432	1 568 887	1 230 673
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-3 013	-1 039	
Résultat de l'exercice		333 926	-120 109	337 889
Intérêts minoritaires				
TOTAL PASSIF		16 838 147	16 816 148	17 651 064

COMPTES ANNUELS & RAPPORTS

COMPTES CONSOLIDÉS

COMPTES DES PRODUITS ET CHARGES CONSOLIDÉS AU 31/12/2021

en milliers de DH

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	Notes	31/12/2021	31/12/2020
+ Intérêts et produits assimilés	6.1	1 256 959	1 258 820
- Intérêts et charges assimilées	6.1	(396 408)	(418 008)
MARGE D'INTÉRÊT		860 551	840 811
+ Commissions (produits)	6.2	27 960	23 483
- Commissions (charges)	6.2	(24 726)	(24 193)
MARGE SUR COMMISSIONS		3 235	-709
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6.3	932	8 052
+/- Gains ou pertes nets des instruments mesurés à la juste valeur par capitaux propres	6.4	-	0
+ Produits des autres activités	6.5	292 867	269 418
- Charges des autres activités	6.5	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE		1 157 584	1 117 572
- Charges générales d'exploitation	6.6	(362 933)	(354 683)
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	6.7	(47 997)	(51 403)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		746 655	711 487
Coût du risque	6.8	(212 126)	(884 602)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		534 528	-173 115
+/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence			
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs		26 456	3
+/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition		0	0
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		560 984	-173 112
- Impôt sur les résultats	6.9	(227 058)	53 006
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
RÉSULTAT NET		333 926	(120 106)
Intérêts minoritaires			
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE		333 926	(120 106)
Résultat de base par action (en dirhams)	6.10	295	-106
Résultat dilué par action (en dirhams)	6.10	295	-106

RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2021

en milliers de DH

	31/12/2021	31/12/2020
RÉSULTAT NET	333 926	(120 106)
Écarts de conversion		
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Réévaluation des immobilisations		
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-3 013	-1 039
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence		
Impôts liés		
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	-3 013	-1 039
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES	330 913	(121 145)
Dont Part du Groupe	330 913	(121 145)
Dont Part des minoritaires		

PÉRIMÈTRES DE CONSOLIDATION AU 31/12/2021

en milliers de DH

Dénomination sociale	31/12/2021		31/12/2020		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
THEMIS COURTAGÉ	100%	100%	100%	100%	Intégration globale

VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX AU 31/12/2021

en milliers de DH

	31/12/2021		31/12/2020		01/01/2020	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	43 589		16 629		29 290	
Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	2 370		987		826	
Total	45 959	0	17 615	0	30 115	0

TABLEAU DE PASSAGE DES CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2021

en milliers de DH

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	«Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables»	«Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables»	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres de clôture 31 décembre 2019 (Avant FTA)	113 180			1 709 359			1 822 538		1 822 538
Changement de méthode comptable							-		-
Impact de la première adoption IFRS (FTA)				-140 797			-140 797		-140 797
Autres variations							-		-
Capitaux propres d'ouverture 1^{er} janvier 2020	113 180			1 568 561			1 681 741		1 681 741
Opérations sur capital							-		-
Paiements fondés sur des actions							-		-
Opérations sur actions propres							-		-
Dividendes							-		-
Résultat de l'exercice au 31 décembre 2020				-120 109			-120 109		-120 109
"Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (D)"							-		-
"Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (E)"							-		-
"Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies (F)"				385		-1 040	-655		-655
"Écarts de conversion : variations et transferts en résultat (G)"							-		-
"Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)"				385		-1 040	-655		-655
Variation de périmètre							-		-
Autres variations				-59			-59		-59
Capitaux propres de clôture 31 décembre 2020	113 180			1 448 778		-1 040	1 560 918		1 560 918
Changement de méthodes comptables							-		-
Autres variations							-		-
Capitaux propres d'ouverture 1^{er} janvier 2021	113 180			1 448 778		-1 040	1 560 918		1 560 918
Opérations sur capital							-		-
Paiements fondés sur des actions							-		-
Opérations sur actions propres							-		-
Dividendes							-200 000		-200 000
Résultat de l'exercice au 31 décembre 2021				333 926			333 926		333 926
"Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (D)"							-		-
"Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (E)"							-		-
"Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies (F)"				730		-1 973	-1 243		-1 243
"Écarts de conversion : variations et transferts en résultat (G)"							-		-
"Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)"				730		-1 973	-1 243		-1 243
Variation de périmètre							-		-
Autres variations				-77			-77		-77
Capitaux propres de clôture 31 décembre 2021	113 180			1 583 357		-3 013	1 693 524		1 693 524

COMPTES ANNUELS & RAPPORTS

COMPTES CONSOLIDÉS

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

en milliers de DH

Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la juste valeur par résultat	31/12/2021				31/12/2020				01/01/2020			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	151		151	29 402	151		29 553		151		151
Bons du Trésor					29 402							
Obligations et autres titres à revenu fixe												
Actions et autres titres à revenu variable												
Titres de participation non consolidés		151				151		151		151		151
Instruments dérivés												
Autres actifs financiers détenus à la juste valeur par résultat												
Total	-	151		151	29 402	151		29 553		151		151

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

en milliers de DH

Catégories d'instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la JVOCI*	31/12/2021				31/12/2020				01/01/2020			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments de dette comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bons du Trésor				-				-				-
Obligations et autres titres à revenu fixe				-				-				-
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables				-				-				-
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

Encours et dépréciations par Bucket des actifs financiers à la JVOCI*	31/12/2021				31/12/2020				01/01/2020			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours brut				-				-				-
Dépréciations				-				-				-
Net	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

TITRES AU COÛT AMORTI

en milliers de DH

Encours et dépréciations par Bucket des titres au coût amorti sous IFRS 9	31/12/2021				31/12/2020				01/01/2020			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours brut	38 801			38 801	12 500			12 500	12 500			12 500
Dépréciations				-				-				-
Net	38801	0	0	38801	12500	0	0	12500	12500	0	0	12500

COMPTES ANNUELS & RAPPORTS

COMPTES CONSOLIDÉS

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS, AU COÛT AMORTI

en milliers de DH

	31/12/2021	31/12/2020	01/01/2020
À vue	416 536	508 006	330 501
Comptes ordinaires	416 536	508 006	330 501
Prêts et comptes au jour le jour	-	-	-
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-	-
À terme	-	-	-
Prêts et comptes à terme	-	-	-
Prêts subordonnés et participants	-	-	-
Valeurs reçues en pension à terme	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-
Total brut	416 536	508 006	330 501
Dépréciation	-	-	-
Total net	416 536	508 006	330 501

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU COÛT AMORTI

en milliers de DH

	Secteur public	Secteur privé			Total	Total	Total
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle			
					31/12/2021	31/12/2020	01/01/2020
Crédits de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-
- Comptes à vue débiteurs	-	-	-	-	-	-	-
- Créances commerciales	-	-	-	-	-	-	-
- Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à la consommation	-	-	-	8 931 350	8 931 350	9 147 267	9 357 983
Crédits à l'équipement	-	-	-	-	-	-	-
Crédits immobiliers	-	-	-	943	943	1 406	1 695
Intérêts courus à recevoir	-	-	-	34 760	34 760	40 294	38 413
Agios réservés	-	-	-	-275 392	-275 392	-268 054	-255 736
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-	-
Créances acquises par affacturage	-	-	-	-	-	-	-
Autres créances	-	-	-	8 553 919	8 553 919	8 175 554	8 028 028
Encours bruts	-	-	-	17 245 581	17 245 581	17 096 467	17 170 382
Dépréciations	-	-	-	2 170 888	2 170 888	2 119 522	1 338 986
Encours nets	-	-	-	15 074 693	15 074 693	14 976 945	15 831 396

COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES ACTIFS

en milliers de DH

	31/12/2021	31/12/2020	01/01/2020
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	-	-	-
Créances fiscales	141 849	139 901	497 152
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	91 693	203 640	122 091
Débiteurs divers	181 879	74 154	113 817
Comptes de liaison	-	-	-
Comptes de régularisation	147 544	160 577	150 784
Opérations diverses en instance	14 340	14 418	26 057
Valeurs et emplois divers	471	542	469
	577 776	593 232	910 369

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

en milliers de DH

	Valeur nette au 31/12/2021	Acquisitions	Cession ou retrait	Dotation exercice	Valeur nette au 31/12/2020	Valeur nette au 01/01/2020
Valeur brute	492 343	41 971	3 962	-	454 334	432 524
Amortissement	273 553	-	-	13 678	259 875	243 405
Valeur nette	218 790	41 971	3 962	13 678	194 459	189 118

IMMOBILISATIONS CORPORELLES AU 31/12/2021

en milliers de DH

Valeur brute	Valeur nette au 31/12/2021	Acquisitions	Mises hors services et sorties	Valeur nette au 31/12/2020	Valeur nette au 01/01/2020
Terrains et constructions	25 144	-	-	25 144	25 144
Matériels, outillages et matériels de transport	1 371	-	-	1 371	1 359
Mobiliers, matériels de bureau et aménagements divers	312 158	4 945	-	307 213	296 123
Autres immobilisations corporelles	1 825	-	-	1 825	1 825
Amortissements pour dépréciation des immobilisations corporelles	272 133	-	-	259 580	246 227
Immobilisations en-cours	-	-	-	79	3 803
Crédit-bail mobilier	-	-	-	-	-
Amortissements pour dépréciation	-	-	-	-	-
Immobilisation en Ijara w iqtina	-	-	-	-	-
Amortissements pour dépréciation	-	-	-	-	-
Droits d'utilisation (IFRS 16)	133 005	10 416	(1 897)	145 508	148 064
Total	201 370	15 361	(1 897)	221 560	230 091

COMPTES ANNUELS & RAPPORTS

COMPTES CONSOLIDÉS

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU COÛT AMORTI

en milliers de DH

Encours et dépréciations par Bucket des prêts et créances au coût amorti sous IFRS 9	31/12/2021				31/12/2020				01/01/2020			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours brut	13 444 259	1 412 388	2 388 933	17 245 581	12 939 839	1 677 774	2 478 854	17 096 467	14 394 751	1 263 665	1 511 967	17 170 382
Dépréciations	163 031	228 385	1 779 472	2 170 888	294 771	196 531	1 628 219	2 119 522	68 181	127 058	1 143 747	1 338 986
Net	13 281 228	1 184 003	609 462	15 074 693	12 645 068	1 481 243	850 635	14 976 945	14 326 570	1 136 606	368 220	15 831 396

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

en milliers de DH

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sous IFRS 9	31/12/2021				31/12/2020				01/01/2020			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Portefeuille de transaction				-				-				-
Instruments en valeur de marché sur option				-				-				-
Total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

en milliers de DH

	Établissements de crédit et assimilés au Maroc			Établissements de crédit à l'étranger	Total	Total	Total
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc		31/12/2021	31/12/2020	01/01/2020
Comptes ordinaires créditeurs		81 611			81 611	277 596	295 806
Valeurs données en pension							
- au jour le jour							
- à terme							
Emprunts de trésorerie						100 000	125 000
- au jour le jour							
- à terme						100 000	125 000
Emprunts financiers		3 500 000			3 500 000	4 300 000	5 055 000
Intérêts courus à payer		33 493			33 493	47 533	54 847
Autres dettes							
Total	-	3 615 104	-	-	3 615 104	4 725 129	5 530 653

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

en milliers de DH

	Secteur public	Secteur privé			Total	Total	Total
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	31/12/2021	31/12/2020	01/01/2020
Comptes à vue créditeurs							
Comptes d'épargne							
Dépôts à terme				3 069 252	3 069 252	3 340 157	3 851 873
Valeurs données en pension							
Autres comptes créditeurs							
Intérêts courus à payer							
Total	-	-	-	3 069 252	3 069 252	3 340 157	3 851 873

COMPTES ANNUELS & RAPPORTS

COMPTES CONSOLIDÉS

TITRES DE CRÉANCES ÉMIS

en milliers de DH

	01/01/2020	31/12/2020	Augmentation	Diminution	31/12/2021
Bons de caisse					
Titres du marché interbancaire					
Titres de créances négociables					
Emprunts obligataires					
Autres dettes représentées par un titre					
Bons de sociétés de financement émis	4 550 000	5 415 000	750 000		6 165 000
Intérêts courus à payer	61 720	74 551	7 900		82 451
Total	4 611 720	5 489 551	-	-	6 247 451

COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES PASSIFS

en milliers de DH

	31/12/2021	31/12/2020	01/01/2020
Opérations diverses sur titres			
Sommes dues à l'État	235 831	131 714	108 823
Fournisseurs avances et acomptes			
Charges à payer	537 654	490 700	404 202
Dividendes à payer	1 024	1 947	1 888
Créditeurs divers	484 870	366 801	517 686
Autres passifs			
Comptes de régularisation	130 790	76 138	159 699
Total	1 390 168	1 067 299	1 192 299

PROVISIONS

en milliers de DH

	01/01/2020	31/12/2020	Augmentation	Diminution	31/12/2021
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	10 660	12 636	2 967		15 603
Provisions pour autres risques et charges	21 220	29 659			61 740
Total	31 879	42 295	2 967	-	77 343

MARGE D'INTÉRÊTS

en milliers de DH

	31/12/2021	31/12/2020
Sur opérations avec les établissements de crédits	98	177
Sur opérations avec la clientèle	1 102 332	1 135 017
Intérêts courus et échus sur titres		
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture		
Sur opérations de crédit-bail	144 111	117 119
Autres intérêts et produits assimilés	10 418	6 506
Produits d'intérêt	1 256 959	1 258 820
Sur opérations avec les établissements de crédits	139 529	180 762
Sur opérations avec la clientèle	81 864	68 931
Sur dettes représentées par titres	175 016	168 315
Sur dettes subordonnées		
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture		
Sur opérations de crédit-bail		
Autres intérêts et charges assimilés		
Charges d'intérêt	396 408	418 008
Marge d'intérêts	860 551	840 811

COMMISSIONS

en milliers de DH

	31/12/2021			31/12/2020		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations			3 235			(709)
Sur opérations avec les établissements de crédit						
Sur opérations avec la clientèle	27 960	14 756	13 204	23 483	12 619	10 864
Autres		9 970	(9 970)		11 573	(11 573)
Prestation de services bancaires et financiers			-			-
sur opération de paiement			-			-
sur opération de change			-			-
Autres			-			-
Produits nets des commissions			3 235			(709)

RÉSULTAT SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

en milliers de DH

	31/12/2021	31/12/2020
Dividendes reçus		
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	932	8 052
Plus ou moins values latentes sur actifs/passifs à la juste valeur par le résultat		
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture		
Variation de juste valeur des instruments dérivés		
Inefficacité de couverture à la juste valeur		
Inefficacité de couverture de flux de trésorerie		
Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	932	8 052

COMPTES ANNUELS & RAPPORTS

COMPTES CONSOLIDÉS

RÉSULTAT SUR ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES en milliers de DH

	31/12/2021	31/12/2020
Dividendes reçus		
Plus ou moins values sur cession sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		
Gains ou pertes nets	0,00	0,00

RÉSULTAT DES AUTRES ACTIVITÉS en milliers de DH

	31/12/2021	31/12/2020
Produits de la promotion immobilière		
Produits sur opérations de location simple		
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location avec option d'achat		
Variations de juste valeur des immeubles de placement		
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance		
Autres produits nets de l'activité d'assurance	78 198	72 525
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance		
Autres produits (charges) nets	214 668	196 893
Produits et charges nets des autres activités	292 866	269 418

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION en milliers de DH

	31/12/2021	31/12/2020
Charges de personnel	220 740	218 898
Impôts et taxes	9 670	9 411
Services extérieurs et autres charges	132 523	126 374
Charges générales d'exploitation	362 933	354 683

CHARGES DU PERSONNEL en milliers de DH

	31/12/2021	31/12/2020
Salaires et appointements	105 962	99 556
Primes et indemnités	53 586	53 057
Charges de retraite	10 943	10 392
Charges d'assurances sociales	29 737	28 476
Charges de formation	1 117	504
Autres charges de personnel	19 394	26 914
Total	220 740	218 898

AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS DES IMMOBILISATIONS en milliers de DH

	31/12/2021	31/12/2020
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	13 662	16 470
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	34 335	34 933
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation		
Total	47 997,12	51 402,51

COÛT DU RISQUE en milliers de DH

	31/12/2021	31/12/2020
Dotations aux provisions	541 694	983 343
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	399 598	974 904
Provisions pour dépréciation des titres		
Provisions pour risques	142 097	8 439
Reprise de provisions	458 247	194 368
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	348 232	194 368
Provisions pour dépréciation des titres		
Provisions pour risques	110 016	
Variation des provisions	83 447	788 975
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	153 120	112 126
Récupérations sur prêts et créances amorties	24 441	16 499
Autres pertes		
Coût du risque	212 126,21	884 601,74

CHARGES D'IMPÔTS en milliers de DH

	31/12/2021	31/12/2020
Charge d'impôts courants	-123 507	-69 774
Charge d'impôts différés	(103 551)	122 780
Charge d'impôts de la période	-227 058	53 006

RÉSULTAT DE BASE ET RÉSULTAT DILLUÉ PAR ACTION en milliers de DH

	31/12/2021	31/12/2020
Résultat net part du Groupe	333 926	-119 475
Nombre d'actions ordinaires émises	1 131 795	1 131 795
Résultat par action en dirhams	295	-106

COMPTES ANNUELS & RAPPORTS

COMPTES CONSOLIDÉS

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

en milliers de DH

FLUX DE TRÉSORERIE	31/12/2020	31/12/2021
1. Résultat avant impôts (A)	(178 362)	553 819
2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	51 403	47 997
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers		
5. +/- Dotations nettes aux provisions	15 666	42 213
6. +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement		
8. +/- Produits/charges des activités de financement	(8 052)	(932)
9. +/- Autres mouvements	128 352	(95 732)
10. = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements (B)	187 369	(6 454)
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	(983 029)	(1 018 554)
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	342 735	(368 652)
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	855 442	786 260
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(118 431)	484 155
15. - Impôts versés	(69 773)	(123 506)
16. = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15) (C)	26 944	(240 298)
17. FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE (Total des éléments A, B et C) (D)	35 951	307 067
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations		(26 301)
19. +/- Flux liés aux immeubles de placements		
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(48 212)	(52 137)
21. FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20) (E)	(48 212)	(78 438)
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		(200 000)
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	(238)	(285)
24. FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23) (F)	(238)	(200 285)
25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		
26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (Total des éléments D, E et F)	(12 500)	28 344

COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE		
27. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	30 115	17 615
28. Caisse, banque centrales, CCP (actif & passif)	30 115	17 615
29. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit		
30. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	17 615	45 959
31. Caisse, banque centrales, CCP (actif & passif)	17 615	45 959
32. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit		
33. VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	(12 500)	28 344

0 0

VARIATION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS AU COURS DE LA PÉRIODE

en milliers de DH

	01/01/2020	31/12/2020	"Montants reconnus en résultat"	"Montants reconnus en capitaux propres"	31/12/2021
Impôts différés actifs	113 535	258 991	1 063	732	260 786
Impôts différés passifs	60 174	82 465	97 451		187 080
Impôts différés actifs / passifs	53 362	176 526	-96 388	732	73 705

PREUVE D'IMPÔTS

en milliers de DH

	31/12/2021	31/12/2020
Résultat net de l'ensemble consolidé	333 926	(120 106)
Impôts exigibles (IS)	(123 507)	(69 774)
Impôts différés	(103 551)	122 780
Total charge fiscale consolidée IFRS	(227 058)	53 006
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts	560 984	(173 112)
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS retraité avant impôts)	40,47%	30,62%
Montant de différences de taux mère/filiale		
Impôt sur différences temporelles		
Effet des autres éléments		
Charge fiscale recalculée		
Taux d'impôt légal au Maroc	37%	37%

VENTILATION DES PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS, PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

en milliers de DH

	Zones géographiques			31/12/2021	31/12/2020	01/01/2020
	Maroc	Afrique	Autres			
À vue	416 536			416 536	508 006	330 501
Comptes ordinaires	416 536			416 536	508 006	330 501
Prêts et comptes au jour le jour	-			-	-	-
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-			-	-	-
À terme						
Prêts et comptes à terme	-			-	-	-
Prêts subordonnés et participants	-			-	-	-
Valeurs reçues en pension à terme	-			-	-	-
Créances rattachées	-			-	-	-
Total brut	416 536			416 536	508 006	330 501
Dépréciation	-			-	-	-
Total Net	416 536			416 536	508 006	330 501

VENTILATION DES PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

en milliers de DH

	Zones géographiques			Total 31/12/2021	Total 31/12/2020	Total 01/01/2020
	Maroc	Afrique	Autres			
Crédits de trésorerie						
- Comptes à vue débiteurs	-	-	-	-	-	-
- Créances commerciales	-	-	-	-	-	-
- Créances à l'exportation	-	-	-	-	-	-
Crédits à la consommation	8 931 350			8 931 350	9 147 267	9 357 983
Crédits à l'équipement				-	-	-
Crédits immobiliers	943			943	1 406	1 695
Intérêts courus à recevoir	34 760			34 760	40 294	38 413
Agios réservés	-275 392			-275 392	-268 054	-255 736
Valeurs reçues en pension				-	-	-
Créances acquises par affacturage				-	-	-
Autres créances	8 553 919			8 553 919	8 175 554	8 028 028
Encours bruts	17 245 581			17 245 581	17 096 467	17 170 382
Dépréciations	2 170 888			2 170 888	2 119 522	1 338 986
Encours nets	15 074 693			15 074 693	14 976 945	15 831 396

Dispositif de la gestion globale des Risques

DISPOSITIF DE LA GESTION GLOBALE DES RISQUES

La démarche de WAFASALAF pour la gestion des risques est conforme à la réglementation en vigueur et aux normes professionnelles. La politique de la gestion des risques de WAFASALAF est assurée principalement par la Direction Contrôle du Risque et de la conformité.

La gestion des risques a pour objectif de couvrir et contrôler les différents risques inhérents aux activités de WAFASALAF.

Les principaux risques sont identifiés en trois familles :

1. risque de crédit et de contrepartie ;
2. risque financier (risque de taux et de liquidité) ;
3. risque opérationnel et plan de continuité d'activité.

1 - Risque de crédit et de contrepartie

1.1 Risque de crédit

Ce risque correspond au risque qu'une contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de l'établissement.

Pour faire face à ce risque, la société adopte les mesures suivantes :

- > déploiement de grilles de scores d'octroi par produit adaptées à chaque profil de risque. Ces grilles font l'objet de back testings périodiques. Les grilles sont renouvelées à leur échéance ou suite à la constatation de la baisse d'efficacité.
- > apprécier la qualité des engagements (en fonction des comportements historiques des clients) ;
- > donner motif à l'étude ou au rejet du dossier à partir d'informations sur le client ;
- > sécuriser les opérations de traitement des dossiers grâce au logiciel de gestion des crédits ;
- > suivre en permanence l'évolution du risque à travers un certain nombre d'indicateurs concernant les dossiers présentant des impayés.

Moyens pour la gestion du risque de crédit

Règle d'acceptation

WAFASALAF dispose d'une batterie de règles d'acceptation propre à chaque type de clientèle et produit.

Système décisionnel

WAFASALAF dispose d'un système décisionnel analytique intègre consolidant toute leur expertise en matière d'appréciation de risque qui intègre quatre composantes décisionnelles à savoir :

- > grille de score par produit ;
- > interprétation de ratios de solvabilité et score crédit bureau ;
- > historique de paiement ;
- > règle d'acceptation.

Gouvernance

Plusieurs instances de gouvernance sont instaurées pour piloter le risque crédit ainsi que pour définir des nouvelles stratégies des risques.

Dispositif de surveillance des risques

La maîtrise des risques se base sur la gestion préventive qui consiste à anticiper les situations de dégradation des risques et à y apporter les ajustements appropriés, dans ce cadre le pôle crédit est amené à :

- > veiller sur l'application de la politique de crédit en examinant les dossiers enregistrant des incidents ;
- > détecter les lacunes d'appréciation afin de tirer des conclusions et mettre en place le plan adéquat ;
- > suivre en détail la qualité de l'acceptation effectuée par l'ensemble des intervenants.

DISPOSITIF DE LA GESTION GLOBALE DES RISQUES

2 · Risque financier

2.1 Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est lié aux activités d'intermédiation bancaire de par la transformation des ressources à court terme en emplois à moyen et long terme. Ainsi, toute évolution défavorable des taux d'intérêt peut détériorer la rentabilité d'un établissement de crédit, voire, constituer une menace substantielle pour ses fonds propres lorsque son amplitude dépasse certaines limites.

Le dispositif mis en place au niveau de WAFASALAF pour gérer le risque de taux consiste à :

- › évaluer l'impact d'une évolution défavorable des taux d'intérêt sur sa situation financière ;
- › analyser la structure de refinancement de la société et le risque éventuel de taux d'intérêt ;
- › envisager des scénarios de crise, notamment des variations extrêmes des taux d'intérêt et des positions sensibles au taux, et mesurer leur impact sur le résultat et les fonds propres ;
- › suivre et analyser le ratio de surface (couverture des emplois par les emprunts).

Le suivi de ce risque est assuré trimestriellement par le comité ALM.

2.2 Risque de liquidité « Gestion Actif/Passif »

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque pour l'établissement de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, de ses engagements à leurs échéances. Deux sources majeurs peuvent générer un risque de liquidité :

- › l'incapacité d'un établissement à se procurer les fonds nécessaires pour faire face à des obligations inattendues survenues à court terme ;
- › le financement d'actifs à moyen et long terme par des passifs à court terme.

Le dispositif mis en place au niveau de WAFASALAF pour gérer le risque de liquidité consiste à :

- › suivre les besoins de refinancement établis sur la base de la projection des encours et de production ;
- › suivre la situation mensuelle de refinancements et de flux de trésorerie ;
- › analyser les gaps de liquidité par maturité ;
- › s'assurer périodiquement du respect des ratios réglementaires de liquidité.

3 · Risque opérationnel et plan de continuité d'activité

3.1 Risque opérationnel

Il correspond au risque de pertes résultant de carences ou de défauts attribuables à des procédures, du personnel, des systèmes internes ou à des événements extérieurs.

Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

Les sources majeures des risques opérationnels peuvent être liées aux :

- › fraudes internes et externes ;
- › pratiques inappropriées en matière d'emploi et de sécurité sur les lieux de travail ;
- › pratiques inappropriées concernant les clients, les produits et l'activité commerciale ;
- › dommages causés aux biens physiques ;
- › interruptions d'activités et pannes de systèmes et aux exécutions des opérations ;
- › processus.

Les mesures pour faire face aux risques opérationnels

La société a mis en place une structure de contrôle permettant de :

- › identifier les risques opérationnels impactant les activités de l'établissement ;
- › piloter le dispositif de collecte des incidents ;
- › impacter la cartographie des risques ;
- › renforcer ou mettre en place des contrôles visant à mieux couvrir les zones de risque nouvellement identifiées.

Les risques opérationnels sont évalués trimestriellement et présentés au niveau du comité d'audit et des risques, Ils donnent lieu à des plans de remédiation et de maîtrise des risques.

3.2 Plan de continuité d'activité PCA

Afin d'améliorer sa sécurité informatique, WAFASALAF a mis en place deux projets structurants depuis quelques années : un plan de continuité de l'activité et un plan de secours informatique. Ces deux plans sont testés régulièrement et suivis par des plans d'action.

WAFASALAF a également élaboré une charte de sécurité visant à sensibiliser et former son personnel aux règles de sécurité et a mis en place un dispositif de contrôle permanent des accès et des habilitations systèmes qui porte sur la vérification de la pertinence des droits octroyés, ainsi que la formalisation des politiques de sécurité de gestion des accès et des mots de passe.

WAFASALAF diligente régulièrement des missions d'audit externe par des cabinets experts sur les risques liés à la sécurité de son système d'information.

3.3 Dispositif d'Appétence et Stratégie Risques

WAFASALAF a mis en place un dispositif d'appétence et stratégie risque basé sur des limites. Ce dispositif est revu annuellement et validé par le comité d'audit et des risques. Il repose sur les risques liés au volet financier (solvabilité, rentabilité,...), risque de crédit (coût du risque,...), risque SSI, risque opérationnel, risque de non-conformité (protection client,...).

Il est piloté mensuellement sur le respect des limites fixées à chaque métier. Tout dépassement de limite remonte aux lignes risques actionnaires avec un plan d'action établi par le métier à l'origine du dépassement.

3.4 Risque de non conformité

Le risque de non-conformité est le risque encouru suite au non-respect des lois, des réglementations, des codes de bonne de conduite et des normes de bonnes pratiques applicables.

WAFASALAF poursuit régulièrement son adaptation à l'évolution du cadre légal et réglementaire des métiers de financement (mesures fiscales de la loi de Finances, mesures de Bank Al-Maghrib,...).

Comptes Sociaux

COMPTES SOCIAUX

BILAN AU 31/12/2021

en milliers de DH

ACTIF	31/12/2021	31/12/2020
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	3 483	1 762
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	430 885	522 425
. À vue	416 536	508 006
. À terme	14 349	14 419
Créances sur la clientèle	9 387 552	9 812 180
. Crédits de trésorerie et à la consommation	8 966 110	9 187 561
. Crédits à l'équipement		
. Crédits immobiliers	943	1 406
. Autres crédits	420 499	623 213
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	-	-
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
. Titres de propriété	-	-
Autres actifs	407 280	466 242
Titres d'investissement	38 801	12 500
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance	38 801	12 500
Titres de participation, participations dans les entreprises liées et emplois assimilés	451	451
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location	6 107 317	5 830 999
Immobilisations incorporelles	218 790	194 459
Immobilisations corporelles	43 190	51 680
Total de l'Actif	16 637 748	16 892 698

BILAN AU 31/12/2021

en milliers de DH

PASSIF	31/12/2021	31/12/2020
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	3 615 104	4 725 129
. À vue	82 064	278 327
. À terme	3 533 040	4 446 801
Dépôts de la clientèle	3 069 252	3 340 157
. Comptes à vue créditeurs		
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme		
. Autres comptes créditeurs	3 069 252	3 340 157
Titres de créance émis	6 247 451	5 489 551
. Titres de créance négociables	6 247 451	5 489 551
. Emprunts obligataires		
. Autres titres émis		
Autres passifs	1 287 411	924 726
Provisions pour risques et charges	167 571	263 184
Provisions réglementées		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	506 042	506 327
Écart de réévaluation		
Primes liées au capital et réserves	1 117 612	1 317 612
Capital souscrit	113 180	113 180
moins capital non versé		
Report à nouveau (+/-)	212 833	346 425
Résultat net en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	301 291	-133 592
Total du Passif	16 637 748	16 892 698

COMPTES ANNUELS & RAPPORTS

COMPTES SOCIAUX

LES ENGAGEMENTS HORS BILAN AU 31/12/2021

en milliers de DH

HORS BILAN	31/12/2021	31/12/2020
Engagements donnés	307 730	298 883
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	307 730	298 883
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer		
Engagements reçus	2 698 000	1 798 000
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	2 698 000	1 798 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers		
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir		

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/2021

en milliers de DH

	31/12/2021	31/12/2020
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	2 946 333	2 757 498
Intérêts et produits assimilés des opérations avec les établissements de crédits	98	177
Intérêts et produits assimilés des opérations avec la clientèle	928 318	977 044
Intérêts et produits assimilés des titres de créance	10 418	6 506
Produits des titres de propriété	46 423	43 941
Produits des immobilisations en crédit-bail et en location	1 568 719	1 391 476
Commissions sur prestations de service	391 425	330 302
Autres produits bancaires	932	8 052
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 758 590	1 639 199
Intérêts et charges assimilées des opérations avec les établissements de crédits	139 529	180 762
Intérêts et charges assimilées des opérations avec la clientèle		
Intérêts et charges assimilés des titres de créance émis	175 016	168 315
Charges des immobilisations en crédit-bail et en location	1 424 608	1 274 357
Autres charges bancaires	19 438	15 765
PRODUITS NET BANCAIRE	1 187 743	1 118 299
PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	25 683	19 295
CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	519 036	489 917
Charges de personnel	207 576	212 256
Impôts et taxes	9 631	9 412
Charges externes	274 788	237 289
Autres charges d'exploitation		1
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	27 040	30 960
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCUPÉRABLES	921 837	931 189
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	625 016	587 056
Pertes sur créances irrécupérables	154 725	102 169
Autres dotations aux provisions	142 097	241 964
REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	610 382	210 867
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	348 232	194 368
Récupérations sur créances amorties	24 441	16 499
Autres reprises de provisions	237 710	
RÉSULTAT COURANT	382 935	-72 645
PRODUITS NON COURANTS	26 455	0
CHARGES NON COURANTES	7 873	12 901
RÉSULTAT NON COURANT	18 582	-12 901
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	401 518	-85 546
IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	100 226	48 046
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	301 291	-133 592

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

I - TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS

en milliers de DH

	31/12/2021	31/12/2020
+ Intérêts et produits assimilés	938 834	983 727
- Intérêts et charges assimilées	314 544	349 077
Marge sur intérêts	624 290	634 650
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 568 719	1 391 476
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 424 608	1 274 357
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	144 111	117 119
+ Commissions perçues	391 425	330 302
- Commissions servies	19 438	15 765
Marge sur commissions de prestations de service	371 987	314 537
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	932	8 052
+ Résultat des opérations sur titres de placement		
+ Résultat des opérations de change		
+ Résultat des opérations sur produits dérivés		
Résultat des opérations de marché	932	8 052
+ Divers autres produits bancaires	46 423	43 941
- Diverses autres charges bancaires		
PRODUIT NET BANCAIRE	1 187 743	1 118 299
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières		
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	25 683	19 295
- Autres charges d'exploitation non bancaire	-	-
- Charges générales d'exploitation	519 036	489 917
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	694 390	647 677
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	407 068	478 358
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-95 613	241 964
RÉSULTAT COURANT	382 935	-72 645
RÉSULTAT NON COURANT	18 582	-12 901
- Impôts sur les résultats	100 226	48 046
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	301 291	-133 592

II - CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT

en milliers de DH

	31/12/2021	31/12/2020
+ RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	301 291	-133 592
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	27 040	30 960
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	105 832	233 525
+ Dotations aux provisions réglementées		
+ Dotations non courantes		
- Reprises de provisions	233 525	
- Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		
+ Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		
- Plus-values de cession des immobilisations financières		
+ Moins-values de cession des immobilisations financières		
- Reprises de subventions d'investissement reçues		
+ CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	200 638	130 893
- Bénéfices distribués	199 999	-
+ AUTOFINANCEMENT	638	130 893

COMPTES ANNUELS & RAPPORTS

COMPTES SOCIAUX

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 31/12/2021

en milliers de DH

	31/12/2021	31/12/2020
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Produits sur opérations bancaires perçus	2 899 910	2 713 557
Récupérations sur créances amorties	24 441	16 499
Produits divers d'exploitation perçus	400 370	213 664
Charges sur opérations bancaires versées	-1 758 590	-1 639 199
Charges diverses d'exploitation payées	-787 613	-702 125
Charges générales d'exploitation payées	-519 036	-489 917
Impôts sur les résultats payés	-100 226	-48 046
Flux de trésorerie net provenant du compte de produits et charges	159 255	64 431
Variation des actifs d'exploitation		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés (hors liquidités)	91 540	-165 933
Créances sur la clientèle	424 628	-78 085
Titres de transaction et de placement (hors liquidités)		
Autres actifs	58 962	137 748
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-276 318	487 136
Variation des passifs d'exploitation		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-1 110 024	-805 524
Dépôts de la clientèle	-270 905	-511 716
Titres de créance émis	757 900	877 831
Autres passifs	362 685	-47 689
SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	38 468	-106 232
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	197 724	-41 801
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	-26 301	-
Produit des cessions d'immobilisations financières		
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Acquisition d'immobilisations financières		
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-15 841	-1 953
Intérêts reçus		
Dividendes reçus	46 423	43 941
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	4 281	41 988
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Subventions, fonds publics reçus		
Fonds spéciaux de garantie reçus		
ÉMISSION D'EMPRUNTS ET DE TITRES SUBORDONNÉS	-285	-238
ÉMISSION D'ACTIONS		
Remboursement des capitaux propres et assimilés		
Intérêts versés		
Dividendes versés	-199 999	-
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	-200 284	-238
VARIATION NETTE DES LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITÉS	1 721	-51
LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITÉS À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1 762	1 813
LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITÉS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	3 483	1 762

CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU 31/12/2021

en milliers de DH

CRÉANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2021	Total 31/12/2020
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
- Crédits de trésorerie						
- Comptes à vue débiteurs						
- Créances commerciales sur le Maroc						
- Créances à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie						
CRÉDITS À LA CONSOMMATION				8 931 350	8 931 350	9 147 267
CRÉDITS À L'ÉQUIPEMENT						
CRÉDITS IMMOBILIERS				943	943	1 406
AUTRES CRÉDITS				3	3	3
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR				34 760	34 760	40 294
CRÉANCES EN SOUFFRANCE(*)				420 496	420 496	623 210
- Créances pré-douteuses				251 434	251 434	355 711
- Créances douteuses				93 686	93 686	220 376
- Créances compromises				75 376	75 376	47 123
TOTAL				9 387 552	9 387 552	9 812 180

Commentaires :(*) Nettes des provisions & des agios réservés

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS AU 31/12/2021

en milliers de DH

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital % en	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
WAFACOMMUNICATION	COMMUNICATION	3 000	5,00%	150	150				
WAFASYSTEME DATA	FACILITE MANAGEMENT	1 500	0,07%	1	1				
THEMISCOURTAGE	COURTAGE EN ASSURANCE	300	100,00%	300	300	31/12/2021	52 068	49 800	78 199
				451	451				

COMPTES SOCIAUX

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE AU 31/12/2021

en milliers de DH

NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotations au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotations au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	9 102 533	2 962 389	2 801 117	9 263 806	1 341 070	2 936 961	95 823	38 034	219 528	6 107 317
CRÉDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CRÉDIT-BAIL MOBILIER	8 990 268	2 930 158	2 800 908	9 119 518	1 341 070	2 936 961	70 698	24 708	131 663	6 050 894
Crédit-bail mobilier en cours	79	-	79	-						-
Crédit-bail mobilier loué	8 588 520	2 814 499	2 800 829	8 602 190	1 316 337	2 551 307				6 050 883
Crédit-bail mobilier non loué après résiliation	401 669	115 659		517 327	24 733	385 654	70 698	24 708	131 663	11
CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER										
Crédit-bail immobilier en cours										
Crédit-bail immobilier loué										
Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
LOYERS COURUS À RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURÉS										
LOYERS IMPAYÉS	7 127	0	209	6 918	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 918
LOYERS EN SOUFFRANCE	105 139	32 232		137 371			25 125	13 326	87 865	49 505
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS À RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURÉS										
LOYERS IMPAYÉS										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	9 102 533	2 962 389	2 801 117	9 263 806	1 341 070	2 936 961	95 823	38 034	219 528	6 107 317

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 31/12/2021

en milliers de DH

DETTES	Établissements de crédit et assimilés au Maroc			Établissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CRÉDITEURS		82 064			82 064	278 327
VALEURS DONNÉES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
EMPRUNTS DE TRÉSORERIE		0			0	100 000
- au jour le jour						
- à terme		0			0	100 000
EMPRUNTS FINANCIERS		3 499 547			3 499 547	4 300 000
AUTRES DETTES						
INTÉRÊTS COURUS À PAYER		33 493			33 493	46 801
TOTAL		3 615 104			3 615 104	4 725 129

Commentaires :

PROVISIONS AU 31/12/2021

en milliers de DH

PROVISIONS	Encours 31/12/2020	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2021
PROVISIONS DÉDUITES DE L'ACTIF SUR:	1 608 176	625 016	348 232	-	1 884 960
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	1 560 148	599 891	334 906	6 947	1 832 080
Titres de placement					
Titres de participation et emplois assimilés					
Immobilisations en crédit-bail et en location	48 027	25 125	13 326	-6 947	52 879
Autres actifs					
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	263 184	142 097	237 710		167 571
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	233 525	105 832	233 525		105 832
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	29 659	36 265	4 184		61 739
Provisions réglementées					
TOTAL GÉNÉRAL	1 871 360	767 112	585 941		2 052 531

- Une dotation de provision de MMAD 106 sur les dossiers ayant fait l'objet de reports. Cette provision a été constituée selon une approche par segments : loueurs, commerçants et sociétés.
- Et une reprise de provision liée au report de MMAD 234 constatée en 2020.

ÉTAT DES DÉROGATIONS AU 31/12/2021

INDICATIONS DES DÉROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DÉROGATIONS	INFLUENCE DES DÉROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	En application de la décision du Comité de veille Économique, et après avis du Conseil National de la Comptabilité, WAFASALAF a opéré le report de la dotation aux amortissements sur les biens donnés en crédits-bail.	Le traitement consiste à procéder à une suspension des dotations aux amortissements des biens donnés en crédit-bail sur la durée du moratoire pour les dossiers ayant fait l'objet de suspension.
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation		
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de Synthèse	NÉANT	

DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS AU 31/12/2021

en milliers de DH

RUBRIQUE	31/12/2021	31/12/2020	COMMENTAIRE
Instruments optionnels			
Opérations diverses sur titres(débiteur)			
Sommes réglées à récupérer auprès des émetteurs			
Autres comptes de règlement relatif aux opérations sur titres			
Débiteurs divers	301 969	214 060	
- Sommes dues par l'État	141 849	139 901	
- Sommes dues par les organismes de prévoyance			
- Sommes diverses dues par le personnel	1 265	1 334	
- Comptes clients de prestations non bancaire			
- Divers autres débiteurs	158 855	72 826	
Valeurs et emplois divers	471	542	
- Valeurs et emplois divers	471	542	
Comptes d'ajustement de hors bilan(débiteur)			
Comptes d'écart sur devises et titres(débiteur)			
Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées			
Pertes à étaler sur opérations de couvertures dénouées			
Charges à répartir sur plusieurs exercices	7 215	6 968	
"Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (débiteur)"			
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	77 345	195 735	
- Produits à recevoir	74 830	194 112	
- Charges constatées d'avance	2 515	1 624	
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	20 279	48 937	
Créances en souffrance sur opérations diverses			
Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses			
TOTAL	407 280	466 242	

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RÉSIDUELLE AU 31/12/2021

en milliers de DH

	D≤1 mois	1 mois <D≤3 mois	3 mois <D≤1 an	1 an <D≤5 ans	D> 5 ans	TOTAL
ACTIF	941 876	941 876	3 113 308	9 125 696	1 428 067	16 041 395
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	430 885					430 885
Créances sur la clientèle	977 038	416 070	1 659 249	5 096 371	1 238 823	9 387 552
Titres de créance						
Créances subordonnées						
Crédit-bail et assimilé(*)	24 524	525 806	1 454 059	4 029 325	189 244	6 222 957
TOTAL	1 432 448	941 876	3 113 308	9 125 696	1 428 067	16 041 395
PASSIF			227 760	2 700 000		3 615 104
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés			525 288	2 053 378	161 132	3 069 252
Dettes envers la clientèle			1 397 409	4 815 000		6 247 451
Titres de créance émis			6 042	500 000		506 042
Emprunts subordonnés			2 156 499	10 068 378	161 132	13 437 850
TOTAL	299 407	752 433	2 156 499	10 068 378	161 132	13 437 850

Commentaires :

* Encours financier

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE AU 31/12/2021

en milliers de DH

DÉPÔTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2021	Total 31/12/2020
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES À VUE CRÉDITEURS						
COMPTES D'ÉPARGNE						
DÉPÔTS À TERME						
AUTRES COMPTES CRÉDITEURS				3 069 252	3 069 252	3 340 157
INTÉRÊTS COURUS À PAYER						
TOTAL				3 069 252	3 069 252	3 340 157

Commentaires :

CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2021

en milliers de DH

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2020	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2021
Écarts de réévaluation				
Réserves et primes liées au capital	1 317 612	-199 999		1 117 612
Réserve légale	11 318			11 318
Autres réserves (*)	1 269 151	-199 999		1 069 152
Primes d'émission, de fusion et d'apport	37 143			37 143
Capital	113 180			113 180
Capital appelé	113 180			113 180
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires. Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	346 425	-133 592		212 833
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)				
Résultat net de l'exercice (+/-)	-133 592	133 592	301 291	301 291
TOTAL GÉNÉRAL	1 643 624	-199 999	301 291	1 744 916
Dividendes distribués		199 999		

Commentaires :

AFFECTATION DES RÉSULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE AU 31/12/2021

en milliers de DH

	Montants		Montants
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
Décision de l'AGO du 31 mai 2021 et l'AGE du 17 décembre 2021			
Report à nouveau	346 425	Réserves réglementées	
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	199 999
Résultat net de l'exercice	-133 592	Réserve extraordinaire	-
Prélèvements sur les bénéfices		Report à nouveau	212 833
Autres prélèvements	199 999		
TOTAL A	412 832	TOTAL B	412 832

COMPTES SOCIAUX

RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES AU 31/12/2021

en milliers de DH

	Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2019
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS (y compris résultat net de l'ex.)	1 744 916	1 643 624	1 777 216
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	1 187 743	1 118 299	1 162 800
2- Résultat avant impôts	401 518	-85 546	521 415
3- Impôts sur les résultats	100 226	48 046	184 160
4- Bénéfices distribués	-	-	300 000
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instances d'affectation)	-133 592	337 255	15 340
RÉSULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	266	-118	298
Bénéfice distribué par action ou part sociale	-	-	265
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	207 576	212 256	180 288
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	902	851	796

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS AU 31/12/2021

en milliers de DH

RUBRIQUE	31/12/2021	31/12/2020
Instruments optionnels vendus		
Comptes de règlement d'opérations sur titres		
Dettes sur titres		
Versement à effectuer sur titres non libérés		
Provisions pour service financier aux émetteurs		
Sommes réglées par la clientèle à reverser aux émetteurs		
Créditeurs divers	611 882	351 519
- Sommes dues à l'État	264 659	132 505
- Sommes dues aux organismes de prévoyance	13 802	11 729
- Sommes diverses dues aux actionnaires et associés.	794	1 794
- Sommes dues au personnel	2 721	1 751
- Fournisseurs de biens et service	187 700	116 497
- Divers autres Créditeurs	142 206	87 243
Comptes d'ajustement de hors bilan		
Comptes d'écart sur devises et titres		
Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées		
Gains à étaler sur opérations de couvertures dénouées		
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (créditeur)		
Comptes de régularisation	675 530	573 207
TOTAL	1 287 411	924 726

DETTES SUBORDONNÉES AU 31/12/2021

en milliers de DH

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours (1)	Taux	Durée (2)	Condition de remboursement anticipé, subordination et convertibilité (3)	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (ou contre-valeur en DH)	dont entreprises liées		dont autres apparentés	
							Montant N (en contre-valeur DH)	Montant N-1 (en contre-valeur DH)	Montant N (en contre-valeur DH)	Montant N-1 (en contre-valeur DH)
MAD	167 000		3,95%	7 ans	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE	167 000				
MAD	83 000		2,35%	7 ans	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE	83 000				
MAD	167 000		3,45%	7 ans	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE	167 000				
MAD	83 000		2,13%	7 ans	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE	83 000				
TOTAL	500 000					500 000			-	-

(1) cours BAM au 31/12/N

(2) éventuellement indéterminée

(3) se référer au contrat de dettes subordonnées

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 31/12/2021

en milliers de DH

CRÉANCES	Bank Al Maghrib, Trésor public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Établissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020
COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	2 370	416 536			418 906	508 993
VALEURS REÇUES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
PRÊTS DE TRÉSORERIE						
- à terme						
- au jour le jour						
PRÊTS FINANCIERS						
AUTRES CRÉANCES		14 349			14 349	14 419
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR						
CRÉANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	2 370	430 885			433 255	523 411

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSION OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS AU 31/12/2021

en milliers de DH

DATE DE CESSION OU RETRAIT	COMPTE PRINCIPAL	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULÉS	VALEUR NETTE AMORTISSEMENT	PRODUIT DE CESSION	PLUS VALUES	MOINS VALUES
janv-21	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	210 743	111 031	99 712	99 253	680	1 139
févr-21	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	207 950	110 584	97 366	96 705	571	1 232
mars-21	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	181 457	95 932	85 525	85 154	851	1 222
avr-21	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	163 894	88 053	75 841	75 303	604	1 141
mai-21	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	180 402	96 752	83 650	83 269	703	1 083
juin-21	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	193 431	103 084	90 348	89 417	480	1 412
juil-21	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	161 913	87 878	74 035	73 725	521	832
août-21	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	165 967	88 376	77 591	77 139	602	1 054
sept-21	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	163 353	88 266	75 086	74 593	698	1 191
oct-21	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	157 473	85 923	71 550	71 490	917	977
nov-21	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	159 672	86 322	73 350	72 981	868	1 237
déc-21	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	854 573	479 227	375 346	374 424	716	1 638
		2800829	1 521 430	1 279 399	1 273 453	8 211	14 157

MARGE D'INTÉRÊT AU 31/12/2021

en milliers de DH

MARGE D'INTÉRÊT	31/12/2021	31/12/2020
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit (a)	98	177
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit (b)	139 529	180 762
=Marge d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit (1)	-139 430	-180 584
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle (a)	928 318	977 044
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle (b)		
=Marge d'intérêts sur opérations avec la clientèle (2)	928 318	977 044
+ Intérêts et produits assimilés sur titres de créance (a)	10 418	6 506
- Intérêts et charges assimilées sur titres de créance (b)	175 016	168 315
=Marge d'intérêts sur titres de créance (3)	-164 598	-161 810
MARGE D'INTÉRÊT = (1)+(2)+(3)	624 290	634 650
+ Produits sur opérations de crédit-bail et de location (a)	1 568 719	1 391 476
- Charges sur opérations de crédit-bail et de location (b)	1 424 608	1 274 357
=Marge sur opérations de crédit-bail et de location (4)	144 111	117 119
MARGE TOTALE D'INTÉRÊT = (1)+(2)+(3)+(4)	768 401	751 769

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ AU 31/12/2021

en milliers de DH

RUBRIQUE	31/12/2021	31/12/2020
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	NÉANT	
PRODUITS SUR ENGAGEMENT SUR TITRES		
COMMISSIONS DE PLACEMENT SUR LE MARCHÉ PRIMAIRE		
COMMISSIONS DE GARANTIE SUR LE MARCHÉ PRIMAIRE		
GAINS SUR ENGAGEMENTS SUR TITRES		
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
AUTRES CHARGES SUR PRESTATIONS DE SERVICE		
COMMISSIONS SUR ACHATS ET VENTES DE TITRES		
COMMISSIONS SUR DROITS DE GARDE DE TITRES		
COMMISSIONS ET COURTAGES SUR OPÉRATIONS DE MARCHÉ		
AUTRES CHARGES SUR OPÉRATIONS SUR TITRES		
PRODUIT NET BANCAIRE		

COMMISSIONS REÇUES ET VERSÉES AU 31/12/2021

en milliers de DH

RUBRIQUE	COMMISSIONS 31/12/2021		COMMISSIONS 31/12/2020		COMMENTAIRE
	E. CRÉDIT	CLIENTÈLE	E. CRÉDIT	CLIENTÈLE	
COMMISSIONS REÇUES	209 669	181 755	180 742	149 560	
Commissions sur fonctionnement de compte					
Commissions sur moyens de paiement					
Commissions sur opérations de titres					
Commissions sur titres en gestion/en dépôt					
Commissions sur prestations de service sur crédit		180 517		148 194	
Produits sur activités de conseil et d'assistance					
Autres produits sur prestations de service	209 669	1 238	180 742	1 366	
Commissions sur moyens de paiement					
Commissions de placement sur le marché primaire					
Commissions de garantie sur le marché primaire					
Commissions sur produits dérivés					
Commissions sur opérations de change virement					
Commissions sur opérations de change billet					
COMMISSIONS VERSÉES	19 438		15 765		
Charges sur moyens de paiement	16 884		11 204		
Commissions sur achat et vente de titres					
Commissions sur droits de garde de titres	2 554		4 562		
Commissions et courtages sur opérations de marché					
Commissions sur engagements sur titres					
Commissions sur produits dérivés					
Commissions sur opérations de change virement					
Commissions sur opérations de change billets					

COMPTES ANNUELS & RAPPORTS

COMPTES SOCIAUX

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION AU 31/12/2021

RUBRIQUE	31/12/2021	31/12/2020	COMMENTAIRE
Charges de personnel	207 576	212 256	
Salaires et appointements	105 124	98 722	
Primes et Gratifications	53 245	52 725	
Autres rémunérations du personnel			
Charges d'assurances sociales	29 447	28 193	
Charges de retraite	10 943	10 392	
Charges de formation	1 117	504	
Autres charges de personnel	7 700	21 721	
Impôts et taxes	9 631	9 412	
Taxe urbaine et taxe d'édilité	1 155	1 155	
Patente	8 120	7 924	
Taxes locales	317	317	
Droits d'enregistrement	35	12	
Timbres fiscaux et formules timbrées	4	4	
Taxes sur les véhicules			
Autres impôts et taxes, droits assimilés			
Charges externe	196 303	168 080	
Loyers de crédit-bail			
Loyers de location simple	27 291	26 789	
Frais d'entretien et de réparation	36 724	34 080	
Rémunération du personnel intérimaire	7 115	6 760	
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	123 480	98 692	
Primes d'assurance	208	208	
Frais d'actes et de contentieux			
Frais électricité, eau, chauffage et combustible	1 485	1 550	
Autres charges extérieurs	78 485	69 210	
Transport et déplacement	11 044	11 033	
Mission et réception	245	515	
Publicité, publication et relations publiques	24 153	21 660	
Frais postaux & de télécommunication	18 949	17 808	
Frais de recherche et de documentation	10 479	8 012	
Frais de conseil et d'assemblée	620	750	
Dons et cotisations	3 703	888	
Fournitures de bureau et imprimés	1 359	1 090	
Autres charges externes	7 933	7 453	
Autres charges d'exploitation	-	1	
Frais préliminaires	0	1	
Frais d'acquisition d'immobilisation			
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices			
Pénalités et délits			
Rappels d'impôts autres qu'impôts sur les résultats			
Dons libéralités et lots			
Subventions d'investissement et d'exploitation accordées			
Charges générales d'exploitation des exercices antérieurs			
Diverses autres charges générales d'exploitation			
Dotations aux amortissement et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	27 040	30 960	
Immobilisations incorporelles d'exploitation	13 653	16 470	
Immobilisations incorporelles hors exploitation			
Immobilisations corporelles d'exploitation	13 387	14 490	
Immobilisations corporelles hors exploitation			
Prov.p/immobilisations incorporelles d'exploitation			
Prov.p/immobilisations incorporelles hors exploitation			
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles d'exploitation			
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles hors exploitation			
Commentaires :			

AUTRES PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/2021

en milliers de DH

RUBRIQUE	31/12/2021	31/12/2020	COMMENTAIRE
Autres produits bancaires	10 418	6 506	
Divers autres produits bancaires	10 418	6 506	
Quote-part sur opérations bancaires faite en commun			
Produits des exercices antérieurs			
Divers autres produits bancaires	10 418	6 506	
Reprise de provisions pour dépréciation des titres de placement			
Autres charges bancaires	19 438	15 765	
Charges sur titres de propriété			
Frais d'émission des emprunts			
Autres charges sur opérations sur titres	2 554	4 562	
Autres charges sur prestations de services			
Autres charges bancaires	16 884	11 204	
Quote-part sur opérations d'exploitation bancaires			
Cotisation au fonds de garantie des déposants			
Produits rétrocédés			
Charges des exercices antérieurs			
Divers autres charges bancaires	16 884	11 204	
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement			
Produits d'exploitation non bancaires	25 683	19 295	
Produits sur valeurs et emplois assimilés			
Plus-values de cession sur immobilisations financières			
Plus-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles			
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même			
Produits accessoires	25 683	19 295	
Subventions reçues			
Autres produits d'exploitation non bancaires			
Charges d'exploitation non bancaires			
Charges sur valeurs et emplois assimilés			
Moins-values de cession sur immobilisations financières			
Moins-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles			
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	625 016	587 056	
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur établissements de crédit et assimilés	625 016	587 056	
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur clientèle			
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur titres de placement			
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur valeurs immobilisées			
Dotations aux provisions pour autres créances en souffrances			
Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature			
Pertes sur créances irrécouvrables	154 725	102 169	
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	154 725	102 169	
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions			
Autres dotations aux provisions	142 097	241 964	
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières			
Dotations aux provisions pour dépréciations des autres risques et charges	36 265	8 439	
Dotations aux provisions réglementées			
Dotations aux autres provisions	105 832	233 525	
Reprises de provisions pour créances en souffrance	348 232	194 368	
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les établissements crédit et assimilés			
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur la clientèle	348 232	194 368	
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les titres de placement			
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur valeurs immobilisées			
Reprises de provisions pour autres créances en souffrance			
Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature			
Récupération sur créances amorties	24 441	16 499	
Autres reprises de provisions	233 525	-	
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières			
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles			
Reprises de provisions pour autres risques et charges			
Reprises de provisions réglementées			
Reprises de provisions	233 525	-	
Produits non courants	26 455	0	
Reprises non courantes des amortissements			
Reprises non courantes des provisions			
Autres produits non courants	26 455	0	
Charges non courantes			
Dotations non courantes aux amortissements			
Dotations non courantes aux provisions			
Autres charges non courantes	7 873	12 901	
Commentaires :			

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS AU 31/12/2021

en milliers de DH

IDEtermination du résultat	MONTANT
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges (+ ou -)	382 935
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	145 624
. Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	284 133
. Résultat courant théoriquement imposable (=)	244 427
. Impôt théorique sur résultat courant (-)	90 438
. Résultat courant après impôts (=)	292 497
II. INDICATIONS DU RÉGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYÉS PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES SPÉCIFIQUES	
NÉANT	

DÉTAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE AU 31/12/2021

en milliers de DH

NATURE	Solde au début de l'exercice1	Opérations comptables de l'exercice 2	Déclarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collectée	101 515	750 344	681 705	170 154
B. TVA à récupérer	110 523	663 699	642 402	131 820
. Sur charges	20 546	69 904	73 487	16 963
. Sur immobilisations	89 977	593 795	568 915	114 857
C. TVA due ou crédit de TVA = (A-B)	-9 008	86 645	39 303	38 334

RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31/12/2021

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Montant
		Exercice précédent	Exercice actuel	
Montant du capital en actions				1 132
Valeur nominale des titres				100 DH
ATTIJARIWAFABANK	2, Bd Moulay Youssef, Casablanca	576	576	57 619
Crédit Agricole Consommation Finance (CACF)	91038, rue du bois sauvage, Evry Cedex, Paris, France	555	555	55 458
M. Boukber JAI	6, Rue TIZINTCHIKA, Long Champ, Casablanca	0,01	0,00	0
M. Ahmed Ismail DOUIRI	10, lot Dawliz avenue de Nice, Casablanca	0,01	0,01	1
M. Rachid KETTANI	2, Bd Moulay Youssef, Casablanca	0,00	0,01	1
M. Mohamed El KETTANI	2, Bd Moulay Youssef, Casablanca	0,01	0,01	1
M. Omar BOUNJOU	Rue 8, villa n° 22 Bagatel Polo, Casablanca	0,01	0,01	1
M. Abdelhakim BOUABID	91038, rue du bois sauvage, Evry Cedex, Paris, France	0,001	0,000	0,0
M. Jacques FENWICK	91038, rue du bois sauvage, Evry Cedex, Paris, France	0,001	0,000	0,0
M. Sebastien CHAMBARD	91038, rue du bois sauvage, Evry Cedex, Paris, France	0,001	0,000	0,0
M. Stéphane PRIAMI	91038, rue du bois sauvage, Evry Cedex, Paris, France	0,000	0,001	0,1
M. Gilbert RANOUX	91038, rue du bois sauvage, Evry Cedex, Paris, France	0,000	0,001	0,1
Mme Cécile GUIMARD	91038, rue du bois sauvage, Evry Cedex, Paris, France	0,000	0,001	0,1
Divers petits porteurs	Diverses adresses	0,987	0,987	98,7
Total		1 132	1 132	113 180

DATATION ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU 31/12/2021

Dates	Indications des événements
I. DATATION	
. Date de clôture (1) 31/12/2021	
. Date d'établissement des états de synthèse (2) 15/01/2022	
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.	
II. ÉVÉNEMENTS NÉS POSTÉRIEUREMENT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES À CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1^{ÈRE} COMMUNICATION EXTERNE DES ÉTATS DE SYNTHÈSE	
	. Favorables : NÉANT
	. Défavorables :

EFFECTIFS AU 31/12/2021

EFFECTIFS	31/12/2021	31/12/2020
Effectifs rémunérés	902	851
Effectifs utilisés	902	851
Effectifs équivalent plein temps		
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)		
Cadres (équivalent plein temps)	392	367
Employés (équivalent plein temps)	510	484
dont effectifs employés à l'étranger		

TITRES ET AUTRES ACTIFS GÉRÉS OU EN DÉPÔTS AU 31/12/2021

en milliers de DH

TITRES	Nombre de comptes		Montants en milliers de DH	
	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2020
Titres dont l'établissement est dépositaire				
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire				
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				
NÉANT				

RÉSEAU AU 31/12/2021

en milliers de DH

RÉSEAU	31/12/2021	31/12/2020
Guichets permanents (AGENCES & BUREAUX)	44	44
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		

COMPTES DE LA CLIENTÈLE AU 31/12/2021

COMPTES	31/12/2021	31/12/2020
Comptes courants		
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger		
Autres comptes chèques		
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne		
Comptes à terme		
Bons de caisse		
Autres comptes de dépôts	3 069 252	3 340 157

COMPTES ANNUELS & RAPPORTS

COMPTES SOCIAUX

TITRES DE CRÉANCES ÉMIS AU 31/12/2021

en milliers de DH

NATURE DES TITRES	MONTANT	TAUX	DURÉE EN MOIS	CONDITIONS DE REMBOURSEMENT	dont autres apparentés	
					2021	2020
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	200 000	3,30%	61	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	200 000	3,28%	61	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	350 000	3,28%	61	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	200 000	3,15%	61	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	100 000	3,13%	61	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	300 000	3,02%	61	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	200 000	2,79%	37	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	200 000	3,04%	61	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	100 000	2,79%	37	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	250 000	2,79%	37	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	150 000	2,88%	61	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	300 000	2,92%	61	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	150 000	2,71%	24	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	400 000	3,08%	61	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	250 000	2,71%	24	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	100 000	3,05%	61	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	225 000	2,16%	24	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	100 000	2,54%	61	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	350 000	2,20%	24	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	150 000	2,59%	61	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	450 000	2,15%	24	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	190 000	2,55%	61	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	100 000	1,98%	24	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	200 000	2,41%	61	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	200 000	2,45%	61	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	200 000	2,49%	61	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	300 000	2,10%	24	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	250 000	2,07%	24	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
EMPRUNT OBLIGATAIRE SUBORDONNE	167 000	3,95%	85	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
EMPRUNT OBLIGATAIRE SUBORDONNE	83 000	2,35%	85	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
EMPRUNT OBLIGATAIRE SUBORDONNE	167 000	3,45%	85	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
EMPRUNT OBLIGATAIRE SUBORDONNE	83 000	2,13%	85	RÈGLEMENT INTÉRÊTS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
TOTAL	6 665 000					

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE AU 31/12/2021

en milliers de DH

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubrique de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées Autres titres Hypothèques Autres valeurs et sûretés réelles			NÉANT
TOTAL			
Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubrique du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées Autres titres Hypothèques Autres valeurs et sûretés réelles			NÉANT
TOTAL			

Commentaires :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 31/12/2021

en milliers de DH

IMMOBILISATIONS	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	454 334	41 971	3 962	492 343	259 875	13 653	-	273 553	218 790
Droit au bail	144 395			144 395					144 395
Immobilisations en recherche et développement	12 012	1 685	3 962	9 735					9 735
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	297 928	40 285	-	338 213	259 875	13 653	-	273 553	64 660
Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	338 840	4 945		343 785	287 160	13 387		300 595	43 190
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	25 144	-		25 144	18 982	728		19 709	5 435
Terrain d'exploitation	1 043			1 043					1 043
Immeubles d'exploitation. Bureaux	24 101	24 101	24 101	24 101	18 982	728		19 709	4 392
Immeubles d'exploitation. Logements de fonction									
MOBILIER ET MATÉRIEL D'EXPLOITATION	154 116	1 634		155 750	134 931	5 620		140 551	15 199
Mobilier de bureau d'exploitation	32 164	102		32 266	26 212	1 151		27 363	4 902
Matériel de bureau d'exploitation	7 224	15		7 239	7 202	21		7 223	16
Matériel Informatique & télécom	113 638	1 517		115 155	100 448	4 438		104 886	10 270
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	1 090	-		1 090	1 069	10		1 079	11
Autres matériels d'exploitation									
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	156 293	3 311		159 604	133 248	7 039		140 335	19 269
IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	3 287	-		3 287					3 287
Terrains hors exploitation									
Immeubles hors exploitation	1 817			1 817					1 817
Mobilier et matériel hors exploitation	587			587					587
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	883			883					883
TOTAL	793 174	46 916	3 962	836 128	547 035	27 040	-	574 148	261 980

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES AU 31/12/2021

INDICATION DES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES PAR L'ÉTABLISSEMENT	
I- ACTIF IMMOBILISÉ - A - ÉVALUATION À L'ENTRÉE	
NATURE	DESCRIPTION
1- Immobilisations données en crédit-bail	La valeur d'entrée est constituée par le coût de revient de l'immobilisation.
2- Immobilisations en non valeurs	La valeur d'entrée est constituée par le coût de revient de l'immobilisation.
3- Immobilisations incorporelles	La valeur d'entrée est constituée par le coût de revient de l'immobilisation.
4- Immobilisations corporelles	Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.
5- Immobilisations financières	Sont portées dans ce poste de bilan, les sommes payées pour l'acquisition des titres de participation, ainsi que pour les dépôts et cautionnements.
I- ACTIF IMMOBILISÉ - B - CORRECTIONS DE VALEURS	
NATURE	DESCRIPTION
1- Méthodes d'amortissements	Les méthodes d'amortissement pratiquées sont les méthodes prévues par les règles fiscales en vigueur pour chaque catégorie d'immobilisation
2- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
3- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Actif	Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.
II- ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie) - A - ÉVALUATION À L'ENTRÉE	
NATURE	DESCRIPTION
1- Stocks	La méthode d'évaluation du Stock à la fin d'exercice est la méthode du premier entrée, premier sorti (FIFO).
2- Créances	Les créances sont inscrites en comptabilité pour leur montant nominal. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement en application de la circulaire n° 19/G/2002 de BANK AL MAGHREB (*).
3- Titres et valeurs de placement	Les titres et valeurs de placement sont estimés à la date de clôture au cours de la valeur à la date de fin d'exercice.
II- ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie) - B - CORRECTIONS DE VALEURS	
NATURE	DESCRIPTION
1- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
2- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Actif	Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.
III- FINANCEMENT PERMANENT	
NATURE	DESCRIPTION
1- Méthodes de réévaluation	Les capitaux propres et dettes de financement sont inscrites à leur valeur nominale.
2- Méthodes d'évaluation des provisions réglementées	Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
3- Dettes de financement permanent	Les dettes de financement sont inscrites en comptabilité pour leur montant nominal.
4- Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges	Une provision pour risques et charges est constituée pour faire face à la charge future ou au risque créés au cours de l'exercice.
5- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Passif	Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.
IV- PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)	
NATURE	DESCRIPTION
1- Dettes du passif circulant	Les dettes du passif circulant sont inscrites pour leur montant nominal.
2- Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges	Une provision pour risques et charges est constituée pour faire face à la charge future ou au risque créés au cours de l'exercice.
3- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Passif	Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.
V- TRÉSORERIE	
NATURE	DESCRIPTION
1- Trésorerie - Actif	La trésorerie est comptabilisée à la date de son engagement. La société utilise le rapprochement bancaire pour rapprocher ses soldes comptables aux soldes bancaires.
2- Trésorerie - Passif	La trésorerie est comptabilisée à la date de son engagement. La société utilise le rapprochement bancaire pour rapprocher ses soldes comptables aux soldes bancaires.
3- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

(*) Créances en souffrance sur la clientèle

A- Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur. Les principales dispositions appliquées se résument comme suit : souffrances sont, selon le degré de risque, classées en créances préjudiciables, douteuses ou compromises. Les créances en souffrances sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :

- 20% pour les créances préjudiciables ;
- 50% pour les créances douteuses ;
- 100% pour les créances compromises.

Les provisions affectées relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.

B- Dès que le déclassement des créances en souffrance, les intérêts sur créances ne sont plus décomptés et comptabilisés, ils sont constatés en produits à leur encaissement.

C- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupération des créances en souffrance sont jugées nulles.

D- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrances ont connus une évolution favorable : remboursement effectifs (total ou partiel) de la créance ou une restructuration de la créance avec un remboursement partiel de la créance.

Rapports des Commissaires aux Comptes



37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050, Casablanca
Maroc



7, Boulevard Driss Slaoui
20160 Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de la société
WAFASALAF S.A.

72, Angle Bd Abdelmoumen et Rue Ram Allah
Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société WAFASALAF S.A., qui comprennent le bilan au 31 décembre 2021, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KMAD 2.250.958 dont un bénéfice net de KMAD 301.291. Ces états ont été arrêtés par le directoire en date du 10 mars 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société WAFASALAF S.A. au 31 décembre 2021, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société WAFASALAF S.A conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

RISQUE DE CREDIT ET PROVISIONNEMENT DES CRÉDITS À LA CLIENTÈLE ET DES IMMOBILISATION DONNEES EN LOA

Description du point clé de l'audit

Les crédits à la clientèle et les immobilisations données en LOA sont porteurs d'un risque de crédit qui expose Wafasalaf à une perte potentielle si les clients ou les contreparties s'avèrent incapables de faire face à leurs engagements financiers. Wafasalaf constitue des provisions destinées à couvrir ce risque.

Ces provisions sont déterminées en application des principes du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) et notamment selon les dispositions de la circulaire 19/G/2002 de Bank Al Maghrib relative à la classification des créances et à leur couverture par les provisions.

L'évaluation des provisions en couverture des créances requiert de :

- Classer les encours de créances en créances saines et créances en souffrance.
- Evaluer le montant des provisions en fonction des différentes catégories de classification des créances.

Par ailleurs, au 31 décembre 2021, en sus des règles issues de la circulaire de Bank-Al-Maghrib historiquement appliquées, Wafasalaf a également constitué une provision prospective en anticipation de pertes attendues liées aux impacts de la crise Covid-19.

Les informations concernant les règles de classification et de provisionnement des créances sont présentées dans l'état «PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES» et l'état «PROVISIONS» de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC).

Au 31 décembre 2021, les créances à la clientèle nettes et les immobilisations données en LOA nettes s'élèvent respectivement à MMAD 9.388 et MMAD 6.107. Le montant total des provisions constituées selon les règles de la circulaire 19/G/2002 de Bank-Al-Maghrib s'élève à MMAD 1.885. Celui relatif à la provision constituée relative aux impacts de la crise Covid-19 s'élève à MMAD 106.

Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit relatif aux créances sur la clientèle et aux immobilisations données en LOA ainsi que l'évaluation des provisions y afférentes constituaient un point clé de l'audit, ces éléments présentant des montants significatifs et faisant appel pour certains aspects au jugement et aux estimations de la direction.

Notre approche d'audit

Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne de Wafasalaf et examiné les contrôles clés relatifs à la classification des créances et à l'évaluation des provisions y afférentes.

Sur les aspects de classification et de provisionnement des créances, nos travaux d'audit ont notamment consisté à :

- étudier la conformité au PCEC et notamment à la circulaire 19/G/2002 de Bank Al Maghrib des principes mis en œuvre par la société ; en termes de règles de déclassement et de provisionnement ;
- prendre connaissance et apprécier la démarche retenue pour l'estimation de la provision prospective constituée en anticipation de pertes attendues liées aux impacts de la crise Covid-19 ;
- vérifier le calcul des provisions pour créances en souffrance en application des règles mises en place.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation des états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celle-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la Gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la Gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Directoire destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 26 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG


ERNST & YOUNG
S.A.R.L.
37, Boulevard Abdellatif Ben Kaddour
CASABLANCA
Tél : (212) 522 95 79 00 - Fax : (212) 522 39 02 26
Abdeslam BERRADA ALLAM
Associé

FIDAROC GRANT THORNTON


FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca
Tél : 05 22 54 48 00 - Fax : 05 22 29 66 70
Faïçal MEKOUAR
Associé



37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050, Casablanca
Maroc



7, Boulevard Driss Slaoui
20160 Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de la société
WAFASALAF S.A.
72, Angle Bd Abdelmoumen et Rue Ram Allah
Casablanca

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société WAFASALAF et sa filiale (Groupe WAFASALAF), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2021, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états sont préparés en appliquant pour la première fois les principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS applicables au 31 décembre 2021, tels que décrits dans les notes annexes. Ils comprennent à titre comparatif les données relatives à l'exercice 2020 retraitées selon les mêmes règles. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 1.693.525, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 333.926. Ces états ont été arrêtés par le directoire le 10 mars 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie du Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du Groupe WAFASALAF au 31 décembre 2021, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidée pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Risque de crédit et dépréciations sur les portefeuilles de prêts à la clientèle

Description du point clé de l'audit

Les prêts et créances à la clientèle sont porteurs d'un risque de crédit qui expose le groupe WAFASALAF à une perte potentielle si les clients ou les contreparties s'avèrent incapables de faire face à leurs engagements financiers. Le groupe constitue des provisions destinées à couvrir ce risque. Ces dépréciations sont évaluées sur la base des dispositions de la norme IFRS 9 – Instruments financiers.

L'évaluation des pertes de crédit attendues sur les encours à la clientèle requiert l'exercice du jugement de la part de la Direction, notamment pour :

- déterminer les critères de classement des encours en Bucket 1, Bucket 2 et Bucket 3,
- estimer les pertes attendues en fonction du Bucket,

Les informations qualitatives concernant les modalités d'évaluation et de comptabilisation des pertes de crédit attendues sont détaillées dans la note « Normes et principes comptables appliqués par le Groupe » de l'annexe aux comptes consolidés.

Au 31 décembre 2021, le montant brut des encours de prêts à la clientèle exposés au risque de crédit s'élève à MMAD 17.246 ; le montant total des dépréciations s'élève à MMAD 2.171.

Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des dépréciations constituent un point clé de l'audit, ces éléments faisant appel au jugement et aux estimations de la direction, en particulier dans le contexte d'incertitude lié à la crise sanitaire.

Notre approche d'audit

Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne du groupe WAFASALAF, et testé les contrôles clés relatifs à l'appréciation du risque de crédit et à l'évaluation des pertes attendues.

Nous avons concentré nos travaux sur les encours et portefeuilles de prêts à la clientèle les plus significatifs.

Concernant le calcul des dépréciations, nous avons notamment :

- Étudié la conformité de la norme IFRS 9 mise en œuvre,
- Rapproché les données issues des outils de calcul avec la comptabilité,
- Vérifié le calcul des dépréciations, sur la base d'un échantillon,
- Apprécie le bien fondé des hypothèses et paramètres utilisés pour l'estimation des pertes de crédit attendues.

Nous avons enfin examiné l'information donnée en annexe des comptes consolidés au titre du risque de crédit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états de synthèse consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états de synthèse consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 26 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG


ERNST & YOUNG
S.A.R.L.
37 Boulevard Abdellatif Ben Kaddour
CASABLANCA
Tél : (212) 522 95 79 00 - Fax : (212) 522 39 02 26
Abdeslam BERRADA ALLAM
Associé

FIDAROC GRANT THORNTON


FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca
Tél : 05 22 54 48 00 - Fax : 05 22 29 66 70
Faïçal MEKOUAR
Associé



37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050, Casablanca
Maroc



7, Boulevard Driss Slaoui
20160 Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de la société

WAFASALAF S.A.

72, Angle Bd Abdelmoumen et Rue Ram Allah
Casablanca

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées conformément aux dispositions des articles 95 à 97 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-05 et son décret d'application et la loi 78-12.

Il nous appartient de vous présenter les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées par le Président du Conseil de surveillance ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon la loi ci-dessus, de vous prononcer sur leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard des normes de la profession au Maroc. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été communiquées avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE 2021

Le Président de votre Conseil de Surveillance ne nous a donné avis d'aucune convention nouvelle conclue au cours de l'exercice 2021.

2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE 2021

2.1. Convention de partenariat commercial entre Wafasalaf et Wafacash

Personnes concernées : Attijariwafa Bank est actionnaire commun de Wafacash et Wafasalaf.

Nature et objet de la convention : Cette convention a pour objet de commercialiser les produits de financement de Wafasalaf notamment le prêt personnel à travers le réseau de Wafacash.

Date de conclusion : 19 septembre 2019

Modalités de rémunérations :

En contrepartie de sa prestation de gestion, Wafasalaf verse à Wafacash une rémunération fixe de 2.5% HT du montant financé net hors complément de crédit.

Montant comptabilisé en charge au titre de l'exercice 2021 : MAD 2.195.887,23 (H.T.)

Montant décaissé au cours de l'exercice 2021 : MAD 2.016.105,14 (H.T.C.)

2.2. Convention de gestion de l'activité de crédit entre Wafasalaf et Bank Assafa

Personnes concernées : Attijariwafa Bank est actionnaire commun de Bank Assafa et Wafasalaf.

Nature et objet de la convention :

Cette convention a pour objet de définir les modalités de la rémunération financière relative à la prestation globale de gestion, pour le compte de Bank Assafa, concernant le produit « Mourabaha ».

Date de conclusion : 1^{er} novembre 2019

Durée : La durée prévue pour cette convention est de deux ans, la définition des conditions de renouvellement est opérée par concertation dans les trois mois avant l'échéance.

Modalités de rémunérations :

La rémunération relative à cette convention se fera sur la base :

- D'une commission de prestation de 0.5% HT des encours.
- D'une charge ponctuelle (un cout exprimé en J/H) relative à la mise place du projet.

Montant comptabilisé en produit au titre de l'exercice 2021 : Néant

Montant encaissé au cours de l'exercice 2021 : Néant

2.3. Contrat relatif à la mise en place d'un programme d'opérations de titrisation entre Wafasalaf et Attijari titrisation.

Personnes concernées : Attijariwafa Bank est actionnaire commun de Wafasalaf et Attijari titrisation.

Nature et objet de la convention : Cette convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le recouvreur (Wafasalaf) assurera la gestion et le recouvrement des créances cédées pour le compte du compartiment (fonds de titrisation Salaf Invest) et sous le contrôle de la société de gestion (Attijari titrisation).

Date de conclusion : 26 novembre 2018

Modalités de rémunérations :

En contrepartie de sa prestation de gestion, Wafasalaf percevra d'Attijari Titrisation une rémunération fixe de 0.01% du montant des créances cédées en début de période d'encaissement.

Montant comptabilisé en produit au titre de l'exercice 2021 : MAD 45.199.33 (H.T.)

Montant encaissé au cours de l'exercice 2021 : Néant

2.4. Convention de service pour le recouvrement de créance entre Wafasalaf et Wafa Assurance

Personnes concernées : Attijariwafa Bank actionnaire commun dans les deux sociétés Wafasalaf et Wafa Assurance.

Nature et objet de la convention :

Cette convention a pour objet la prise en charge par Wafasalaf des dossiers de créances qui lui seront confiés par Wafa Assurance afin d'assurer leur recouvrement à titre amiable. Dans le cadre de cette convention, Wafa Assurance confie à Wafasalaf les missions de :

- Recouvrement de primes d'assurance impayées ;
- Recouvrement de chèques et effets impayés ;
- Localisation de patrimoine et cadrage de débiteurs.

Date de conclusion : 1^{er} janvier 2016

Modalités de rémunérations :

Toutes les sommes recouvrées par le mandataire ou réglées directement chez le mandant relatives à des dossiers confiés et non encore restitués, donnent lieu au versement d'honoraires déterminés selon le barème ci-après présenté.

Tranche en Dirhams		Taux HORS TVA
0	5 000	16%
5 001	10 000	13%
10 001	25 000	12%
25 001	50 000	11%
50 001	100 000	10%
100 001	500 000	7%
500 001	1 000 000	5%
Au-delà de 1 000 000		4%

Montant comptabilisé en produit au titre de l'exercice 2021 : Néant ;

Montant encaissé au cours de l'exercice 2021 : Néant.

2.5. Convention de gestion de l'activité de crédit à la consommation entre Wafasalaf et Attijariwafa Bank

Personnes concernées : Attijariwafa Bank en tant qu'actionnaire dans la société Wafasalaf.

Nature et objet de la convention :

Cette convention a pour objet de définir les modalités de la rémunération financière relative à la prestation globale de gestion, pour le compte d'Attijariwafa Bank, concernant les produits «Crédit Express», « Izdihar » et « Mizane ».

Elle comprend la détermination des composantes de la rémunération, les modalités de calcul de l'ensemble des composantes, les objectifs fixés au titre de ces composantes et des exemples de calcul de la rémunération.

Date de conclusion : 30 décembre 2015

Modalités de rémunérations : La rémunération est composée d'un coût de gestion et d'une rémunération de la performance :

- Le coût de gestion facturé avec une marge de 25% ;
- La rémunération de la performance de Wafasalaf couvre les domaines suivants :
 - Performance commerciale : Elle est formalisée par un Taux de Réalisation de l'Objectif de production commerciale (TRO) ;
 - Performance du risque : correspond à la maîtrise du coût du risque, matérialisé par la variation du coût du risque réalisé par rapport au coût du risque cible.

Montant comptabilisé en produit au titre de l'exercice 2021 : MAD 102.961.026,95 (H.T.)

Montant encaissé au cours de l'exercice 2021 : MAD 225.333.678,31 (T.T.C)

2.6. Convention de recouvrement conclue entre Wafasalaf et WAFABAIL

Personnes concernées : Attijariwafa Bank est actionnaire commun dans les deux sociétés Wafasalaf et Wafabail.

Nature et objet de la convention :

La présente convention a pour objectif la prise en charge par Wafasalaf des dossiers des créances en souffrance qui lui seront confiés par la société Wafabail afin de rechercher les débiteurs et leurs coobligés, identifier leurs patrimoines et procéder au recouvrement, par voir amiable, des sommes dues par eux à Wafabail.

Date de conclusion : 30 septembre 2014

COMPTES ANNUELS & RAPPORTS

Modalités de rémunérations : en contrepartie de sa prestation de gestion, Wafasalaf se verra payer par Wafabail une rémunération en fonction de la nature de la mission et ce conformément au tableau ci-après :

Commission sur recouvrement effectif	Palier d'impayé DH		Taux HT
	<=40.000		4.5 %
	>40.000		3.5 %

Montant comptabilisé en produit au titre de l'exercice 2021 : Néant.

Montant encaissé au cours de l'exercice 2021 : Néant.

2.7. Une convention de recouvrement à l'amiable des créances liant Wafasalaf à sa société mère Attijariwafa Bank

Personnes concernées : Attijariwafa Bank, société mère de Wafasalaf.

Nature et objet de la convention :

La présente convention a pour objectif la prise en charge par Wafasalaf des dossiers des créances. Wafasalaf s'engage à ne pas assigner les clients débiteurs de la banque en justice et à limiter son intervention à des actions de recouvrement telles que :

- Envoi de courriers de relance interne.
- Envoi des SMS.
- Relance téléphonique
- Visite aux domiciles des clients.
- Opération de cadrage pour localiser les débiteurs dont les coordonnées s'avèreraient erronées ou incomplètes.

Date de conclusion : 1^{er} octobre 2013

Modalités de rémunérations : en contrepartie de sa prestation de gestion, Wafasalaf se verra payer par Attijariwafa Bank une rémunération en fonction de la nature de la mission et selon le barème ci-dessous :

- Pour opération action spéciale

Désignation	Honoraires HT
Recouvrement amiable des créances < 10 000 DH	13% des montants recouvrés

- Pour opération contentieux de masse

Montant initial	Taux
0 à 50 000	8% des montants recouvrés
50 001 à 100 000	5% des montants recouvrés

Montan comptabilisé en produit au titre de l'exercice 2021 : Néant.

Montant encaissé au cours de l'exercice 2021 : Néant

2.8. Convention de partenariat pour le recouvrement des créances en souffrance liant Wafasalaf à sa société mère Attijariwafa Bank

Personnes concernées : Attijariwafa Bank, société mère de la société Wafasalaf.

Nature et objet de la convention :

Cette convention « Providing » a pour objectif la prise en charge par Wafasalaf des dossiers des créances en souffrance qui lui seront confiés par Attijariwafa Bank afin de rechercher les débiteurs et leurs éventuels coobligés, identifier leur patrimoine et procéder au recouvrement, par voir amiable, des sommes dues par eux à la banque.

Wafasalaf peut également, sous réserve de l'autorisation d'Attijariwafa Bank, déclencher les procédures judiciaires.

Cette convention couvre principalement les domaines suivants :

- Recherche d'adresses des débiteurs ;
- Recherche de patrimoines ;
- Prise en charge du recouvrement à l'amiable ;
- Prise en charge du recouvrement judiciaire ;
- Information d'Attijariwafa Bank sur l'avancement des dossiers confiés.

Date de conclusion : La convention a été conclue le 06 Janvier 2011, avec modification du barème tarifaire le 13 Février 2014.

Modalités de rémunérations : en contrepartie de sa prestation de gestion, Wafasalaf se verra payer par Attijariwafa Bank une rémunération en fonction de la nature de la mission.

> Localisation

	Casablanca	Hors casablanca
Localisation de l'adresse	300 Dhs	500 Dhs
Localisation du patrimoine	500 Dhs	700 Dhs

> Recouvrement des créances en souffrance

Action Amiable :

Montant initial	Ancienneté créance	Taux
0 - 2 000	< 1 an	11%
2 001 - 10 000	< 1 an	8%
10 001 - 50 000	< 1 an	7.50%
50 001 - 1 000 000	< 1 an	5%
0 - 2 000	> 1 an	13%
2 001 - 10 000	> 1 an	11%
10 001 - 50 000	> 1 an	7.50%
50 001 - 1 000 000	> 1 an	5%

Action Crédit Amortissable

Montant initial	Taux	Nombre IMPAYES
0 - 10 000 000	6%	< 3 IMPA
0 - 10 000 000	7.50%	> 3 IMPA

> Recouvrement judiciaire des créances

Honoraires forfaitaires	1.000 Dhs par dossier
Frais de justice	Sur justificatif

Montant comptabilisé en produit au titre de l'exercice 2021 : Néant.

Montant encaissé au cours de l'exercice 2021 : Néant.

COMPTES ANNUELS & RAPPORTS

2.9. Convention de location de locaux entre Wafasalaf et Attijariwafa Bank

Personnes concernées : Attijariwafa Bank, société mère de la société Wafasalaf.

Nature et objet de la convention : Il s'agit des contrats de location de 8 agences conclus entre Attijariwafa Bank et Wafasalaf.

En MAD

Agence	Localisation	Date de conclusion	Loyers facturés en 2021	Montants		Délais de paiement
				Décaissés		
Agence Mohamed V	1 Avenue Hassane II, Casablanca	01/11/1990	198 000	198 000		le 1er du mois
Agence MAAN	163, Avenue Hassane II, Casablanca	01/06/1993	503844	530 844		le 1er du mois
Agence MARRAKECH2	Marrakech	01/06/2004	48 000	48 000		le 1er du mois
Agence KENITRA2	1 rue Haj Omar Riffi, Kénitra	01/12/2008	145200	145200		le 1er du mois
Agence TETOUAN	Angle Bv Al Ouroubset Yacoub El Mansour	29/08/2006	58 080	58 080		le 1er du mois
Agence RABAT RYAD	Rabat	01/02/2007	398300	398300		le 1er du mois
Agence SAFI	5, rue de la Mame, Safi	07/09/2006	39800	39800		le 1er du mois
Agence LAAYOUNE	BvChahid BOUCHARAYA, place Dcheim	20/01/2011	145200	145200		le 1er du mois
TOTAL			1 537 224	1 537 224		

Montant comptabilisé en charge au titre de l'exercice 2021 : MAD 1.537.224

Montant décaissé au cours de l'exercice 2021 : MAD 1.537.224

2.10. Convention de location de locaux entre Wafasalaf et Wafa Assurance

Personnes concernées : Attijariwafa Bank est actionnaire commun de Wafa Assurance et Wafasalaf.

Nature et objet de la convention : Il s'agit des contrats de location conclus entre Wafa ASSURANCE et WAFASALAF pour la location d'un ensemble de locaux à usage de bureaux :

En MAD

Agence	Localisation	date de conclusion	loyer HT facturés en 2021	Montants décaissés	Délai de paiement
Siege	72, Angle Rue Ram Allah et BD Abdelmoumen	13/09/2010	13 224 272	13 224 272	Avant le 10 de chaque mois
Agence Tanger TFZ	Zone franche de Tanger	21/06/2013	155 676	155 676	Avant le 10 de chaque mois

Montant comptabilisé en charge au titre de l'exercice 2021 : MAD 13.379.948

Montant décaissé au cours de l'exercice 2021 : MAD 13.379.948

2.11. Convention de location de locaux entre Wafasalaf et Wafacash

Personnes concernées : Attijariwafa Bank est actionnaire commun de Wafacash et Wafasalaf.

Nature et objet de la convention : Il s'agit d'un contrat de bail pour la location d'une agence à Nador :

En MAD

Local	Localisation	Date de Conclusion	Loyer TTCfacturé en 2021	Montants		Délais de paiement
				Décaissés		
Agence Nador	90, Bv Ibn Tachfine	27/10/2011	104 700	104 700		Le 1er du mois

Montant comptabilisé en charge au titre de l'exercice 2021 : MAD 104.700 DHS.

Montant décaissé au cours de l'exercice 2021 : MAD 104.700 DHS.

2.12. Convention de location d'un local entre Wafasalaf et Wafa Immobilier

Personnes concernées : Attijariwafa Bank est actionnaire commun de Wafa Immobilier et Wafasalaf.

Nature et objet de la convention : Il s'agit d'un contrat de bail pour une location à Larache

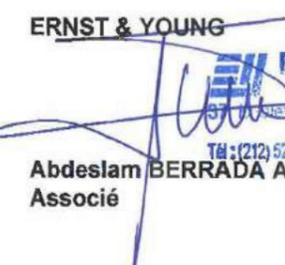
Date de conclusion : 1^{er} août 2010

Montant comptabilisé en charge au titre de l'exercice 2021 : MAD 60.000 (H.T)

Montant décaissé au cours de l'exercice 2021 : Néant.

Casablanca, le 26 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG

Abdeslam BERRADA ALLAM
 Associé

FIDAROC GRANT THORNTON

Faïça MEKOUAR
 Associé

ÉTAT DES HONORAIRES VERSÉS AUX CONTRÔLEURS DE COMPTES

	EY						FIDAROC					
	Montant/ année			Pourcentage/Année			Montant/ année			Pourcentage/Année		
	2021	2020	2019	2021	2020	2019	2021	2020	2019	2021	2020	2019
Commissariataux comptes, certification,examen des comptes individuels et consolidés	412 500	300 000	300 000	97%	96%	96%	341 500,00	280 000,00	280 000,00	100%	100%	100%
Filiales												
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissariat aux comptes												
Filiales												
Sous total												
Autres prestation rendues	13 000	13 000	12 000	3%	4%	4%						
autres												
Sous total												
Total général	425 500	313 000	312 000	100%	100%	100%	341 500	280 000	280 000	100%	100%	100%

وفاسلاف
Wafasalaf
ديمامعاك



72, Angle Rue Ram Allah et Bd
Abdelmoumen Casablanca - Maroc
Tél. : 0522 545 100
Fax : 0522 273 535
www.wafasalaf.ma